

BULLETIN DU COMITÉ

DE

L'ASIE FRANÇAISE

PUBLIÉ MENSUELLEMENT

Sous la direction de M. Robert de Caix de Saint-Aymour

Avec la collaboration de MM. Jean-Louis Deloncle; Henri de Peyerimhoff de Fontenelle; Charles Mourey; Edouard Payen; Paul Labbé; J.-H. Franklin, etc.

Adresser toutes les communications relatives à la rédaction au Bulletin du Comité de l'Asie Française.
Paris — 19, rue Bonaparte, 19 — Paris.

SOMMAIRE

44 ^e Liste des souscripteurs.....	89
Le Comité.....	92
La Guerre.....	92
La Situation politique après la bataille de Moukden, par ROBERT DE CAIX.....	99
Le Voyage du ministre des Colonies en Indo-Chine.....	104
Les Boutriers de Mascate protégés français... ..	105
La Mission anglaise à Caboul.....	106
Le chemin de fer du Yunnan.....	108
Les Russes et la culture du coton, par PAUL LABBÉ.....	111
Les Guinées de l'Inde et l'Indo-Chine, par UN COLON.....	116
Sir Franck Younghusband et le Thibet.....	117
Asie Française : Le monopole du sel. — Les piastres du commerce. — Les colons et les indigènes. — Les travailleurs du chemin de fer du Yunnan. — Le concours agricole de Pnom-penh et la situation du Cambodge. — Rattachement du plateau des Bolovens à la province de Saravane.....	119
Chine : Les relations avec l'Allemagne.....	122
Corée : Une conspiration antijaponaise. — Chemins de fer.....	122
Japon : Le commerce extérieur.....	122
Asie Russe : Le Transsibérien. — L'émir de Boukhara. — Commerce aux frontières russo-chinoises en 1902. — Colons allemands en Sibérie. — Main-d'œuvre en Sibérie. — Transport économique du pétrole du Caucase en Perse et en Russie d'Europe. — Foire d'Irbit. — Découverte d'antimoine. — La navigation dans les mers de Barents et de Kara.....	122
Turquie : Les troubles du Yémen. — Construction du chemin de fer de l'arrière-pays d'Aden. — La situation économique des vilayets arméniens en 1903 et 1904.....	125
Perse : La mission commerciale anglaise en Perse.....	126
Asie Anglaise : La production de l'indigo.....	127
Australasie : Les Etats-Unis et les Philippines.....	127
Nécrologie : M. Georges Brenier.....	127
Nominations officielles.....	127
Bibliographie.....	128

CARTES

Carte des environs de Moukden (Mandchourie)....	93
Carte du chemin de fer du Yunnan.....	109

44^e LISTE DES SOUSCRIPTEURS ⁽¹⁾

MM.

Le capit. Brissaud-Desmaillet (mission Grillières).....	20	»	
Le capit. Cottes, de l'infant. colon. Seraphin Mattis, à Paris.....	25	»	
.....	12	»	
G. Bouillard, ingén. en chef du chemin de fer Pékin-Hankéou.....	20	»	
Hauchecorne, au Havre.....	15	»	
* Le lieut. Barberot, de l'infant. coloniale.....	12	»	
* Gustave Fernandez, négoc. à Marseille.....	25	»	
* A. Hauchecorne, à Paris.....	12	»	
H. Le Chevalier, à Irkoutsk.....	13	»	
Vissière, consul de France.....	12	»	
Josset, profess. de lycée (1 ^{er} semestre).....	6	»	
L.-F. de la Ruelle, chef d'escadrons de cavalerie.....	15	»	
Henry Bourgeois, consul de France.....	12	»	
Josse, contrôleur des services maritimes postaux.....	12	»	
Raffineries de sucre de Saint-Louis.....	300	»	
Emile Courtois, recev. des postes.....	25	»	
Cogniet, enseigne de vaisseau.....	12	»	
* Capit. A. Jaquet, de l'art. colon.....	12	»	
<i>A reporter.</i> . . .		560	»

(1) Les noms marqués d'un * sont ceux des nouveaux souscripteurs. — Pour faciliter le contrôle, le Bulletin ne publiera plus désormais les souscriptions qu'après encaissement de leur montant.

Nous prions MM. les membres bienfaiteurs, donateurs, adhérents et souscripteurs qui ne verraient pas figurer leurs noms dans la deuxième liste publiée après l'encaissement de leur souscription de vouloir bien nous signaler l'omission.

Les souscriptions inférieures à 12 francs sont totalisées à la fin de la liste.

<i>Report. . . .</i>	560 »	<i>Report. . . .</i>	1.335 25
Le command. du 3 ^e territ. milit. à Hagiang	12 25	Agence de Hanoï de la Comp. franç. des ch. de fer de l'Indo-Chine.	12 »
Norès, inspect. des colonies	27 »	* Capit. Querette, de l'infant. col.	12 »
Doulcet, à Paris.	12 »	Angoulvant, secr. gén. des colonies.	15 »
Capit. Brissaud-Desmaillet, à Pékin.	24 »	Apronien-Marie, à Paris.	12 »
* E. Dugas, étudiant en droit.	12 »	Claudius Aulagnon, à Paris.	12 »
Ed.-L. Achard, Thoi Lai, à Cantho.	25 »	P. Bons d'Anty, consul de France.	50 »
Durozié, sergent d'infant. colon. (1 ^{er} semestre).	13 »	Auzoux, avoué à Paris.	20 »
V. Collin de Plancy, ministre plénipotentiaire	30 »	Bruno, négociant à Paris.	100 »
Les Magasins du <i>Bon Marché</i>	50 »	Boizel, avoué à Paris.	12 »
* Finot, ancien direct. de l'école française d'Extrême-Orient	25 »	R. de Billy, secrét. d'ambassade.	20 »
Les professeurs du lycée de Montpellier	24 »	Duc de Bassano.	20 »
Colonel Rondony, de l'infant. colon. Moysan, lieut. de vaisseau.	45 »	Bertin, direct. des constructions navales.	25 »
* Biblioth. des offic. de Beni-Ounif. Raphaël Georges-Lévy, à Paris.	12 »	R. Bacot, manufacturier à Paris	50 »
J. Villot, à Saint-Amand-Tallende.	12 »	Paul Béraud, à Paris.	25 »
Le chanoine Panier, à Besançon.	12 »	Lieut. Bonneau, à Paris	12 »
Toussaint, procureur de la République à Tananarive	25 »	Marquis de Breteuil, à Paris.	25 »
Biblioth. militaire de Perpignan.	12 »	Les Magasins de <i>La Belle-Jardinière</i>	20 »
J. Kergoat, à Paris	12 »	Benoît-Oriol, député	25 »
Georges Lanier, à Vitry-sur-Seine.	20 »	A. Baratier, à Paris.	12 »
* Albert Rondot, à Lyon.	12 »	Société des étains de Kinta.	12 »
A. Goguyer, à Mascate.	25 »	Banque impériale ottomane	100 »
* Labauve, capit. de dragons	24 »	Comp. La Foncière-transports	25 »
* H. Le Soudier, à Paris.	12 »	Chantiers et ateliers de la Gironde.	25 »
Capit. Maurel, du 2 ^e étranger	12 »	Comp. franç. des chemins de fer de l'Indo-Chine.	12 »
Cercle des offic. de Langson.	12 »	Les Magasins du <i>Louvre</i>	50 »
E. Rocher, consul général de France.	30 »	Arsène Chaumier, à Paris	25 »
Biblioth. de l'École supérieure de guerre.	12 »	De Caqueray, lieut. de vaiss.	12 »
Capit. A. Cambay, de l'infant. coloniale.	15 »	G. Calmann-Lévy, à Paris	50 »
J. Barrès, syndic. de la Presse coloniale	12 »	Cicile, à Paris.	12 »
Bernheim, à Paris.	50 »	H. Chevrier, à Paris.	12 »
Boudot, à Paris.	12 »	Léon Dewez, direct. du <i>Journal des Voyages</i>	25 »
Lieut. Cordier, détaché à l'École de guerre	12 »	Emile Duboc, lieut. de vaiss. en retraite.	25 »
Hardouin, consul de France.	25 »	Ch. Depincé, à Paris.	25 »
J. Lionel-Marie, à Paris.	12 »	Direction des troupes coloniales au ministère de la Guerre.	12 »
M ^{lle} Jane Marcy, de l'Opéra	25 »	Ducrocq, à Paris.	12 »
E. Mercet, présid. du Comptoir d'Escompte	25 »	Dussaud, à Paris.	12 »
Roger Trousselle, chef de cabinet du ministre de l'Intérieur.	25 »	Dufour, notaire.	20 »
Agence de Yunnan-sen de la Comp. franç. des ch. de fer de l'Indo-Chine.	12 »	André Delabarre, à Paris	12 »
		De Douville-Maillefeu, lieut. de vaiss. de réserve.	15 »
		De la Ferronnays, lieutenant de cavalerie	25 »
		Aspe-Fleurimont, conseiller du commerce extérieur	12 »
		Fernand Faure, à Paris.	25 »
		Hipp. Frandin, consul général.	25 »
		Gabriel Fermé, négociant.	25 »
<i>A reporter. . .</i>	1.335 25	<i>A reporter. . .</i>	2.419 25

<i>Report.</i> . . .	2.419 25	<i>Report.</i> . . .	3.609 25
Fouques-Duparc, secrét. d'ambassade.	25 »	Maurice Ordinaire, ancien député. .	20 »
Général baron Faverot de Kerbrech.	20 »	Fr. Picot, secrétaire d'ambassade. .	12 »
A. Foucher, maître de conférences.	12 »	Le capitaine Pruneau, de l'infanterie coloniale.	12 »
Les <i>Grands-Voyages</i>	12 »	Jean de Pange, secrétaire d'ambassade.	16 »
Capit. Génie, détaché à l'École de guerre.	12 »	Le général Pendézec, chef de l'état-major général.	25 »
Général de Frédaignes, sous-direct. de la Société générale.	12 »	René Pinon, publiciste.	15 »
Camille Gabiat, ancien député. . .	25 »	Robert Picot, avocat à la Cour d'appel.	15 »
Alf. Grandidier, de l'Institut. . . .	25 »	Ch. Prévét, sénateur.	25 »
Guillemot, à Paris.	12 »	Perquel, agent de change.	25 »
De Hoehne, à Paris.	12 »	Le vicomte A. de Richemont. . . .	25 »
Haarbleicher, ingénieur à Paris. . .	20 »	Louis Raveneau, à Paris.	25 »
René Henry, à Paris.	12 »	Georges Raverat, à Paris.	25 »
Junot, à Paris.	25 »	Ristelhueber, ancien consul de France.	25 »
A. Imbert, à Paris.	25 »	Le lieutenant-colonel Roulet, officier d'ordonnance du Président de la République.	12 »
Raymond Kœchlin, à Paris.	25 »	Albin Rozet, député.	100 »
Général Lebon.	25 »	Rueff, administrateur délégué des Messag. fluv. de Cochinchine.	25 »
Le Page, publiciste à Paris.	12 »	Robert, à Paris.	12 »
C ^{te} Ch. de Lesseps.	15 »	Raiberti, député	12 »
Aug. Lambert, à Paris.	12 »	P.-H. Richy, exportateur.	25 »
Marquis de Laborde.	25 »	Régie générale des chemins de fer.	12 »
Ch. Lallemand, ingénieur en chef des mines.	12 »	Speidel et C ^{ie} , à Paris	50 »
Lecat, direct. des Messag. Maritimes.	25 »	J. Siegfried, ancien ministre. . . .	50 »
François Lutscher, à Paris.	25 »	Adolphe Schwenk, négociant. . . .	25 »
Jules Lemetter, à Paris.	12 »	S. Simon, direct. de la Banque de l'Indo-Chine	25 »
Raphaël Lévy, négociant.	50 »	J.-P. Trouillet, direct. de la <i>Dépêche Coloniale</i>	25 »
André Lebon, ancien ministre. . . .	25 »	Tambrun, à Paris	12 »
Pierre Levé, imprimeur.	25 »	J. Imbart de la Tour, à Paris. . . .	12 »
Pierre Leroy-Beaulieu.	100 »	Baronne Thénard.	25 »
Albert Massu, à Paris.	20 »	Louis Weinschenk, à Paris	25 »
Louis Marin, à Paris.	12 »	Ed. Weill-Wormser, conseiller du commerce extérieur.	25 »
Général Metzinger, membre du conseil supér. de la guerre.	12 »	Charles Vapereau, à Paris	25 »
Messageries fluviales de Cochinchine.	100 »	Cornélis de Witt, à Paris	12 »
Charles Michel, explorateur.	25 »	Widmann, à Paris.	12 »
Le colonel J. Monlezun.	25 »	Union commerciale indo-chinoise.	25 »
Ern. Mallet, à Paris.	25 »	Richard Waddington, à Paris. . . .	25 »
Denis Pérouse, directeur des chemins de fer.	100 »	Ch.-R. Wehrung, à Paris.	25 »
Piccioni, secrétaire d'ambassade . .	50 »	Wibratte, offic. d'admin. du génie.	12 »
M ^{me} Isabelle Massieu.	25 »	Souscriptions diverses.	122 »
Max Leclerc, à Paris.	25 »		
Lucien Mellier, à Paris.	25 »		
Michaut, chef d'escadron d'artillerie.	12 »		
Nagelmackers, directeur général de la Compagnie des Wagons-Lits.	12 »		
Le baron Jean de Neufville.	20 »		
Louis Ochs, négociant.	25 »		
Le baron Hély d'Oissel.	40 »		
	3.609 25	Total.	4.604 25
<i>A reporter.</i> . . .	3.609 25		

Tous les souscripteurs reçoivent le Bulletin du Comité pendant douze mois à dater du 1^{er} janvier de l'année de leur souscription.

LE COMITÉ

Le Comité auquel s'étaient joints de nombreux adhérents de Paris s'est réuni le 15 mars pour entendre une intéressante causerie de M. Pelliot, membre de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, sur la Chine, à l'Ecole de l'Etranger.

Nous publierons un compte rendu de son exposé dans notre bulletin d'avril.

AVIS

Pour être membre adhérent au Comité de l'Asie française, il suffit de verser une cotisation annuelle d'au moins 25 francs.

Les adhérents reçoivent toutes les publications du Comité, sont convoqués aux réunions que ce dernier donne et participent à son action.

Les souscripteurs d'une somme comprise entre 12 et 25 francs ne reçoivent que le Bulletin mensuel.

LA GUERRE

A l'heure où nous prenons la plume, les résultats définitifs de la bataille de Moukden ne sont pas connus et ne sont pas près de l'être, puisque l'armée russe n'a pas encore échappé à l'étreinte de son adversaire. Contrairement à ce qui s'est passé après les batailles de Liao-yang et du Cha-ho, les Japonais ne s'arrêtent pas cette fois-ci sur les positions conquises. Soit qu'ils aient possédé une réserve de troupes fraîches, soit que le triomphe les ait galvanisés, ils pressent impitoyablement les fuyards, et nous allons peut-être assister à une de ces destructions comme l'histoire militaire n'en a pas enregistré depuis la légendaire poursuite d'Iéna. Mais ce qu'on peut déjà affirmer sans crainte de se tromper, c'est que les Russes viennent de subir un désastre sans précédent. Certes l'étude attentive de l'affaire de Sandepou révélait pour eux une situation très grave au double point de vue des effectifs et du commandement, nous ne l'avons point cachée à nos lecteurs. Il était difficile d'admettre que Kouropatkine fût en état de s'opposer avec succès à une offensive du maréchal Oyama, mais il était permis d'espérer qu'en cas de besoin il retrouverait l'incontestable habileté qu'il avait déployée dans la retraite de Liao-yang, et qu'une fois de plus les pinces de l'armée japonaise, se refermant pour saisir leur proie, ne saisiraient que le vide. C'était encore trop d'optimisme.

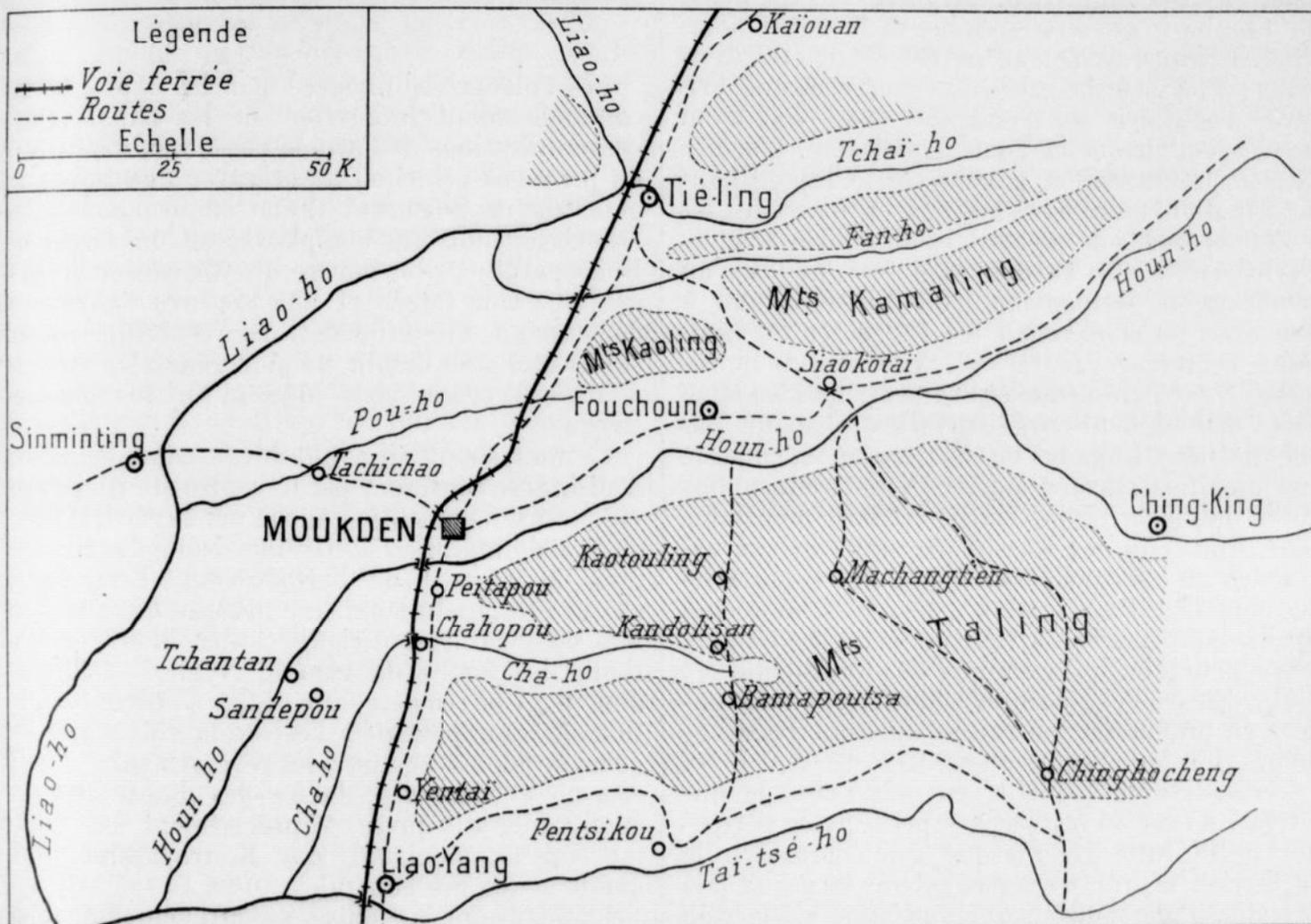
On croyait généralement que les deux grandes armées depuis si longtemps au contact sur les rives du Cha-ho ne sortiraient pas de leur inaction avant la fin du mois de mars, et que cet hivernage, renouvelé des guerres du XVII^e siècle, se prolongerait jusqu'au printemps. Les Japonais ont avancé d'un mois la solution de la crise, et ils avaient pour cela d'assez bons motifs. Dans les derniers jours de février, la température était devenue plus clémente, sans qu'on fût exposé toutefois aux graves embarras qu'occasionne le dégel dans les plaines de Mandchourie. Raison plus déterminante encore, le maréchal Oyama pouvait disposer de l'armée de siège de Port-Arthur, reposée, ravitaillée, et complétée à ses effectifs de guerre, suivant l'invariable règle que se sont imposée les Japonais, depuis le début des hostilités. Kouropatkine, au contraire, était loin d'avoir reçu les contingents prévus pour constituer ses trois armées. Le 4^e corps et deux brigades de chasseurs étaient encore à l'Ouest du lac Baïkal, car le rendement du Transsibérien avait été médiocre pendant tout l'hiver, et un véritable engorgement s'était produit sur certaines sections de la ligne; si bien que le ravitaillement en vivres de l'armée russe par Sin-min-ting et la voie ferrée chinoise prenait une importance capitale. Les Japonais ne l'ignoraient pas. Puisque les tentatives de médiation après la chute de Port-Arthur avaient échoué et qu'il n'y avait plus espoir de paix avant le dénouement de la situation en Manchourie, le Japon avait un intérêt évident à brusquer ce dénouement.

Quelle était, à la date du 15 février, l'état respectif des belligérants? Le seul résultat des combats de Sandepou avait été une énorme extension du front des deux armées. La masse hétérogène confiée à Gripenberg (1^{er} corps sibérien appartenant à la I^{re} armée, 8^e corps, 61^e division de réserve, 1^{re} et 2^e brigades de tirailleurs appartenant à la II^e armée, 10^e corps à la III^e) s'était arrêtée et retranchée sur la rive droite du Houn-ho. La droite des Russes formait ainsi un crochet offensif prolongé jusqu'à Tchantan, qui est presque sur le parallèle de Yentai, tandis que leur gauche, dépassant de beaucoup Baniapoutsa, allait jusqu'à Ching-ho-cheng; et il y a près de 140 kilomètres de Tchantan à Ching-ho-cheng! Leur principale occupation semble avoir été de défoncer à coups d'explosifs le sol gelé pour accumuler les retranchements et les défenses accessoires sur tout cet énorme front, allant jusqu'à constituer au centre deux lignes fortifiées, la première à hauteur de Cha-ho-pou, la deuxième en arrière, vers Peï-ta-pou.

Quant à la façon dont ces lignes étaient garnies, il est difficile de la préciser. En allant de l'Est à l'Ouest, on trouvait d'abord la I^{re} armée (Liniévitch), la moins désorganisée des trois, gardée sur son flanc gauche par la division de cavalerie *Rennenkampf*. Puis venaient la II^e armée, la III^e, et enfin le détachement mis naguère sous

les ordres de Gripenberg, la division de cavalerie Michtchenko faisant à l'extrême droite pendant à la division Rennenkampf. Les II^e et III^e armées avaient toutes deux changé de chefs. Kaulbars avait remplacé Gripenberg à la tête de la II^e, et Bilderling avait succédé à Kaulbars à la III^e, mutations surprenantes en vérité, mais qui ne le sont pas davantage que les modifications incessantes apportées à la composition même de ces deux armées. Jusqu'au dernier moment le grand rassemblement russe de Mandchourie aura été

tifs devaient aligner à la veille de la bataille de Moukden, après douze mois de guerre, les corps sibériens et les premiers corps débarqués d'Europe! Il est incontestable qu'en toute circonstance un corps d'armée sur le pied de guerre a une valeur militaire très supérieure à deux corps qui seraient réduits chacun à une division. Dans le cas présent, cette supériorité eût été encore plus marquée, parce que des contingents envoyés par les dépôts et encadrés dans des unités déjà aguerries par une longue campagne auraient



une masse amorphe. Ajoutons, pour être complets, que Kouropatkine s'était ménagé des réserves échelonnées en profondeur, constituées par le 1^{er} corps et deux ou trois brigades de chasseurs, et dont le point de réunion était au sud-est de Moukden.

Quand on dénombre les grandes unités de cette armée, 6 corps sibériens, 5 corps européens (1), 4 brigades de chasseurs, 2 divisions de cavalerie, on est tenté de croire que Kouropatkine disposait d'environ 400.000 hommes. Mais il ne faut pas oublier que le Transsibérien n'a pas permis d'expédier simultanément en Extrême-Orient des unités nouvelles et des renforts pour les anciennes affaiblies par le feu et les maladies. Il résulte de toutes les correspondances parvenues en Europe que ces dernières unités ont été presque complètement sacrifiées. On conçoit dès lors quels effec-

donné ce que ne pourront jamais donner des troupes fraîchement mobilisées, et sortant de leurs wagons pour tomber en plein champ de bataille. La méthode adoptée par les Russes ne permet évidemment pas de supputer l'effectif des combattants d'après le nombre des corps d'armée, mais à la suite de calculs dont nous faisons grâce à nos lecteurs, nous estimons qu'à la date du 15 février il ne fallait pas attribuer à Kouropatkine plus de 300.000 hommes, au grand maximum.

Il avait devant lui quatre armées japonaises formant un demi-cercle de Pentsikou à l'Est jusqu'à Sandepou à l'Ouest. Le front convexe du maréchal Oyama, modelé pour ainsi dire sur le front concave des Russes, présentait naturellement une étendue moins considérable. La composition de ces quatre armées est aujourd'hui connue avec quelque exactitude. Elles comprenaient les douze divisions japonaises de première

(1) 1^{er}, 10^e, 17^e, 16^e, 8^e corps.

ligne (la 7^e, qui se mobilise à Yéso, n'ayant jamais été débarquée sur le continent asiatique), doublées chacune d'une brigade de réserve portant le même numéro que la division active correspondante, de telle sorte que l'effectif global devait se rapprocher de 400.000 hommes. L'armée Kuroki, formant toujours l'aile droite, tenait avec la Garde, les 2^e et 12^e divisions, la brigade de réserve de la Garde, et les 2^e, 12^e, 5^e et 9^e brigades de réserve, les montagnes au nord et au nord-est de Baniapoutsa, face aux contingents sibériens de Liniévitch, et garnissait les bords du Cha-ho jusqu'aux environs de la colline Poutiloff. L'armée Nodzu au centre (5^e, 8^e, 10^e divisions ; 3^e, 8^e, 10^e brigades de réserve et une brigade d'artillerie indépendante) avait son front perpendiculaire à la route mandarine. L'armée Oku la prolongeait à gauche sur la ligne Khantai, Lin-dian-toun, avec les 3^e, 4^e, 6^e divisions, les 4^e et 6^e brigades de réserve, et une autre brigade d'artillerie. Enfin l'armée Nogi était opposée au détachement Gripenberg, de Lin-dian-toun à Sandepou, et comprenait les 1^{re}, 9^e et 11^e divisions, renforcées des 1^{re} et 11^e brigades de réserve. L'extrême droite et l'extrême gauche japonaise étaient d'ailleurs couvertes chacune par une des deux brigades de cavalerie indépendante que mobilise l'armée active. Nous remarquons que si le dispositif japonais était forcément plus dense que celui des Russes par suite de son envergure moins considérable et de la supériorité des effectifs, il ne semble pas que le maréchal Oyama ait disposé en arrière de ses lignes une réserve générale, à l'exemple de Kouropatkine : seules les armées Nodzu et Oku étaient échelonnées en profondeur en raison du front relativement faible qu'elles occupaient.

Telles étaient les forces en présence à la mi-février. Avant de retracer les principales péripéties de la lutte gigantesque qui commence le 19 février et qui n'est pas encore terminée à la date du 15 mars, disons quelques mots du terrain sur lequel elle s'est déroulée. La route mandarine de Liao-yang à Tié-ling par Moukden le divise en deux parties bien distinctes. Tout ce qui est à l'est de cette route est montagne, tout ce qui est à l'ouest est plaine. Dans le massif montagneux, les communications sont relativement faciles et nombreuses dans la direction ouest-est grâce aux cours à peu près parallèles du Tai-tsé-ho, du Cha-ho, du Houn-ho, du Fan-ho et du Tchai-ho : deux bonnes routes notamment remontent le Tai-tsé-ho par Liao-yang, Pentsikou et Ching-ho-cheng, et le Houn-ho par Moukden et Fouchoun. Il est plus difficile de traverser cette région dans le sens sud-nord. La chaîne des monts Ta-ling (entre le Tai-tsé-ho et le Houn-ho) ne s'ouvre qu'aux cols de Kandolisan et de Gaotouling pour laisser passer un chemin qui mène de Pentsikou à Fouchoun, et aux cols de Taling et de Foutsouling qui font communiquer Ching-ho-cheng avec Siakotai et Fouchoun en passant par Machangtien. Ce dernier point est particulièrement important parce qu'il est également relié au chemin de Pentsikou à

Fouchoun. Enfin la chaîne des monts Kama-ling et Kao-ling, entre le Houn-ho et le Fan-ho, n'est franchissable que par la route de Siakotai à Tié-ling.

A l'ouest de la route mandarine, au contraire, s'étend un pays plat arrosé par le bas Cha-ho, le Houn-ho, le Liao-ho et leurs nombreux affluents. Quand les pluies du printemps ne l'ont pas encore transformé en marécage, et que les cours d'eau gelés ne sont pas des obstacles, ce pays est éminemment propre aux manœuvres en masse des grosses unités.

* * *

Les entreprises dirigées par les Japonais au commencement de février sur les flancs et les communications de l'armée russe semblent avoir eu pour but principal de préparer une offensive générale, en procurant à l'état-major japonais des renseignements sur l'emplacement des forces de Kouropatkine, plus encore que de causer des dégâts à la voie ferrée et aux approvisionnements de l'ennemi. Les informations recueillies furent suffisantes pour établir un plan général d'attaque dont nous connaissons aujourd'hui les grandes lignes.

Le mouvement en avant devait commencer par la droite, se continuer par le centre et être poussé vigoureusement sur la gauche par le général Oku, chargé de maîtriser l'extrême droite des Russes. Sous le couvert de l'armée Oku, l'événement devait être produit par une attaque décisive partant de l'Ouest et dirigée contre Moukden par toutes les forces du général Nogi. Il s'agissait donc pour la réussite de ce plan d'attirer l'attention de Kouropatkine à l'est de la voie ferrée, et de le décider à engager ses réserves sur le haut Cha-ho et dans les défilés des monts Ta-ling. Nous avons dit que c'est précisément de ce côté (au sud de Moukden) que Kouropatkine avait établi sa réserve générale.

L'aile droite japonaise se mit en marche le 19 février. Utilisant comme une ligne de rocade la route qui remonte le Tai-tsé-ho, Kuroki faisait filer vers l'Est, jusqu'à 45 kilomètres de Pentsikou, un fort détachement qui arrivait le 22 en face de Ching-ho-cheng, position fortifiée par les Russes. Ces derniers, mal informés comme toujours, ne connurent que ce jour-là même le danger qui menaçait leur aile gauche. Ils avaient en ce point 16 bataillons et 20 canons qui furent délogés de leurs retranchements le lendemain 23, après un combat qui finit par l'emploi de la baïonnette et des grenades à main (1). Dans les journées qui suivirent, le détachement japonais se contenta de poursuivre mollement les fuyards dans les sentiers des monts Ta-ling. Cependant le gros de l'armée Kuroki avait quitté ses cantonnements d'hiver et s'avancait dans la direction de Baniapoutsa et de Kandolisan, repoussant devant elle les postes avancés des Russes. Au

(1) Nous n'avons encore aucun renseignement précis sur cet engin dont les Japonais paraissent faire grand usage.

centre, l'armée Nodzu, qui s'était ébranlée aussi, gagnait du terrain, dépassait Cha-ho-pou, s'emparait de Lamatoun, et le conservait malgré une contre-attaque. La conflagration se propageait progressivement sur tout le front. Ce ne fut toutefois que le 28 février que les colonnes du général Oku participèrent au mouvement : il importait en effet à l'état-major japonais de ne pas attirer prématurément l'attention des Russes de ce côté, et le général Oku ne devait pas franchir le Houn-ho sans ordre formel. Mais à partir du 1^{er} mars, toute la région comprise entre le Houn-ho et le Liao-ho fut sillonnée de colonnes japonaises. Tandis qu'Oku atteignait Kalita sur le Liao, l'armée Nogi venait appuyer son extrême gauche et cheminait le long de la vallée du Liao. Il était dès lors évident que c'est de ce côté que l'événement devait désormais être attendu, et il est tout à fait extraordinaire que la nuée de Cosaques dont disposait Kouropatkine ne l'ait pas renseigné exactement à cet égard. Il semble pourtant qu'en ce moment critique où rien n'était encore compromis le généralissime russe n'ait songé qu'à sa gauche et à son centre. Ses dépêches signalent constamment les vains efforts des Japonais sur Kandolisan, les inutiles bombardements de la fameuse colline Poutiloff, et se terminent en général par cette phrase affligeante : « Sur telle ou telle partie du front l'ennemi a été victorieusement repoussé, » particulièrement affligeante pour nous autres Français, parce qu'elle nous remet en mémoire les *bonnes positions* de 1870, dont notre feu interdisait toujours l'approche aux Allemands !

C'est précisément au moment où la formidable offensive d'Oku et de Nodzu se préparait (1^{er} mars) que Kouropatkine, jouant le jeu de son adversaire, envoyait d'importants renforts au centre et à l'est de ses positions, et donnait l'ordre de procéder à de multiples contre-attaques : mais sur aucun point il n'apparaît qu'une masse russe, véritablement organisée pour l'offensive, ait fait une tentative sérieuse pour percer les lignes japonaises. Depuis la voie ferrée jusqu'à Machangtien il n'y eut de leur part que des efforts décousus, destinés à avorter devant les retranchements dont les Japonais avaient eu soin de se couvrir pour assurer l'inviolabilité de leur front. Sur toute cette région du champ de bataille, la lutte prit un caractère dilatoire, caractérisé, comme toujours en pareil cas, par d'interminables bombardements d'artillerie, dont les abords de la colline Poutiloff furent le théâtre principal. Mais par dilatoire il ne faut pas entendre une action traînante et mollement conduite. Les dépêches signalent treize assauts livrés par la Garde japonaise à la position de Kandolisan, qui aurait été le Saint-Privat de cette belle division. Ainsi se trouve vérifié ce principe, posé actuellement par nos règlements, que les combats d'usure doivent être menés avec la même énergie qu'une attaque décisive, et que sur toute l'étendue du champ de bataille le chef d'une unité engagée doit se considérer comme le pivot de la manœuvre

du généralissime et agir en conséquence. Le moindre lieutenant de Napoléon n'était-il pas toujours persuadé qu'il avait été l'agent principal de la victoire ? Rien n'est meilleur que d'entretenir une pareille illusion chez ses subordonnés.

C'est le 3 mars que la lumière se fait dans l'esprit de Kouropatkine. Ce jour-là enfin, il apprend que des forces considérables ont occupé Sin-min-ting et marchent directement sur Moukden. C'est Nogi, qui n'ignore pas que les batailles se gagnent avec les jambes des soldats aussi bien qu'avec leurs fusils et leurs canons, et qui a pris du champ pour produire plus sûrement l'effet de surprise. Le 4 au matin, Kouropatkine télégraphie qu'une avant-garde japonaise est à 10 kilomètres de Moukden, sur la route de Sin-min-ting, débordant son flanc droit. Il n'y a plus qu'un parti à prendre : détacher de la III^e armée (Bilderling) ce qui n'est pas indispensable pour tenir tête à Oku, ramasser tout ce qui peut rester encore à Moukden, et jeter ce bloc sur la route de Sin-min-ting pour arrêter cette menaçante avant-garde et permettre l'évacuation de la ligne du Cha-ho. Cette dernière éventualité était certainement prévue par Kouropatkine dès le 4, en même temps que l'occupation de la ligne du Houn-ho, où des travaux de défense avaient été préalablement organisés. Grâce à la ténacité du soldat russe, les progrès des Japonais tant à l'ouest qu'au sud furent assez lents. Nogi fut tenu en échec pendant deux jours à hauteur de Ta-chi-chao, et Bilderling réussit à faire tête aux colonnes d'attaque d'Oku pendant le même temps. L'abandon définitif des lignes du Cha-ho fut ordonné le 6 et mis à exécution dans la nuit du 6 au 7. Les rapports de Kouropatkine et d'Oyama ne s'accordent pas sur la manière dont s'opéra cette retraite. Kouropatkine affirme que son centre et sa gauche rétrogradèrent sur le Houn-ho sans être pressés par les Japonais épuisés, tandis qu'Oyama prétend que c'est la baïonnette au dos que les Russes évacuèrent les derniers contreforts des monts Taling. En réalité, la réussite du mouvement russe ne dépendait pas de ce qui se passait au centre et à l'est, mais bien de la façon dont Bilderling arriverait à se maintenir dans la zone comprise entre le Houn-ho et le Liao-ho, et sur la route de Sin-min-ting. La situation de Bilderling ne devint grave que le 8, alors que le centre et la gauche russes étaient déjà retranchés sur la rive droite du Houn-ho et marquaient un temps d'arrêt sur les bords de ce cours d'eau.

Il y avait un intérêt vital pour les Russes à ne pas prolonger ce temps d'arrêt. Cependant l'ordre général de retraite au nord comportant l'évacuation de Moukden se fit attendre quarante-huit heures et ne fut donné que le 9 au soir. Autant qu'on en peut juger à distance, et avec des informations forcément incomplètes, ce retard apparaît comme la cause déterminante du désastre. Toutes les masses japonaises se sont ébranlées à la fois : Oku et Nodzu convergent vers Moukden, Kuroki pousse sur Fouchoun, Nogi plus menaçant encore engage son aile gauche suivant la vallée

du Pou-ho pour atteindre la voie ferrée au nord de Moukden; c'est l'enveloppement qui commence. « Je dois informer Votre Majesté que je suis cerné », dit Kouropatkine dans un laconique télégramme. A vrai dire, on ne pouvait le mettre en doute depuis vingt-quatre heures, et cette extraordinaire dépêche où le généralissime expliquait ce qui se passait « sur son front Nord » autorisait les suppositions les plus pessimistes. A partir du 10 mars, c'est la déroute. Seule l'armée sibérienne de Liniévitch a pu tenir au nord de Fouchoun sur une position de repli, et son salut est à peu près assuré grâce à la route accidentée de Siakotai à Tié-ling. Mais les contingents de Kaulbars et de Bilderling s'écoulaient pêle-mêle au nord-est de Moukden, ayant à leur disposition, disent les dépêches, la route mandarine et le chemin de fer. Il suffit de jeter les yeux sur la carte pour comprendre ce que peut être la retraite de deux armées par ces deux uniques voies qui se croisent plusieurs fois et se touchent presque sur tout leur parcours. Un seul mot de Kouropatkine caractérise la situation mieux que tous les commentaires : « *Les Japonais canonent la voie ferrée de l'Est et de l'Ouest.* » Il est inutile de chercher aujourd'hui à dénombrer les prisonniers, les canons, les munitions et les approvisionnements tombés aux mains des Japonais; la liste n'en sera close que lorsque la poursuite prendra fin. Dès maintenant la grande armée russe de Mandchourie n'existe plus en tant que force organisée.

* *

Ce ne sont pas seulement deux armées, mais deux stratégies, c'est-à-dire deux conceptions de bataille, qui viennent de se trouver en présence dans cette région de Moukden, désormais fameuse dans l'histoire militaire.

Nos lecteurs nous rendront cette justice que jusqu'à présent, malgré les succès ininterrompus des Japonais, nous n'avons exprimé qu'une admiration médiocre pour leur stratégie. Nous avons fait ressortir notamment, en étudiant la bataille de Liao-yang, qu'à deux reprises différentes Kuroki avait été impuissant à produire l'événement, c'est-à-dire la brusque rupture qui donne la victoire pleine et entière, avec tous ses fruits. Nous avons montré que par suite du manque de concordance entre les différentes colonnes japonaises, résultant lui-même de l'énormité du front d'attaque, l'action de Kuroki avait été prématurée sur la ligne avancée des Russes et tardive sur leur ligne principale, et que, grâce à ces défaillances d'exécution, Kouropatkine avait eu le loisir d'effectuer sa retraite dans de bonnes conditions.

Il nous faut bien constater que l'état-major du maréchal Oyama a déployé infiniment plus d'art dans la bataille de Moukden que dans celle de Liao-yang, bien qu'il ait eu à manier des effectifs sensiblement plus gros. Un rôle très nettement défini est dévolu à chacune des quatre armées. Kuroki et Nodzu doivent donner le change à l'adversaire, l'inquiéter par des démonstrations

vigoureuses, rompre prématurément l'équilibre de ses forces en lui faisant engager ses réserves du côté où n'éclatera pas le coup de tonnerre, en un mot l'user avant l'heure décisive. Ceci fait, Oku doit maîtriser l'aile droite des Russes, c'est-à-dire l'étreindre de telle façon que Kouropatkine n'en puisse distraire que des contingents insuffisants pour s'opposer efficacement à l'avance de Nogi. Ce dernier va frapper le coup de marteau. Son armée va être la masse de manœuvre qu'aucun adversaire n'a fixée, et qui, libre de ses mouvements, prendra à revers la ligne russe, au moment et à l'endroit voulu, et ainsi la fera craquer tout entière.

Le succès d'une pareille conception reposait évidemment sur l'inviolabilité du front et sur la vigueur de l'exécution tactique. En ce qui concerne l'inviolabilité du front, les Japonais avaient pris leurs précautions. Le long hivernage dans les cantonnements du Cha-ho avait été mis à profit pour édifier des retranchements semi-permanents qui n'avaient guère de chance d'être enlevés par un adversaire aussi passif que Kouropatkine. Il serait donc inexact de dire que l'état-major japonais est un adepte de cette dangereuse doctrine, qui consiste à prétendre que le canon et le fusil modernes, par leur seule puissance défensive, rendent le front inviolable, et en conséquence dispensent de l'échelonnement en profondeur. Incontestablement le dispositif japonais affectait la forme linéaire, mais encore une fois la fortification, largement mise à contribution grâce aux loisirs de l'hiver, faisait à peu près disparaître le danger d'être percé en un point quelconque du front.

Quant à la vigueur de l'exécution tactique, il est à peine besoin de la signaler une fois de plus. Sous ce rapport, les généraux et les soldats japonais ont fait leurs preuves depuis un an.

Cette bataille de Moukden permettra peut-être à quelques observateurs superficiels d'affirmer que les Japonais sont bien décidément les élèves de Moltke, et généralisent le procédé d'*enveloppement par les ailes* qui a caractérisé la stratégie allemande en 1866 et en 1870. Nous nous inscrivons en faux contre cette opinion, et nous nous permettons de trouver que le mode d'emploi de l'armée Nogi est un concept beaucoup plus napoléonien que moltkien. S'agit-il à Moukden, comme à Saint-Privat par exemple, d'unités qui viennent successivement au contact des corps d'armée ennemis, comme des vagues déferlent sur une falaise, et qui finalement, grâce à la supériorité de leurs effectifs, trouvent l'aile extrême de l'adversaire et la débordent, non sans avoir entre temps expié cruellement de nombreuses erreurs d'appréciation sur l'emplacement de cette aile extrême? L'armée Nogi est au contraire la masse de manœuvre libre de tout engagement avant de frapper le coup décisif. Que le procédé souvent employé par Napoléon et consistant dans l'écrasement du centre ennemi (comme à Austerlitz) ne soit plus de mise aujourd'hui, tant à cause des progrès de l'armement qu'à cause de la difficulté,

avec les effectifs modernes, de situer les réserves en temps utile au point favorable, cela est possible. Mais une variation dans le procédé ne modifie pas l'essence même d'un concept, et ce n'est pas parce que la bataille de Liao-yang a donné des résultats négatifs, tandis que celle de Moukden a entraîné la destruction de l'adversaire, que nous dirons qu'Oyama a été *moltkien* à Liao-yang, et *napoléonien* à Moukden. Tout observateur de bonne foi doit en convenir.

Si nous passons dans l'autre camp et que nous cherchions les causes vraies du désastre de Kouropatkine, les trouverons-nous dans ses dispositions initiales? Kouropatkine adopte l'ordre en profondeur: l'existence d'une forte réserve générale, que certains évaluent à 80.000 hommes, semble prouvée aux environs de Moukden et principalement au sud-est de cette ville. On ne saurait lui en faire un reproche, car cet ordre est celui qui permet le mieux de réserver l'avenir, et de riposter à un adversaire qui prend l'initiative des opérations, initiative que Kouropatkine, pour une foule de raisons, n'a jamais songé à lui disputer. Tout au plus pourrait-on trouver défectueux l'emplacement de cette réserve, à l'est de la route mandarine. La symétrie eût commandé de la placer dans l'axe même de cette route, et le danger d'une manœuvre en masse des Japonais dans la région plate comprise entre Liao et Hounho eût été une bonne raison pour rejeter vers l'Ouest le centre de gravité de l'armée. *Mais pour tirer bon parti d'un dispositif en profondeur, il est de toute évidence qu'un chef a impérieusement besoin d'être renseigné à temps, et les informations doivent lui parvenir d'autant plus tôt que les fronts sont plus étendus et que par conséquent le jeu des réserves demande plus de temps.* Nous touchons ici au rôle capital de la cavalerie dans la guerre moderne. Or il apparaît bien que jusqu'au dernier moment Kouropatkine a été dans l'ignorance absolue des mouvements de son adversaire. Nous le comprenons d'autant moins que, la cavalerie des Japonais n'étant propre qu'au service d'estafettes et d'agents de liaison, nous nous figurions leurs colonnes d'infanterie en quelque sorte engluées de sotnias cosaques, et les dépêches affluant au quartier général russe. La faillite de ces Cosaques qui ont fait leurs preuves dans les guerres passées est un fait encore inexplicable, mais qui deviendra peut-être intelligible plus tard. Il faut attendre et souhaiter que les gens pressés n'en tirent pas prétexte pour mener contre l'arme de la cavalerie en général une campagne injuste (1).

Faire agir ses réserves! Voilà bien le plus redoutable problème que la guerre pose à un chef! Et quelle erreur de croire que le chef a fait quelque chose quand il a fixé son dispositif initial, ce dispositif fût-il un chef-d'œuvre. Est-ce dans la

constitution de fortes réserves qu'éclate la supériorité de Napoléon? L'exemple de Benedek à Sadowa est là pour répondre. Le génie de l'empereur consistait essentiellement *dans le jeu des réserves*. Et c'est à peine un paradoxe de dire qu'un mauvais général aurait avantage à s'en passer et à ne pas manier un si dangereux outil...

* * *

Aujourd'hui que Moukden est tombée et l'armée russe dispersée, est-ce la paix? Oui, disent les financiers; non, disent les politiques et les militaires; oui, dit l'opinion publique en Russie; non, dit le tsar. Comment prophétiser ce qui sortira d'un pareil conflit de volontés? Certains bruits, fort répandus il y a quelques jours, tendaient à faire supposer que le gouvernement russe renonçait à la lutte. La vente des navires de la Compagnie Hamburg-Amerika aurait été résiliée, l'escadre Rojestvensky aurait reçu l'ordre de retour, enfin une conférence internationale, à laquelle les Etats-Unis prendraient part, devait se réunir à Paris pour faire entendre raison aux belligérants. Aucune de ces prévisions ne s'est réalisée jusqu'à présent, mais il n'est pas téméraire d'affirmer que la prise de Moukden par les Japonais aura des conséquences politiques aussi bien que militaires. Nous pouvons nous attendre prochainement à quelque pompeuse cérémonie au cours de laquelle les Japonais remettront solennellement à la Chine les tombeaux sacrés des empereurs mandchous, et qui fera éclater la cordialité des relations sino-japonaises. Les Russes accusent déjà la Chine d'avoir grossi de ses propres soldats les contingents du maréchal Oyama. Cette puissance une fois engagée dans le conflit, c'est l'intervention européenne à peu près assurée.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas besoin d'être les alliés de la Russie pour éprouver une émotion sincère à la vue de cet empereur qui n'est pas encore revenu de sa douloureuse stupéfaction, qui se répète à lui-même qu'une puissance qui est venue à bout du plus grand conquérant des temps modernes ne s'avoue pas vaincue par des Japonais, mais qui cependant a l'intuition confuse que *ce n'est pas la même chose qu'en 1812*, parce que le temps et l'espace ne sont plus les auxiliaires de la Russie, et qui se demande enfin avec angoisse si ses soldats ne seront pas bientôt plus nécessaires dans l'intérieur même de l'Empire que sur les frontières de Mandchourie (1)!

Si la solution pacifique est définitivement écartée, il ne faut pas s'attendre à des événements intéressants sur terre avant longtemps. Une fois la poursuite de Tié-ling achevée, les Japonais auront le loisir de faire le siège de Vladivostok. Il est douteux qu'ils poussent jusqu'à Kharbin, dont la possession présenterait pour eux autant d'inconvénients que d'avantages. S'ils n'ont pas

(1) Un proverbe trivial dit que « quand le bâtiment ne marche pas, rien ne marche ». Ainsi, quand le moral d'une armée est ébranlé, tous ses organes sont frappés de paralysie. Ceux-là même qui devraient conserver leur libre jeu puisqu'ils ne rencontrent pas d'obstacle, sont aussi impuissants que les autres.

(1) D'après les dernières correspondances de Russie, l'agitation tend à se propager dans les camps sous forme de jacquerie. C'est un mauvais son de cloche.



trouvé la paix à Moukden, ils ne la trouveront pas plus à Kharbin, et si la Mandchourie maritime est facile à conserver et à défendre, il n'en est pas de même de la Mandchourie septentrionale. Quand les Russes seraient forcés de réunir leur nouvelle armée à Tsitsikar ou même à Irkoutsk, ils n'y verraient pas grand mal.

Il n'est pas impossible que ce soit sur mer que l'intérêt se trouve prochainement reporté. L'escadre Rodjestvensky, quoi qu'on en ait dit, n'a pas encore quitté les parages de Nossi-bé, et si elle se dirige bientôt sur la mer Rouge, ce peut être pour rallier la nouvelle division russe dite « Troisième escadre de la Baltique » qui a quitté Libau le 15 février, sous le commandement de l'amiral Nebogatoff. Les navires qu'il conduit en Extrême-Orient sont fort disparates : un cuirassé, un croiseur cuirassé et trois garde-côtes. Leur seul caractère commun est la lenteur. Le croiseur cuirassé *Vladimir-Nonomach*, qui date de vingt ans, ne filait que 16 nœuds aux essais, ainsi que le cuirassé *Nicolas I^{er}*. Le *Seniavine*, l'*Apraxine* et l'*Outchakoff* ont l'allure lente des garde-côtes. On a supposé que l'amiral Togo qui a quitté Kure le 13 février, et dont on n'entend plus parler, avait peut-être l'intention d'empêcher la jonction des deux escadres russes, et on a calculé qu'il aurait le temps d'arriver à Nossi-bé avant l'amiral Nebogatoff. Jusqu'à preuve du contraire, nous nous refusons à penser que l'amiral japonais renoncera de gaieté de cœur à l'immense avantage que lui donne la proximité de ses bases navales, et ira à travers l'immensité des mers à la rencontre problématique de son ennemi, alors qu'il est si facile de l'attendre dans le voisinage de Vladivostok, son seul objectif possible. Il est à croire que le blocus de cette plage est pour l'instant le principal souci de la marine japonaise.

Mais il ne nous est pas encore démontré que l'amiral Rodjestvensky renonce à son aventureuse expédition, et que le gouvernement russe ne compte pas sur son action prochaine plus encore que sur la réfection forcément lointaine de l'armée de Mandchourie pour améliorer les affaires de l'Empire. C'est ce qui nous fait dire que dans les mois qui viennent l'intérêt sera peut-être sur mer.

P.-S. — La solution donnée à l'incident de Hull par la commission internationale d'enquête n'était pas encore connue lorsque nous écrivions notre dernier bulletin. Les commissaires, se souvenant que leur haute mission était essentiellement pacifique, se sont appliqués à rendre un verdict basé sur une appréciation équitable des faits, mais qui fût surtout acceptable par les deux grandes puissances en conflit. Ils y ont pleinement réussi, et si de caustiques avocats trouvaient à ce verdict une certaine ressemblance avec un *jugement de justice de paix*, comme on dit au Palais, on pourrait leur faire remarquer que les mots de *justice de paix* prennent dans le cas présent une signification trop belle pour prêter à la raillerie. L'incident a été définitivement clos par

le versement à l'Angleterre de 65.000 livres d'indemnité, et la question de savoir s'il y avait ou non des torpilleurs dans le sillage des bâtiments russes ne peut plus intéresser que les chercheurs et les curieux de l'avenir.

La question de la neutralité chinoise.

Le 27 février, les journaux russes publiaient une note déclarant que l'apparition de troupes japonaises à l'ouest du chemin de fer, sur les derrières de l'armée russe, prouvait que les Japonais avaient passé par la Mongolie, c'est-à-dire violé la neutralité chinoise. La note russe disait en effet : « A la suite d'un échange de vues, au début de la guerre, entre les belligérants et les puissances neutres, il fut entendu que les opérations militaires seraient limitées à la Mandchourie à l'est du chemin de fer In-kou-Kao-pan-tsé-Hsinn-min-ting, c'est-à-dire que la Mongolie est, sans conteste, un territoire neutre.

A cette note russe qui annonçait qu'un communiqué dans le même sens avait été adressé aux puissances, les Japonais ont répondu par des contre-accusations. La note qu'ils ont publiée reprochait aux Russes d'avoir fait passer de nombreux convois escortés à travers les domaines de tel ou tel prince mongol et d'avoir opéré des réquisitions militaires en Mongolie. La précision de ces accusations, portant le nombre d'hommes et de charrettes employé dans chaque cas par les Russes, si elle peut faire croire aux dires des Japonais, donne, de leur espionnage et de leur action en Mongolie, une idée si haute qu'elle est incompatible avec la croyance qu'ils ont eux-mêmes respecté la neutralité de ce pays. D'ailleurs on sait qu'ils y ont organisé de nombreuses bandes de Kounkhouses.

Ces accusations et contre-accusations ne présentent d'ailleurs aucun intérêt pour les spectateurs de bonne foi. Il aurait fallu une forte dose de naïveté pour croire que des belligérants respecteraient la ligne idéale et non gardée qui sépare la Mandchourie de la Mongolie tout près du théâtre des opérations. La question ne présenterait d'intérêt que si la Chine elle-même s'émouvait et faisait mine d'entrer en ligne. Il est d'ailleurs à remarquer que rien de précis n'a jamais été publié sur les limites du territoire reconnu neutre. Il y a là une incertitude qui diminue encore pour les tiers l'intérêt des accusations russes et japonaises et une lacune historique à combler.

Emprunts japonais.

D'après le *Times*, le Japon a conclu au début de mars un quatrième emprunt intérieur de 262 millions et demi de francs, dont 150 souscrits par l'association des banquiers, 12 1/2 par la maison impériale et 100 par le public.

En outre, on assure qu'un nouvel emprunt extérieur va être conclu, en prenant pour gage les chemins de fer — les douanes sont déjà enga-

gées — sur les marchés de New-York et de Berlin. Il est à remarquer à cet égard que le comte de Bülow a déclaré au Reichstag qu'aucune opposition ne serait faite par le gouvernement allemand à l'émission d'emprunts japonais ou russes. Ce serait une dérogation à l'attitude d'amabilité systématique gardée par l'Allemagne envers la Russie depuis le début de la guerre.

Les prisonniers russes au Japon.

Au lendemain de la bataille de Moukden, le *Gaulois*, dans un article signé du colonel de la Panouse, directeur général de notre Comité, insistait sur le surcroît de responsabilité que l'augmentation considérable du nombre de prisonniers russes internés au Japon allait imposer à notre diplomatie. On sait, en effet, que les prisonniers russes au Japon se trouvent, au point de vue de leurs intérêts nationaux, sous la protection française. La bataille de Moukden ayant eu pour résultat d'élever de près de 40.000 le nombre de ces prisonniers, on voit quel redoublement d'importance cela donne à l'œuvre d'humanité confiée à la légation française à Tokyo. Mais, ajoutait très justement M. le colonel de la Panouse, on peut compter sur tous les efforts de notre personnel diplomatiques :

C'est le ministre de France, M. Harmand, qui, à Tokyo même, exerce la protection dont il s'agit, secondé par le personnel de la légation : MM. de Panafieu et Henri Cambon, premier et deuxième secrétaires; les attachés militaire et naval, lieutenant-colonel Corvisart et lieutenant de vaisseau Martinie; Adam, consul honoraire, premier interprète; André, deuxième interprète; le docteur Mécre, médecin de la légation.

M. de Lucy-Fossarieu, consul de France, s'occupe à Kobé, près d'Osaka, de dépôts de prisonniers qui ont déjà beaucoup grossi depuis la chute de Port-Arthur et qui vont atteindre de bien autres proportions.

J'ai sous les yeux le *Japan Chronicle* qui s'imprime à Kobé. Il rend compte que, le 23 octobre dernier, un échange de prisonniers russes a eu lieu par les soins du consul de France, M. de Lucy. Le journal japonais donne *in extenso* une allocution de ce consul adressée aux prisonniers russes et traduite séance tenante en russe et en japonais, etc. Suivent de grands éloges.

Partant de tels faits, n'est-on pas porté à se demander pourquoi, en France, les journaux officieux n'ont jamais soufflé mot de ce personnel français qui a peut-être, à certain avis, le tort d'en savoir long, mais qui, recevant des éloges chaleureux de toute la presse japonaise, pourrait prétendre à en lire quelque reproduction dans les journaux de son pays, autant pour reconnaître tout ce que la légation et les consulats français au Japon ont accompli depuis un an, que pour les encourager dans la tâche si honorable et si belle, mais encore plus ardue qui va s'ouvrir pour ces représentants de la France dans la capitale et dans les autres villes de l'empire du Mikado:

La Banque de l'Indo-Chine reçoit gratuitement, dans toutes ses agences, les souscriptions à l'Œuvre du Comité.

LA SITUATION POLITIQUE

APRÈS LA BATAILLE DE MOUKDEN

Un certain nombre de journaux nous parlent chaque matin de l'imminence du commencement des négociations qui aboutiront à la paix. On peut se demander si, dans l'espèce, comme disent les Anglais, « le désir n'est pas père de la croyance ». Jusqu'ici la confirmation de ces rumeurs n'est venue d'aucune source autorisée. On parle de médiation française ou franco-américaine, mais rien ne permet encore d'affirmer que le gouvernement du tsar désire négocier, c'est-à-dire qu'il donne quelque emploi à l'évidente bonne volonté des tiers. C'est à Saint-Petersbourg et nulle part ailleurs que la question peut être tranchée. Tout dépend des informations que l'on y possède sur l'état de l'armée de Mandchourie et des appréciations qui en résultent. Tout dépend de la façon dont on y estime les ressources militaires et financières de l'Empire et la possibilité de les user encore dans cette guerre. En dehors d'un entêtement assez compréhensible, bien que peu profitable sans doute, les Russes peuvent avoir une raison raisonnable pour continuer encore. S'ils peuvent mobiliser de nouvelles troupes et les transporter en temps utile, c'est-à-dire avant que Liniévitch soit débordé et Vladivostok irrémédiablement investi, ils obtiendraient sans doute des conditions meilleures que dans ce moment où les Japonais n'ont plus devant eux qu'une armée réduite et fort ébranlée. Les mobilisations nouvelles n'auraient d'autre but qu'une paix meilleure avec un Japon fort déterminé sans doute, mais pour lequel la guerre est une charge qui grève de plus en plus son avenir. Il se peut que l'objectif réel du Japon, qui est moins la Mandchourie du Nord que la profitable direction de la Chine, lui fasse désirer finir une lutte qui nuirait à ses moyens futurs en menaçant de s'éterniser. A première vue, on s'aperçoit donc qu'il est injuste d'accuser la Russie d'entêtement enfantin et sans but : il lui est bien permis de consacrer quelques semaines à mesurer ses ressources et à examiner si, en forçant sa mise, elle peut encore diminuer sa perte.

Il est vrai qu'un autre facteur intervient peut-être. Y a-t-il en Russie une autorité pour imposer ses vues et faire la paix plus qu'il n'y en eut une pour prévoir, éviter ou préparer la guerre? L'autocratie russe est-elle délivrée de l'anarchie qui a longtemps semblé paralyser ses conseils de manière à laisser dériver la politique extrême-orientale de l'Empire vers la faillite à laquelle nous assistons? Nul ne saurait le dire et il est déjà fâcheux que l'on puisse se demander si l'incertitude qui plane depuis la bataille de Moukden vient de ce qu'on est encore à faire un inventaire réfléchi de la situation ou bien si elle est l'effet d'une indécision gouvernementale qu'aucune volonté sûre d'elle-même ne vient faire cesser.

Cette dernière possibilité ne serait d'ailleurs pas une raison suffisante pour justifier la manière dont quelques-uns conseillent, prétendent même imposer la paix à la Russie. A lire certains articles, il est impossible de douter qu'une campagne « pacifiste », pour employer ce néologisme, est montée dans une partie de la presse française. Les uns s'écrient sur un ton plutôt comminatoire que nous avons le droit de réclamer la fin d'une guerre qui compromet la valeur de l'alliance, sans s'apercevoir que leurs allures péremptoires pourraient compromettre son existence même. D'autres invoquent nos milliards engagés en Russie. Ces objurgations s'accompagnent de toute une publicité alarmiste, reproduite des journaux anglais qui dépeignent avec une joie évidente les embarras intérieurs du gouvernement russe. Nous ne saurions cependant nous permettre le luxe de la liberté d'appréciation et même d'injures que s'offrent nos voisins d'outre-Manche. Nous aurions bien autrement à pâtir qu'eux des groupements continentaux qui viendraient prendre la place de l'alliance franco-russe. Une autre puissance — ceci soit dit sans amertume, puisque nous sommes de ceux qui croient que notre pays se découvrirait sans peine, s'il y réfléchissait, des intérêts communs avec elle — une autre puissance ne demanderait qu'à nous remplacer à Saint-Pétersbourg, à réoccuper une place qu'elle y avait d'ailleurs longtemps, traditionnellement, occupée avant nous. Elle y est servie par des relations de famille, par notre politique intérieure, par un moins grand antagonisme entre les conceptions fondamentales de l'Etat. On peut être assuré qu'elle y exploite toutes nos maladresses parlées ou écrites.

Ceci devrait suffire à nous inspirer quelque réserve. La façon même dont nos amis d'outre-Manche tirent parti de nos excès de langage devrait nous éclairer. Il faut voir comme le *Times* a parlé de la suspension des négociations relatives à l'emprunt français, suspension qu'il n'a pas hésité à qualifier de refus définitif. C'était conforme à sa politique, à la campagne violente et dépourvue d'équité qu'il mène contre le crédit de la Russie (1). Les journaux anglais ne sont pas fâchés de nous représenter comme « lâchant » nos alliés. C'est peut-être d'ailleurs une bien courte vue : une combinaison continentale ne pouvait, pour nous, être remplacée que par une autre également continentale, et nullement par une entente purement maritime. Mais si nous nous éloignons de la Russie, si nous nous mettons pour ainsi dire « en l'air » sur le continent, l'Angleterre n'a rien à craindre des bagarres qui en pourraient sortir : tout le danger serait pour nous et le bénéfice possible pour cette puissance

(1) Le *Times*, après avoir publié des articles contestant la réserve métallique de la Russie a refusé d'aller les vérifier, malgré l'invitation qu'il en avait reçue du ministre des finances. Il semble qu'un journal se jugeant incompétent pour vérifier des réserves métalliques ne devrait pas s'estimer compétent pour en contester l'existence.

insulaire. C'est pourquoi nous ne saurions considérer comme un encouragement suffisant, comme un appui valable l'attitude de la presse anglaise.

On joue aussi beaucoup sur les sentiments libéraux ou, plutôt, libertaires. Aucun Français n'en devrait être dupe dans cette circonstance. Il y a dans les campagnes de haine menées contre la Russie beaucoup d'antagonisme national anglais et beaucoup de ces rancunes confessionnelles très puissantes qui travaillent dans le monde entier contre l'empire des Tsars. L'« alliance des puissances libérales » est une fantaisie qui serait dangereuse pour une puissance continentale, qui en ferait tous les frais sans y trouver un appui suffisant sur le continent. L'entente cordiale est chose excellente, à la condition qu'elle ne nous fasse pas perdre le sens de ces réalités durables qui, en dépit de toute logique de principes, faisait déjà chercher à l'ancienne France des associés continentaux et alliait le Roi très chrétien, François I^{er}, à Soliman le Magnifique.

Enfin, il faut d'autant plus se méfier de certaines campagnes qu'elles peuvent avoir des motifs moins plausibles chez ceux qui les font que chez ceux qui les inspirent. N'oublions pas que le Japon a intérêt à ce que la paix soit conclue dès qu'il aura obtenu militairement tout ce qu'il veut et peut obtenir. Et des campagnes pacifistes en Europe sont, pour lui, le pendant utile de la magnifique campagne militaire qu'il mène en Mandchourie.

Il faudrait du moins que le public français ne se laissât pas escamoter la question et comprît comment elle se pose pour la Russie. L'autre jour un grand journal parisien, commentant les conditions de paix énoncées par le baron Suye-matsu, qui semble jouer pour le Japon le rôle de lanceur de ballons d'essai, déclarait qu'elles étaient très modérées et laissait entendre qu'il serait étrange que la Russie ne les acceptât pas.

Que la Russie renonce à toute prétention coréenne et à Port-Arthur, cela va de soi après la tournure prise par les événements militaires. Mais on ne voit pas comment elle pourrait à la fois évacuer la Mandchourie, neutraliser plus ou moins Vladivostok et payer une indemnité. Quel gage le Japon pourrait-il bien avoir entre les mains, une fois la Russie refoulée dans les forêts transbaïkaliennes, pour obtenir le paiement d'une indemnité?

En réalité, l'évacuation de la Mandchourie, tout au moins septentrionale, n'est pas pour la Russie ce que pensent les observateurs superficiels et ce que disent les commentateurs de mauvaise foi. Le journal de Paris qui déclarait l'autre jour que cette évacuation ne constituerait même pas une condition nouvelle, puisqu'elle avait été toujours promise par le gouvernement de Saint-Pétersbourg, jouait sur les mots pour ne pas voir les choses. Il y a toujours eu un malentendu ou une équivoque systématiquement entretenue sur le mot évacuation, dans l'affaire de Mandchourie, et

par les puissances qui la demandaient et par la Russie qui la promettait. Les arrangements de 1896 et de 1898 qui ont concédé la construction des deux lignes du chemin de fer de Mandchourie autorisaient la Russie de les faire garder par un nombre illimité de troupes. A ce droit elle ne pouvait renoncer du moment qu'elle prétendait conserver Port-Arthur et Vladivostok et faire du chemin de fer dit de l'Est-Chinois l'organe principal reliant ces deux points au gros de l'Empire. Tout au plus le mot évacuation pouvait-il signifier pour les Russes la restitution du pays aux autorités civiles chinoises, c'est-à-dire la renonciation à cette politique assez grossière et prématurée, semble-t-il, d'empiétements mandchous en dehors des droits considérables que leur donnait la possession et la garde militaire du chemin de fer. Et jamais, avant la guerre, on n'avait négocié sur autre chose : personne ne discutait les arrangements russo-chinois de 1896 et 1898.

Aujourd'hui le Japon victorieux ne manquera pas de donner un sens beaucoup plus large au mot évacuation. Il n'est plus question pour lui de demander à la Russie de restituer le pays à l'autorité civile chinoise en gardant des troupes tout le long de son chemin de fer. Il ne saurait comprendre la chose que d'une manière : disparition absolue des Russes de la Mandchourie ; c'est-à-dire qu'il s'agit d'exiger de la Russie quelque chose d'infiniment plus grave que ce qu'elle avait promis. Ceux donc qui disent que l'évacuation de la Mandchourie n'est pas une condition nouvelle, que la Russie n'a qu'à tenir une parole anciennement donnée, rapetissent singulièrement la question et montrent simplement qu'ils en ont une ignorance sincère ou voulue.

En réalité, la question de l'évacuation de la Mandchourie se divise maintenant pour les Russes en deux parties bien distinctes. Ayant perdu Port-Arthur et ne songeant pas, en réalité, à le reprendre, ils peuvent évacuer dans le sens intégral du mot la Mandchourie méridionale qui n'est plus la route nécessaire menant à une de leurs possessions. Mais leur demander d'évacuer de même la Mandchourie septentrionale, c'est les inviter à perdre, en fait sinon en droit, leur ancienne possession de Vladivostok.

Il faut bien, en effet, se rendre compte des choses. Vladivostok placé à l'extrémité d'un territoire très mince, séparé presque entièrement du gros de l'Empire russe par une Mandchourie réorganisée militairement et soumise sans doute à des influences japonaises, ne serait plus, pour la Russie, qu'une possession aventurée. Sans doute on pourrait la relier à l'Empire par un chemin de fer contournant l'Amour, comme on y avait songé avant les entreprises russo-mandchoues. Mais qu'on regarde une carte et on verra quelle serait la longueur et la concavité dangereuses de ce chemin de fer. Passant par des pays que leur nature n'appelle pas, sans doute, à porter une nombreuse population, il longerait une région étrangère destinée vraisemblablement à être beaucoup plus habitée et serait en danger d'être

coupé aux premières complications. La vraie route de Vladivostok, la seule sûre, passe par Kharbine. Renoncer à sa possession et à sa garde, ce serait pour la Russie se résigner à n'avoir plus sur le Pacifique, en dehors de côtes trop boréales, qu'une possession livrée aux entreprises ennemies, confiée, pour ainsi dire, à la tolérance japonaise. C'est-à-dire que perdre la Mandchourie du Nord, les régions colonisables des bassins du Nonni et du bas Soungari, ce serait, pour la Russie, ne plus avoir de point d'appui en Extrême-Orient, n'y plus aboutir nulle part. Les régions sibériennes en arrière sont, en effet, rien moins que riches. Le parcours du Transsibérien ne laisse au voyageur que bien peu d'illusions à leur égard. La Transbaïkalie est une région de montagnes pauvres avec peu de vallées fertiles. C'est un pays très froid, à peine peuplé aujourd'hui — nous avons publié au début de la guerre des statistiques éloquentes quant au vide de la Sibérie à l'est du Baïkal et même de l'Éléonide. — Il est peu probable qu'il y ait jamais là une grosse population russe : la masse de la nation ne s'étendra sans doute que bien en arrière, sur la Sibérie occidentale et centrale. Aussi, pour la Russie, être arrêtée dans les sylvies transbaïkaliennes, ce serait être séparée des belles régions de l'Extrême-Asie par de pures marches militaires assez dépourvues d'avenir propre. Si l'Empire moscovite évacue la Mandchourie septentrionale, il est, en réalité, évincé de l'Extrême-Orient.

On voit qu'il s'agit bien là pour lui d'une condition nouvelle et non de l'exécution d'une clause sans rigueur, acceptée d'avance, comme l'insinuent des commentateurs faciles, évidemment désireux de faire passer éventuellement son refus pour un entêtement injustifié et presque coupable. Sans doute nous ne savons pas quelles sont les conditions de paix qu'accepterait le Japon. Il se peut qu'il se contente d'évincer les Russes de la Mandchourie méridionale. Il est possible aussi que la Russie ait avantage à traiter avant que l'occupation de nouvelles positions militaires ne vienne élargir ses exigences. Mais, dans la manière dont la Russie examine la question, elle est obligée de faire la différence entre l'œuvre mandchoue de 1898 qui la mena à Port-Arthur par Moukden et l'œuvre de 1896 qui avait consolidé Vladivostok en mettant les Russes dans la Mandchourie septentrionale. Il est naturel qu'elle renonce au programme de 1898 ; mais il serait excessif de trouver que ce n'est rien pour elle que de renoncer à celui de 1896.

Le Japon ne peut d'ailleurs tenir en réserve aucune menace capable de forcer la Russie à abandonner, avant de l'avoir physiquement perdue, la ligne Mandchourie - Kharbine - Vladivostok. En mettant les choses au mieux pour lui, c'est tout ce qu'il arrivera jamais à prendre aux Russes. On ne voit pas pour quel avantage extrême-oriental, c'est-à-dire pour quelle concession dont le Japon puisse disposer en faveur de la Russie, cette dernière abandonnerait sa situation dans la Mandchourie du Nord. Aussi battue

qu'elle puisse être, elle ne reculera pas au delà de la frontière de Transbaïkalie. C'est tout ce qu'elle risque à continuer la guerre et on peut parfaitement comprendre qu'elle aime mieux courir encore la chance que de renoncer dès à présent à tout ce qu'elle pourrait perdre en la courant. Ce ne sont donc pas des raisons extrême-orientales, mais seulement des raisons européennes et intérieures qui pourraient déterminer les Russes à faire une paix abandonnant le chemin de fer de Transbaïkalie à Vladivostok. Si donc le Japon a dès à présent cette exigence, on s'expliquerait que la Russie s'obstinât encore, si sa situation intérieure le permet, dans l'espoir d'user financièrement son ennemi plutôt que de consentir à un abandon qui, nous le répétons, la rejetterait en dehors de ce qu'on peut réellement appeler l'Extrême-Orient.

* *

Ceci amène, presque malgré soi, à revenir sur les changements incroyables amenés dans la situation de la Russie par les fautes qui ont eu leur effet au cours de cette année de guerre.

Au commencement de 1896, la Russie, profitant de son habile intervention à la fin de la guerre sino-japonaise, avait un magnifique champ devant elle. Très influente à Pékin, elle pouvait obtenir — de fait elle a obtenu — le droit de construire un chemin de fer militairement gardé entre la Sibérie et Vladivostok, à travers la Mandchourie du Nord, qui était comme une épine dans son empire encore mal conformé. Ce chemin de fer passant loin des côtes, sauf dans la région de Vladivostok, était fort difficile à atteindre pour n'importe quel ennemi. Il ne donnait prise à personne sur la Russie, la maintenait en dehors du terrain des grandes compétitions internationales en Chine, tout en lui donnant tout le débouché maritime dont pouvait avoir besoin une puissance essentiellement continentale.

Cette politique pour ainsi dire intérieure, abritée par la masse terrestre, pouvait en même temps se poursuivre avec moins de difficulté encore dans des régions plus continentales même que la Mandchourie du Nord : la Mongolie, la Dzoungarie, le Turkestan oriental. Sur toute cette bordure non chinoise, un peu vague et à peine peuplée du Céleste Empire, la Russie pouvait étendre son influence, rectifier son propre empire encore mal constitué et trop boréal, remonter jusqu'à la source de ses grandes rivières sibériennes, englober peu à peu les bassins lacustres voisins. Dans ces profondeurs du continent, aucune résistance n'était organisée : donc la grande nation slave n'avait pas à fournir un effort disproportionné aux moyens d'action réels de son immense corps amorphe et trop dépourvu d'artères et de filaments nerveux, surtout en Asie.

Cette politique prudente, continentale, avait des partisans résolus en Russie — on nous a assuré qu'elle fut toujours celle de M. Vitte. Elle fut suivie jusqu'au moment où le coup de force allemand sur Kiao-tchéou donna le signal des

empiétements des puissances occidentales sur la côte de Chine et précisa, fortifia dangereusement la tentation russe vers Port-Arthur. Le gouvernement de Saint-Pétersbourg succomba et une école politique nouvelle, cédant à des ambitions absolument prématurées pour l'Empire moscovite, allongea jusqu'à Port-Arthur, dans l'aire des grandes compétitions internationales, la tentacule démesurée que la Russie lançait vers l'Extrême-Orient, en plein le vide avant même d'être sortie du territoire russe lui-même, désert, comme nous l'avons dit, dans ses marches orientales.

On ne semblait pas se rendre compte de ce que ce saut dans un élément étranger entraînait pour la Russie de nécessités artificielles mais très lourdes. On cédait à la magie des formules, un port en « eau libre », sans s'apercevoir que la flotte qu'il supposait pour valoir quelque chose était un luxe assez vain et coûteux pour une puissance qui n'a pas à dominer la mer, puisque, s'étendant d'une seule pièce, d'un bout à l'autre du continent, elle ne rencontrait pas la mer sur le chemin de ses destinées.

Et la Russie faisant de la politique maritime devint vulnérable. Dans un accès d'ambitions mal fondées, l'éléphant voulut se faire baleine. L'Empire moscovite, se donnant un port dont il n'avait pas encore un réel besoin, se créa la nécessité d'une flotte pour le défendre. En même temps il fallait améliorer le port pour consolider la flotte. C'est ainsi que la Russie eut en Extrême-Orient deux établissements en somme inutiles, qui s'entraînaient l'un l'autre à des dépenses qui auraient suffi, surtout si on y ajoute celles de Dalny et du chemin de fer de Kharbine à Port-Arthur, à payer le doublement du Transsibérien et à rendre ainsi la puissance russe inébranlable sur toute la ligne de Vladivostok.

Le pire est que si l'on s'aventura dans cette politique très risquée, on n'en sut pas vouloir les moyens. La Russie n'eut pas en Extrême-Orient la flotte ou l'armée qu'aurait exigées son audace. Cependant cette dernière s'accroissait : au fait on voulait ajouter les apparences pompeuses et la lieutenance impériale d'Extrême-Orient fut créée. La Russie continua à s'avancer sans croire au danger que tout créait dans l'Extrême-Asie, sans rien faire de suffisant pour y parer, jusqu'à cette imprudence suprême, l'entreprise sur le Yalou déterminée en juillet 1903, assure-t-on par des intérêts purement privés. Après la Mandchourie, c'était entamer la Corée. Cette menace fit passer le Japon sur la crainte que lui inspirait encore, malgré tout, la puissance moscovite.

Aujourd'hui l'équilibre auquel contribuait pour une bonne part le prestige russe est complètement rompu. La Russie est exposée à devoir reculer bien au delà du point où elle pouvait s'arrêter avant 1898, donnant toute sécurité à sa politique extrême-orientale. Elle risque de se voir exclure de la Mandchourie septentrionale. Ce serait d'autre part une grave erreur de croire qu'elle trouvera les mêmes facilités que jusqu'à présent dans les régions extérieures et presque désertes

du Céleste Empire : Mongolie, Dzungarie, Turkestan. Sa défaite, son manque d'organisation, clamés par tous ses ennemis, lui susciteront des oppositions. Partout la masse chinoise semble devoir subir des impulsions nouvelles, surtout japonaises. On signale de nombreux Japonais jusqu'en Kachgarie. Les imprudences, puis les défaites de Mandchourie ont avancé d'un demi-siècle peut-être les résistances que la Russie pouvait rencontrer un jour dans les régions de l'Asie centrale où les résultats les plus féconds et les plus durables attendaient son action. Ce sont là choses que l'on peut dire, même en les déplorant, car il faudrait une forte dose de naïveté pour s'imaginer que les adversaires de la Russie n'ont pas déjà tiré de la guerre actuelle toutes les conclusions d'avenir qu'elle comporte.

Il y a là de fortes raisons qui, évidemment, poussent encore la Russie à des efforts désespérés. S'ils doivent être abandonnés sans avoir abouti, c'est la poussée moscovite vers l'Est arrêtée, c'est une nouvelle période historique qui s'ouvre, car celle pendant laquelle la Russie s'était étendue jusqu'au Pacifique avec de petits moyens d'action s'arrête avec la désastreuse campagne de Mandchourie. On peut même se demander si nous n'arrivons pas, en Asie, à l'aurore d'une époque qui sera marquée par un mouvement en sens contraire.

* *

Il est dans la galerie des nations des spectateurs malveillants que la vue de cette grande faillite comble d'aise. C'est peut-être avec de bien courtes vues qu'ils jouent là le rôle de *tertius gaudens*.

L'idéal pour les nations n'ayant pas en Extrême-Orient une puissance de premier ordre, ou plutôt même un des sièges principaux de leur puissance, était l'équilibre. Si les Russes disparaissent complètement de Mandchourie et rentrent dans la forêt transbaïkaliennne, il est rompu. Le Japon n'aura plus devant lui qu'une Chine qu'il veut galvaniser et pétrir et des stations navales ou des possessions européennes éparses. C'est une situation qui s'imposera sans doute aux réflexions mélancoliques de l'Angleterre, qui a bien des chances de s'apercevoir que la victoire de ses alliés dépasse son propre intérêt.

Elle le dépasse en Extrême-Orient et sans doute jusque dans l'Asie occidentale. L'histoire montre que la Russie, arrêtée dans une direction, s'est assez rapidement détournée vers une autre. Il y a une trentaine d'années, elle visait encore Constantinople. Depuis le commencement de la construction du Transsibérien, elle a visé l'Extrême-Orient. Si elle se voit arrêtée aux deux bouts de cette ligne immense elle peut se diriger sur le milieu, vers l'océan Indien qui brille pour elle au delà de la Perse et de l'Afghanistan. Dans ces régions déjà occidentales de l'Asie, elle est plus à portée de la masse de sa nation et, en particulier, de la partie de la Sibérie qui se colonise

rapidement. La ligne d'Orenbourg à Tachkent est terminée et déjà on parle d'un autre chemin de fer dans la même direction. Il semble impossible que si la Russie conserve pendant les années qui vont s'ouvrir quelque énergie pour ses affaires extérieures, elle ne détourne pas de ce côté l'activité qu'elle aura à dépenser en dehors de la réforme de son administration. La prochaine période pourrait bien être marquée par une activité politique russe vers l'Iran, d'autant que l'activité anglo-indienne lui donne toutes les raisons de regarder de ce côté. Non seulement l'ambition peut y pousser la Russie, mais aussi la rancune : l'attitude des Anglais pendant la guerre actuelle laissera sans doute de longs souvenirs chez les Russes qui l'ont observée.

Il est vrai qu'à ce péril russe possible, d'autant que la Russie, terrée en Transbaïkalie, n'aurait pas grand-chose à redouter du côté de l'Extrême-Orient, on voit surgir l'idée d'une parade imprévue. Des articles ont déjà été publiés en Angleterre et surtout au Japon sur l'utilité qu'il y aura à renouveler l'alliance anglo-japonaise et même à l'étendre.

Le *Times* ayant déclaré que l'alliance japonaise devait devenir le pivot de la politique mondiale de l'Angleterre, les principaux journaux du Japon ont immédiatement répondu en parlant de la politique mondiale de leur pays et en déclarant que l'alliance anglaise en devait être le pivot. Les deux puissances s'entendraient pour imposer le respect du *statu quo* asiatique « tel qu'il résultera de la guerre » et les armées japonaises seraient mises à la disposition de l'Angleterre pour imposer le respect de ce *statu quo*, au besoin, en Afghanistan et en Perse. C'est ce que le *Times* appelle, avec l'énorme ingénuité dans la déification de ses intérêts qu'on ne rencontre guère qu'outre-Manche, une combinaison destinée à assurer le bien de la Russie elle-même, qui n'a qu'à se consacrer à ses réformes intérieures.

Il n'y a évidemment pas, en ce moment, à discuter des idées pareilles. Les Anglais n'en feront la critique que lorsqu'ils auront fait l'essai de leur application. Nous serions bien étonnés s'ils ne trouvaient pas les Japonais encore plus encombrants que les Russes, même s'ils n'ont affaire à eux qu'en Extrême-Orient et sans avoir à expérimenter la politique mondiale qui fera défendre par le Japon l'Inde britannique. Mais, sans faire la critique, qui nous entraînerait beaucoup trop loin, de ces projets anglo-japonais, il fallait les signaler au moment où nous essayons de faire un inventaire des changements énormes amenés dans toute la situation asiatique par les treize mois de guerre qui se terminent à la bataille de Moukden.

ROBERT DE CAIX.

Tous les souscripteurs reçoivent le Bulletin du Comité pendant douze mois à dater du 1^{er} janvier de l'année de leur souscription.

LE VOYAGE DU MINISTRE DES COLONIES EN INDO-CHINE

Il est aujourd'hui certain que M. Clémentel va passer six semaines en Indo-Chine. Profitant des vacances parlementaires, il ira examiner la situation de la colonie.

Le temps qu'il va lui donner sera d'ailleurs bien court. Un simple particulier, qui voyage sans attirer l'attention et qu'on n'a guère intérêt à tromper peut encore arriver à voir un certain nombre de choses en quelques semaines. Pour un ministre, il n'en va pas de même : on essaie de lui faire voir un pays imaginaire où tout dépend des intérêts qui s'empressent autour de lui. Bien que M. Clémentel ait décidé de voyager sans appareil, accompagné du seul général Voyron, dont la présence indique les soucis que fait naître actuellement la question de la défense de l'Indo-Chine, le ministre aura de la peine à se défendre contre cette cause d'erreur. Entre le dépaysement physique, l'extrême chaleur de la saison choisie, le *bluff* inévitable qu'organiseront les intérêts les plus agités, sinon les plus profonds de la colonie, il faudra beaucoup d'efforts et de corrections d'optique pour que M. Clémentel puisse voir l'Indo-Chine telle qu'elle est et la concevoir telle qu'elle devrait être.

Nous souhaitons bien vivement qu'il y réussisse et que la politique de la colonie soit orientée d'une manière définitive et conforme aux nécessités qui résultent pour elle de l'évolution de l'Asie orientale. Comme on l'a répété ici, comme le pensent tous ceux que préoccupe sincèrement l'avenir de notre domination indo-chinoise, la grosse question pour nous est d'arrêter définitivement une bonne politique indigène. C'est sur cette politique que doit, en dernière analyse, reposer l'organisation de la défense de la colonie. Il faut donc lui subordonner les autres intérêts. En somme, dans un empire habité comme l'est notre Indo-Chine, le colon européen n'a pas à accomplir les tâches d'ensemble : son œuvre ne peut être qu'exceptionnelle. En dehors des grands travaux publics, de l'exploitation de mines, de la création et de la direction d'une partie au moins de la grande industrie, il ne peut trouver emploi à son activité que dans un petit nombre de cas. L'ensemble de la transformation du pays doit être opérée par la masse indigène dirigée, éduquée au point de vue économique par un régime meilleur. Nous devons avant tout, quoi qu'on en pense dans certains milieux européens de la colonie, nous préoccuper du gouvernement de cette masse que nous ne saurions remplacer ni ignorer.

Mais reconnaître que le problème indigène est pour nous le premier, c'est le commencement de la sagesse, ce n'en est pas la fin. On peut avec une attention mal inspirée, une bonne volonté maladroite, faire encore plus de mal que si on laissait complètement de côté la question. La pire faute — et on l'a commise plusieurs fois — c'est

de vouloir infliger à des Asiatiques, autrement civilisés que nous, le bonheur que nous avons imaginé pour nous-mêmes. On a vu des gouverneurs généraux afficher en Indo-Chine la déclaration des droits de l'homme ou faire aux ministres annamites des discours d'un libéralisme humanitaire ahurissant. Il ne s'agit pas, pour affirmer l'intérêt que nous portons aux indigènes, de transporter là-bas nos concepts tout faits ou une phraséologie qui ne fait de bien à nos sujets exotiques que dans l'imagination candide ou l'éloquence encombrante de certains philanthropes.

L'esprit d'observation doit précéder les conclusions, et il nous faut prendre les Annamites tels qu'ils sont. A vrai dire, cette préoccupation de respecter leur formation, de les développer selon leurs propres lignes, s'est déjà affirmée à plusieurs reprises, notamment dans l'intérêt que M. Beau a porté au mandarinat et aux concours de lettrés. Mais il y a encore beaucoup à faire dans ce sens; il y a à systématiser, à rendre méthodique et suivie, comme celle des Anglais dans l'Inde, toute notre action indo-chinoise. Si M. Clémentel regarde le pays, sans se laisser entraver par des formules générales, qui n'ont d'ailleurs cours que de ce côté-ci de l'océan Indien, il s'apercevra de ce que veut dire la réforme de l'administration indigène lorsqu'on s'y permet des nominations capricieuses, faites en dehors de toutes les règles traditionnelles du pays. Il verra aussi ce que signifie trop souvent dans la pratique l'application du principe de la séparation des pouvoirs, alors qu'on n'a pas un corps de magistrats systématiquement recrutés, connaissant la langue et la société du pays pour en faire bénéficier un peuple exotique.

M. Clémentel trouvera en Indo-Chine des guides excellents, nombre de fonctionnaires ayant étudié et compris la société indigène. Les hommes, ou du moins des hommes nous manquent en effet moins que leur utilisation, leur encouragement par une méthode délibérément mûrie. Il ne sera pas difficile au ministre, s'il veut entendre, non pas, peut-être, les plus remuants et les plus en vue, mais les fonctionnaires ayant la pratique des provinces annamites, d'apporter à nos sujets une sollicitude plus efficace que celle qu'expriment trop souvent, dans des termes de réunion publique, des philanthropes qui semblent un peu trop convaincus que l'affirmation des grands principes supplée à la connaissance des cas particuliers auxquels on voudrait les appliquer.

AVIS

Plusieurs de nos adhérents d'Orient et d'Extrême-Orient nous ont exprimé le désir de nous adresser des correspondances et des notes sur les événements qui se passent dans leur région. Nous recevrons avec empressement toutes les communications de ce genre et nous utiliserons dans notre Bulletin celles d'entre elles qui pourraient être publiées sans inconvénient et seraient de nature à intéresser nos lecteurs.

LES BOUTRIERS DE MASCATE

PROTÉGÉS FRANÇAIS

Nous avons maintenant sous les yeux le texte de l'arrangement passé entre les gouvernements français et anglais pour soumettre à l'arbitrage de la cour de La Haye la situation des boutriers de Mascate protégés français. Ainsi que nous le disions dans notre Bulletin de janvier, c'est sur l'interprétation de la déclaration du 10 mars 1862, par laquelle la France et l'Angleterre s'engageaient à respecter l'indépendance de Mascate, que le différend à régler s'est produit. Comme on peut le deviner d'après le texte qui suit, il est évident que les Anglais estiment que l'existence de 56 boutres protégés français est un fait contraire à l'indépendance de l'Imanat de Mascate. Cette appréciation s'explique de la part d'une puissance qui traite l'Iman en protégé et en vassal et qui est d'autant plus attachée à faire respecter par les autres l'indépendance de l'Imanat qu'elle en a fait sa chose en fait sinon en droit.

Sans doute l'existence des quelques boutriers français à Mascate était-elle comme une fissure dans cet édifice continu que l'impérialisme britannique travaille à construire le long du golfe Persique et sur toute l'Arabie méridionale jusque dans l'Yémen. La demande de l'arbitrage, dont on espère sans doute la disparition des boutriers protégés français, fait peut-être partie de cette grande politique anglo-indienne que l'on devine actuellement dans toute l'Asie occidentale et, même, peut-être, jusque dans l'Afrique orientale où l'on prépare l'absorption de l'Ethiopie en commençant par faire disparaître le caractère français du chemin de fer de Djibouti à Addis-Ababa.

Que du moins, si le gouvernement français se rallie — nous cherchons en vain contre quelle compensation — à cette politique en ce qui concerne Mascate, il sauvegarde notre dignité en nous évitant d'abandonner des boutriers qui jouissent depuis longtemps de notre protection, héréditaire dans leur famille. Ces réflexions faites, voici le texte de l'arrangement par lequel notre diplomatie a consenti à cet arbitrage :

Arrangements passés entre le Royaume-Uni et la France, relatifs à l'arbitrage pour la question de l'octroi du pavillon français aux boutriers de Mascate.

Signé à Londres, le 13 octobre 1904 et le 13 janvier 1905.

RATIFICATION DE CET ARRANGEMENT PASSÉ A LONDRES, LE 13 JANVIER 1905.

Attendu que le gouvernement de Sa Majesté Britannique et le gouvernement français ont jugé convenable, par la déclaration du 10 mars 1862, « de s'engager réciproquement à respecter l'indépendance » de Sa Hautesse le Sultan de Mascate ;

Attendu que les difficultés se sont élevées sur la portée

de cette déclaration relativement à la délivrance, par la République Française, à certains sujets de Sa Hautesse le Sultan de Mascate de pièces les autorisant à arborer le pavillon français, ainsi qu'au sujet de la nature des privilèges et immunités revendiqués par les sujets de Sa Hautesse, propriétaires ou commandants de boutres (« dhos ») qui sont en possession de semblables pièces ou qui sont membres de l'équipage de ces boutres et leurs familles, particulièrement en ce qui concerne le mode suivant lequel ces privilèges et ces immunités affectent le droit de juridiction de Sa Hautesse le Sultan sur sesdits sujets :

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, conviennent, par les présentes, que ces difficultés seront tranchées par voie d'arbitrage conformément à l'article 1^{er} de la convention intervenue entre les deux pays, le 14 octobre dernier, et que la décision du tribunal de La Haye sera définitive.

Il est aussi convenu par les présentes de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Chacune des hautes parties contractantes nommera un arbitre, et ces deux arbitres ensemble choisiront un sur-arbitre, si, dans le délai d'un mois à partir de leur nomination, ils ne peuvent tomber d'accord. Les choix d'un sur-arbitre ne seront pas sujets ou citoyens de l'une ou l'autre des hautes parties contractantes et seront choisis parmi les membres de la Cour de La Haye.

ART. II. — Chacune des hautes parties contractantes devra, dans un délai de trois mois après la signature du présent compromis, remettre à chaque membre du tribunal constitué par les présentes, et à l'autre partie un mémoire écrit ou imprimé exposant et motivant sa réclamation et un dossier écrit ou imprimé contenant les documents ou toutes autres pièces probantes écrites ou imprimées sur lesquelles il s'appuie.

Dans les trois mois de la remise desdits mémoires, chacune des hautes parties remettra à chaque membre du tribunal et à l'autre partie un contre-mémoire écrit ou imprimé, avec les pièces à l'appui.

Dans le mois de la remise des contre-mémoires, chaque partie pourra remettre à chaque arbitre et à l'autre partie des conclusions écrites ou imprimées, à l'appui des propositions qu'elle aurait mises en avant.

Les délais fixés par le présent compromis pour la remise du mémoire, du contre-mémoire et des conclusions pourront être prolongés d'un commun accord par les parties contractantes.

ART. III. — Le tribunal se réunira à La Haye dans la quinzaine de la remise des arguments.

Chaque partie sera représentée par un agent.

Le tribunal pourra, s'il juge nécessaire de plus amples éclaircissements en ce qui regarde un point quelconque, demander à chaque agent une explication orale ou par écrit; mais, en pareil cas, l'autre partie aura le droit de répliquer.

ART. IV. — La décision du tribunal sera rendue dans les trente jours qui suivront sa réunion à La Haye ou la remise des explications qui auraient été fournies à sa demande, à moins que, à la requête du tribunal, les parties contractantes ne conviennent de prolonger le délai.

ART. V. — Les dispositions de la convention de La Haye du 29 juillet 1899 s'appliqueront à tous les points de vue non prévus par le présent compromis.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 13 octobre 1904.

(L. S.)

LANSDOWNE.

(L. S.)

PAUL CAMBON.

ARRANGEMENT SUPPLÉMENTAIRE

La constitution du tribunal arbitral institué par le compromis signé à Londres le 13 octobre 1904, ayant été retardée de quelques jours par suite de circonstances indépendantes de la volonté des hautes parties contrac-

tantes, le gouvernement de Sa Majesté Britannique et le gouvernement de la République française ont jugé utile, d'un commun accord, d'user de la faculté qui leur est accordée dans le 4^e paragraphe de l'article 2 dudit compromis de prolonger le délai fixé pour la remise du mémoire.

Ils conviennent, en conséquence, par les présentes, de fixer au 1^{er} février la date à laquelle les membres du tribunal arbitral et les deux gouvernements intéressés recevront communication du mémoire ou du dossier présenté par les parties.

Il est également entendu que les délais successifs prévus à l'article 2 du compromis pour la procédure arbitrale courent du 1^{er} février au lieu du 13 janvier, date qui résultait des termes de l'accord signé le 13 octobre 1904 par lord Lansdowne et M. Paul Cambon.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 13 janvier 1905.

(L. S.) LANSDOWNE.
(L. S.) PAUL CAMBON.

LA MISSION ANGLAISE A CABOUL

On annonce comme prochain le retour de la mission que le gouvernement de l'Inde a dernièrement envoyée à Caboul et dont nous avons, en son temps, signalé la mise en route. C'est l'occasion de revenir sur cette question des relations de l'Inde et de l'Afghanistan, qui continue de préoccuper très vivement l'opinion publique en Angleterre, et à l'importance de laquelle il n'y a pas bien longtemps, le premier lord de l'amirauté, lord Selborne, faisait encore allusion.

Nul n'ignore, parmi les personnes qui suivent avec attention les affaires de l'Inde, que depuis quelque temps déjà, le besoin se faisait sentir de négociations avec l'émir de Caboul. Le régime qui a été institué en 1880 dans des conditions que le Bulletin a exposées en détail l'année dernière, ne semble plus convenir à l'état actuel des choses, et une expérience de près de vingt-cinq années a démontré qu'il était désirable de le voir modifier.

Durant tout le règne d'Abdurrhaman, les relations entre l'Angleterre et l'Afghanistan avaient été en somme cordiales, encore que la susceptibilité de l'émir se fût manifestée en diverses circonstances dans des conditions de nature à témoigner d'un certain refroidissement dans ces relations, en 1890 notamment, et plus récemment lors de la construction du chemin de fer de Quetta. Mais, somme toute, aucun incident grave ne s'était produit durant les vingt années du règne de l'émir. On sait qu'à deux reprises différentes, en 1885 d'abord au durbar de Rawal-Pindi, en 1893 ensuite à Caboul, des modifications, mais des modifications de détail seulement, furent apportées au système inauguré en 1880. La mort d'Abdurrhaman, survenue en 1901, put faire craindre un moment de grands changements dans l'attitude de l'Afghanistan. On disait son successeur Habibullah un prince faible et sans autorité. Combattu par des intrigues domestiques, réussirait-il à con-

server les pouvoirs qu'Abdurrhaman avait remis en ses mains et parviendrait-il à obtenir l'obéissance de tous ces clans turbulents, de ces tribus si jalouses de leur autonomie, que son père n'avait réduites qu'à force d'expéditions et par des efforts constants? Si le pays revenait à cet état d'anarchie qu'il connut si souvent dans le cours du XIX^e siècle, que deviendrait l'objet principal de la politique britannique dans cette portion de l'Asie centrale, à savoir la constitution d'un Afghanistan fort, uni et bien armé, capable d'offrir par lui-même une résistance invincible? Plus de trois années, cependant, ont passé depuis l'avènement au trône d'Habibullah, et ces années ont montré que les craintes dont nous avons essayé d'expliquer les motifs étaient vaines. Habibullah semble bien avoir triomphé des obstacles qui s'étaient dressés devant lui à la mort de son père et avoir acquis, sur le pays dont il est le souverain, un pouvoir à peu près pareil à celui qu'exerçait Abdurrhaman.

Sentant lui-même la nécessité de discuter à nouveau avec les représentants de l'empire anglo-indien les conditions qui règlent les rapports entre les deux pays, Habibullah, sitôt son autorité assurée, prit l'initiative des négociations qui viennent d'avoir lieu. Elles se sont poursuivies à Caboul dans le plus grand secret, cela va sans dire : il n'est peut-être pas impossible cependant sinon de dire les résultats auxquels elles ont abouti, tout au moins d'indiquer les points sur lesquels elles ont très probablement porté. Les sujets d'entretien entre l'émir et le représentant du gouvernement de l'Inde n'ont certainement pas fait défaut. Les vingt-cinq dernières années, mais surtout les dix dernières, ont accumulé forcément, entre gens qui ont des affaires et des intérêts communs et qui ne se réunissent, pour parler de ces affaires et de ces intérêts, qu'une fois en moyenne tous les dix ans, pas mal de malentendus : des faits se sont produits sur lesquels on ne s'est pas expliqué et que chacun a pu interpréter à sa façon. Il y avait toute une liquidation à opérer, tout un passé à effacer; la machine avait besoin de réparations pour pouvoir fournir une nouvelle carrière.

Une des premières et des plus urgentes questions à régler est celle du subside annuel que l'Inde doit payer à l'émir, et celle de l'importation, à travers le territoire de l'Inde, des armes et munitions de guerre destinées à l'Afghanistan. En 1883, nul ne l'ignore, le gouvernement anglais avait alloué à Abdurrhaman, pour lui permettre d'organiser son armée, une subvention annuelle de 12 laks de roupies (environ 2 millions de francs) : en 1893, l'arrangement négocié par M. Durand dans le but d'atténuer les regrets que causait à l'émir l'élargissement vers l'Ouest de la zone d'influence britannique, porta cette subvention, qui, depuis quelques années, avait pris le caractère d'un subside régulier, à 18 laks (environ 3 millions de francs) : or, depuis son avènement au trône, Habibullah n'a jamais pris livraison de cette subvention, et, comme le fait s'était déjà produit dans les dernières années du règne d'Abdurrhaman, il existe actuellement dans les

comptes financiers de l'Inde des sommes relativement importantes au crédit de l'émir. Il n'est pas besoin d'insister pour faire comprendre que cette situation ne peut être que provisoire et qu'il est difficile d'admettre que le souverain de l'Afghanistan ait indéfiniment à sa disposition, à Calcutta, une sorte de fonds de réserve où il puisse puiser à sa guise.

La question des armements aura été plus délicate à traiter. On sait que l'Angleterre a implicitement reconnu le droit pour l'émir d'importer à travers le territoire de l'Inde les armes et munitions dont il peut avoir besoin ; l'objet principal de la politique anglaise étant, comme nous l'avons rappelé à diverses reprises, de favoriser la constitution, au nord-ouest de l'Inde, d'un Etat indépendant assez fort pour offrir un obstacle sérieux à la marche d'une armée qui aurait l'Indoustan pour but, il était naturel que l'on facilitât au chef de cet Etat les moyens de se rendre redoutable. Pendant vingt-cinq ans, ou à peu près, les émirs ont largement usé de ces facilités, entassant à Caboul les fusils et les canons les plus perfectionnés. Mais ces armements ne pourraient-ils pas un jour ou l'autre constituer un danger pour l'Inde elle-même, dans le cas, par exemple, d'un conflit entre l'Angleterre et l'Afghanistan ? C'est ce que l'on finit par se demander à Calcutta et il est extrêmement probable que la mission anglaise se sera occupée de cette question.

Nous ne faisons qu'indiquer certaines questions de frontière, notamment la question de la frontière perso-afghane du Séistan, et la question du régime politique des tribus de la frontière nord-ouest de l'Inde, qui ont dû être agitées également, mais qui ne paraissent pas de nature à soulever de grosses difficultés.

La question fondamentale, — elle contient toutes les autres et sa solution entraînerait par voie de conséquence directe la solution de la plupart des problèmes qui préoccupent les milieux anglo-indiens — est ce que l'on pourrait appeler la question de l'isolement de l'Afghanistan.

Les lecteurs du Bulletin savent que ce pays est l'un de ceux dont l'accès aux Européens est le plus difficile. Avec un soin jaloux, Abdurrahman et son successeur se sont attachés à préserver leurs domaines du contact des infidèles. Sauf quelques ingénieurs ou médecins appelés à Caboul par les émirs pour servir dans les arsenaux ou les hôpitaux, en dehors de la mission Durand en 1893 et de la mission en cours, aucun Européen n'a pénétré durant les vingt-cinq dernières années en territoire afghan. L'Angleterre entretient bien à Caboul un agent, mais cet agent est un musulman de l'Inde, sans beaucoup d'autorité, et qui ne voit que ce que l'émir veut bien lui laisser voir. Il en résulte que le gouvernement anglais, qui aurait tant d'intérêt à savoir ce qui se passe en Afghanistan, est lui-même dans l'ignorance la plus profonde de la politique intérieure du pays. L'armée de l'émir est-elle aussi forte, aussi bien organisée qu'Abdurrahman le disait ? Hérat est-elle aussi bien fortifiée qu'on le prétend ? quelles dispo-

sitions ont été prises pour s'opposer le cas échéant à une attaque des Russes ? Autant de points obscurs, que l'Angleterre voudrait éclaircir. Il est bien évident que le meilleur moyen d'obtenir des informations précises serait d'installer des agents anglais — des officiers, par exemple — à Caboul et en deux ou trois centres particulièrement importants au point de vue stratégique. Il nous paraît douteux que l'Angleterre obtienne satisfaction complète dans cet ordre d'idées, à moins qu'Habilullah ne soit résolu à se départir de la politique d'exclusivisme farouche qu'avait toujours pratiquée son père. Il semble qu'il sera plus facile de décider Habiullah à l'établissement d'une ligne télégraphique entre Caboul et l'Inde. S'il répugnait à l'idée de laisser construire sur le territoire de ses Etats, par des agents de l'Inde, une ligne avec poteaux, ligne qu'il serait sans doute difficile de protéger contre les pillards des tribus pathans, la télégraphie sans fil offrirait un excellent moyen de tourner ces difficultés et de ménager ses susceptibilités.

En résumé, ce qu'il s'agissait d'obtenir à Caboul, c'était un resserrement des liens qui unissent l'Afghanistan à l'Angleterre et qui, dans l'isolement où chacune des deux parties vivait à l'égard de l'autre, semblaient s'être un peu relâchés ; il fallait aussi y trouver les moyens de rendre plus effectif le protectorat de la Grande-Bretagne afin de permettre à celle-ci de se rendre compte de l'étendue de l'appui qu'elle pourrait trouver auprès de l'émir en cas de conflit avec la Russie. C'est toujours là qu'il faut en venir quand on s'occupe de la question qui fait l'objet du présent article. Il faut reconnaître que le moment était bien choisi pour exercer cette action, et l'on peut être certain que les agents de lord Curzon n'auront pas manqué dans leurs entretiens avec Habibullah, d'insister sur les conséquences que les échecs des armées russes en Mandchourie ne peuvent manquer d'exercer sur l'équilibre des forces en Asie centrale. C'est par là que l'on peut rapprocher l'envoi de la mission anglaise à Caboul de l'expédition du Thibet : ce sont deux actes d'un même drame, deux manifestations d'une même politique. Quand lord Curzon est devenu vice-roi de l'Inde en 1899, on a fait remarquer que c'était la première fois depuis lord Lawrence que l'on appelait au gouvernement général un homme possédant, avant même d'entrer en fonctions, la connaissance des problèmes essentiels de la politique indienne. Pendant quelques années, on a pu croire que le vice-roi, absorbé dans les réformes intérieures, oubliait un peu les affaires extérieures. L'histoire des dix-huit derniers mois a prouvé jusqu'à l'évidence qu'il n'en était rien, et qu'au nord de l'Himalaya, comme sur l'Hindou-Kouch, lord Curzon était toujours prêt à saisir toutes les occasions d'affirmer, par une action vigoureuse, l'importance que le gouvernement attache à assurer à l'immense empire anglo-indien des frontières sûres et des voisins dociles.

C. M.

CHEMIN DE FER DU YUNNAN

D'après les informations que nous recevons, les travaux sont commencés sur toute l'étendue de la ligne de Lao-kay à Yunnan-sen. La grosse difficulté a été de recruter des coulis et il a fallu aller en chercher à Canton, à Tchoung-king dans le Seut-chouan, et jusque dans le Pé-tchi-li. Mais on a pu en rassembler une quantité à peu près satisfaisante, soit une vingtaine de mille. Quatre ou cinq mille d'entre eux sont sur les chantiers de la vallée du Nam-ti, ou la montée du grand plateau yunnanais, entre Lao-kay et la station de Mong-tseu. C'est, on le sait, la partie la plus malsaine du tracé, dans des gorges étroites, chaudes et fiévreuses. Il faudra qu'un été se passe pour que l'on voie comment les coulis recrutés dans d'autres parties de la Chine peuvent supporter le climat de ces vallées où les montagnards Thos ou Chinois du plateau voisin se refusent absolument à descendre pour y faire un séjour de quelque durée.

Les relations des agents français avec la population chinoise sont bonnes : les mandarins ont seulement, au début, opposé une certaine inertie. Mais leur attitude s'est beaucoup améliorée et notre nouveau consul général à Yunnan-sen, M. Leduc, semble avoir très bien réussi auprès des autorités chinoises.

L'œuvre du chemin de fer du Yunnan, qui doit ouvrir à notre colonie l'accès des plateaux salubres de la province chinoise voisine et lui donner des débouchés appréciables, est donc enfin entrée sérieusement dans la période d'exécution.

*
* *

Lorsque l'on récapitule rapidement l'histoire de cette entreprise, on trouve qu'il était grand temps de la voir entrer réellement dans la période d'exécution.

C'est, on ne l'a pas oublié, en 1897, que nous trouvons le premier des actes diplomatiques d'où est sortie la concession. Il est très vague. Le 12 juin 1897, le Tsong-li-yamen signe, sur la demande du ministre de France, une déclaration ainsi conçue :

Il est entendu que facilité sera donnée d'établir une voie de communication ferrée entre la frontière de l'Annam et la capitale provinciale, soit par la région de la rivière de Pé-sé, soit par la région du haut fleuve Rouge; les études et la mise à exécution par la Chine devant avoir lieu graduellement.

A la suite du coup de force allemand sur la baie de Kiao-tchéou, la France demanda un certain nombre de compensations. Entre autres, elle se fit donner à elle-même le droit de construire le chemin de fer du Yunnan. Ce n'était plus à la Chine qu'il était réservé de créer cette œuvre à son heure, soit, très vraisemblablement, aux calendes grecques

Le 10 avril 1898, M. Dubail, chargé d'affaires de France à Pékin, faisait signer par le Tsong-li-yamen une note dont voici le passage relatif au chemin de fer du Yunnan :

Le gouvernement chinois accorde au gouvernement français ou à la Compagnie française que celui-ci désignera le droit de construire un chemin de fer allant de la frontière du Tonkin à Yunnan-fou, le gouvernement chinois n'ayant d'autre charge que de fournir le terrain pour la voie et ses dépendances.

Tels étaient les actes diplomatiques qui allaient permettre la construction du chemin de fer.

*
* *

Les troubles de 1900 retardèrent la réalisation de l'œuvre. Ce n'est qu'en 1901 que la Compagnie concessionnaire fut constituée.

Le 15 juin 1901 un consortium de plusieurs grands établissements de crédit de Paris signait avec l'Etat une convention aux termes de laquelle le consortium s'engageait à constituer la Compagnie du chemin de fer du Yunnan, aux conditions suivantes : le capital actions serait de 12.500.000 francs ; l'Indo-Chine fournirait une subvention de 12.500.000 francs et, en outre, verserait chaque année une somme de 3 millions de francs pendant soixante-quinze ans. Cette annuité dont le versement est garanti par l'Etat français conformément à la loi du 25 décembre 1898, devait permettre de créer pour 76 millions de francs d'obligations à 3 0/0, c'est-à-dire que la compagnie devait disposer en tout de 101 millions.

Pour cette somme, elle construirait à forfait la section du chemin de fer d'Haiphong à Yunnan-fou située sur le territoire chinois et elle exploiterait la ligne entière à ses risques et périls, la section située en Indo-Chine, devant lui être remise toute construite et équipée pour la colonie.

La convention du 15 juin fut ratifiée par la loi du 5 juillet 1901.

Cependant les études approfondies faites par la Compagnie démontrèrent que le tracé fixé par la convention du 15 juin 1901 et qui avait été arrêté par la loi présentait de graves inconvénients. Pour monter des bords du fleuve Rouge sur le plateau du Yunnan, il prenait la vallée très courte et, par conséquent, très abrupte du Sin-chien-ho. La Compagnie étudia la vallée du Nam-ti qui débouche dans le fleuve Rouge à Lao-kay. Elle proposa de la prendre pour monter sur le plateau et, en outre, la dépense étant un peu plus forte de ce côté, de suivre au delà de Mong-tseu une route plus orientale que celle de la convention et de la loi de 1901.

Tel fut l'objet des avenants du 13 et 22 juin 1903 qui furent ratifiés par une loi du 10 juillet (1) de la même année.

Autorisant la substitution de la voie du Nam-ti à celle du Sin-chien-ho, elle avait l'avantage de faire tomber de 35 à 25 millimètres par mètre les

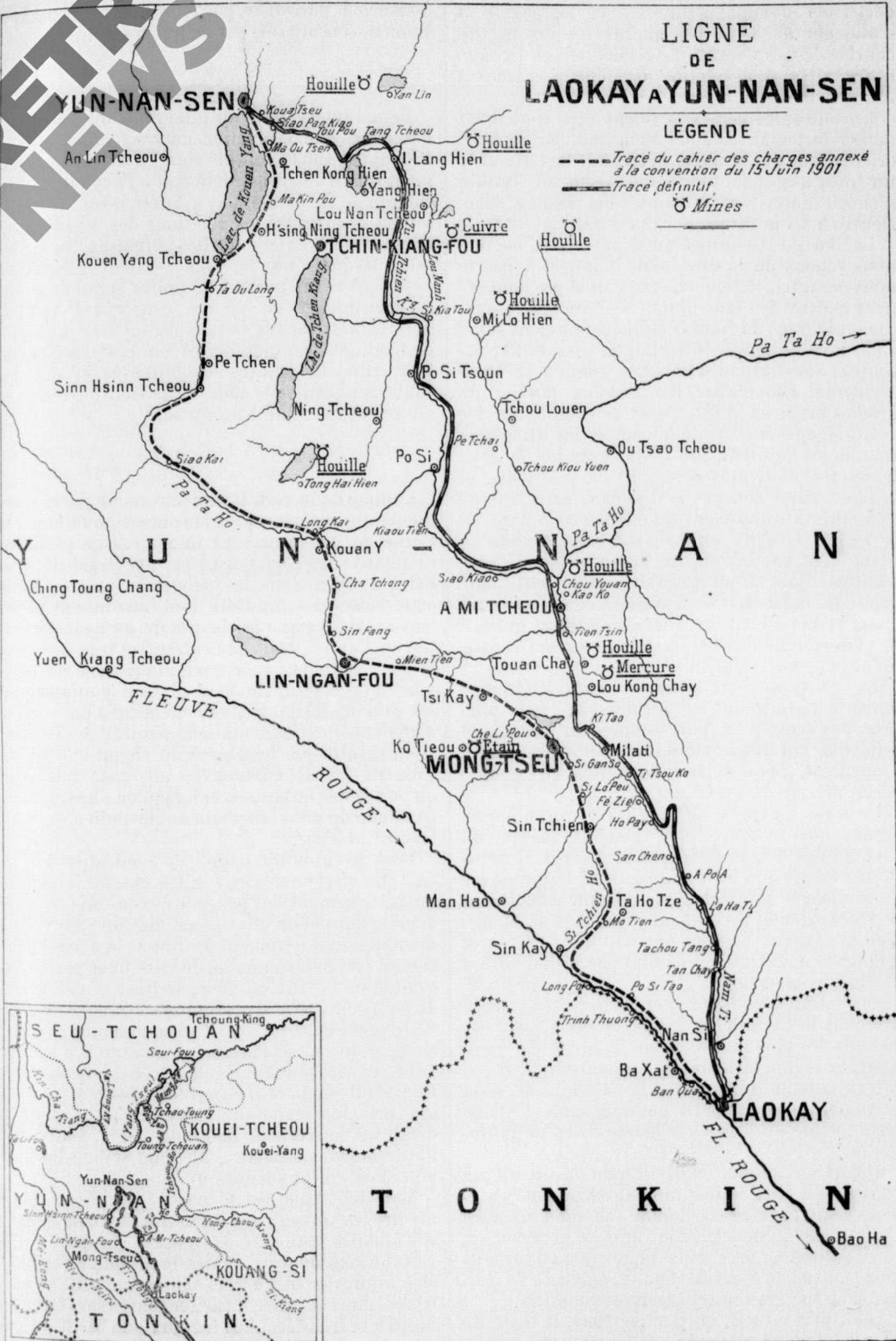
(1) Pour ces divers documents, voir notre Bulletin d'août 1903.

RETRONews

LIGNE DE LAOKAY A YUN-NAN-SEN

LÉGENDE

- Tracé du cahier des charges annexé à la convention du 15 Juin 1901
- Tracé définitif
- ⊙ Mines



déclivités maxima permises à la Compagnie et d'allonger de 50 à 100 mètres les rayons des courbes les plus fortes. Le rendement de la ligne et les vitesses des trains devaient s'en trouver très sensiblement accrus.

En outre, les pentes devaient être également moins fortes au delà de Mongtseu par le tracé oriental que par le tracé occidental. De telle sorte un train descendant de Yunnan-sen au Tonkin n'aurait nulle part à monter des pentes supérieures à 15 millimètres par mètre.

La loi du 10 juillet 1903 autorisait, comme nous venons de le dire, mais n'imposait pas le nouveau tracé. Le choix était laissé au gouverneur général de l'Indo-Chine. Il hésita longtemps; car, si le tracé de Nam-ti était évidemment supérieur à celui de Sin-chien-ho, on discutait beaucoup la substitution d'un tracé oriental au tracé occidental adopté par les Travaux publics de l'Indo-Chine, en 1901, pour le chemin de fer entre Mongtseu et Yunnan-sen. Si les difficultés techniques devaient être moins grandes, le pays à traverser était plus désert. Et on disait que si la ligne visait non pas le Yunnan, mais le Seutchouan, on comprenait qu'elle passât à l'est de la région lacustre yunnanaise pour aboutir à I-lang-hien, sur la route de Yun-nan-sen au Seutchouan. Mais si, au contraire, elle avait pour objet de desservir le Yunnan, elle s'orientait d'une manière bien singulière en prenant le tracé le plus éloigné des bassins lacustres qui constituent la partie vraiment riche de l'Indo-Chine.

Le gouvernement général hésita longtemps entre le chemin de fer qui devait aller le plus près des centres les plus peuplés du Yunnan et celui qui aurait la possibilité d'un plus grand rendement, mais suivrait la vallée en grande partie déserte du Pa-ta-ho.

Ce n'est qu'après de longues et minutieuses études que le gouverneur général adopta, en septembre 1903, le tracé par le Nam-ti. Il ne se décida même que le 15 janvier 1904 à approuver l'ensemble du projet de la Compagnie substituant le tracé oriental passant un peu à l'est de Mongtseu et gagnant Yunnan-sen par A-mi-tchéou et I-lang-hien au tracé occidental par Lin-ngan-fou et Sinn-hsinn-tchéou.

On faisait observer que, malgré son tracé oriental, le chemin de fer desservirait les deux régions les plus riches de cette partie du Yunnan : la région lacustre de Yunnan-sen où il serait en communication avec la batellerie et, si on le voulait, par un petit embranchement d'une trentaine de kilomètres le bassin du lac de Tchinkiang.

Quant aux mines, on disait qu'on ne savait pas en réalité si elles étaient meilleures ou plus abondantes sur le tracé occidental que sur l'oriental. En tout cas, à Niou-ké, tout près de Touan-chay, c'est-à-dire tout près de la ligne et à quelque distance au sud de A-mi-tchéou, se trouve de l'excellent charbon gras en très grandes quantités.

Quoi qu'il en soit, en janvier 1904, le tracé du chemin de fer était enfin arrêté *ne varietur*. La

distance à parcourir par le rail entre Lao-kay à Yunnan-sen atteint, par ce tracé, 468 kilomètres.

..

Dans l'intervalle était intervenu un acte aussi nécessaire que la fixation du tracé lui-même : le 29 octobre 1903 avait été signé à Pékin le règlement relatif à la construction et à l'exploitation du chemin de fer de Lao-kay à Yunnan-sen. Il s'agissait de déterminer les relations des agents de la Compagnie avec les autorités chinoises, les modes selon lesquels les terrains seraient achetés et payés, la manière dont la police serait faite sur les chantiers et, en ce qui concerne l'exploitation, les relations de la Compagnie avec le public, la fixation des indemnités en cas d'accidents, bref, toutes les affaires contentieuses, et aussi les contacts douaniers à établir à la frontière entre la Chine et l'Indo-Chine française.

..

Comme on le voit, les travaux n'ont guère commencé que six ans après la concession faite par la Chine au gouvernement français. Une partie de ce retard s'explique assez par les conditions et l'état d'esprit dans lesquels nous avons abordé cette entreprise. En 1901, lord Curzon n'avait pas encore déclaré que le chemin de fer de la Birmanie au Yunnan était une entreprise trop coûteuse et peu désirable : nous craignions donc de nous voir devancés sur le haut plateau yunnanais et les colonies britanniques bénéficier d'un courant d'affaires que nous voulions assurer au Tonkin. Il en résulta que les études du chemin de fer du Yunnan furent faites avec une hâte fébrile et qu'on dut les recommencer lorsqu'on s'aperçut que l'attitude du gouvernement anglo-indien nous en laissait le loisir.

Mais avec notre manie de centralisation, de contrôle parlementaire sur les choses lointaines qui ne le comportent pas, nous avons mis en mouvement dans cette affaire une machine gouvernementale singulièrement lourde et peu maniable. Il était fort déraisonnable de faire fixer par la loi, comme on l'a fait en 1901, le tracé d'un chemin de fer à construire dans un pays étranger et sommairement étudié. C'était se condamner à recourir de nouveau au Parlement, comme il a fallu le faire en 1903, si une variante se trouvait nécessaire. En pareille matière, il aurait fallu poser seulement des principes généraux et s'en remettre pour le détail au gouverneur de l'Indo-Chine, seul capable de mener nos affaires au Siam et dans les provinces chinoises voisines du Tonkin.

Mais tout cela est le passé : le présent nous montre les travaux de l'infrastructure commencés sur toute la longueur de la ligne. La pose de la voie ne commencera évidemment que lorsque le chemin de fer que l'Indo-Chine construit actuellement dans la vallée du fleuve Rouge sera terminé jusqu'à la frontière. Les travaux que M. Beau est allé récemment inspecter se trouvent légèrement

en retard : la ligne n'est achevée que jusqu'à Traï-hut, à 93 kilomètres environ de Lao-kay. Elle ne pourra être livrée complète à la Compagnie le 1^{er} avril de cette année, comme le prévoyait la convention du 15 juin 1901.

Néanmoins on espère que le chemin de fer du Yunnan sera construit en 1908. Quant à son trafic, il est fort malaisé de prévoir ce qu'il sera. A plusieurs reprises ce Bulletin a parlé des quantités de cotonnades et de sel que la province chinoise peut demander au Tonkin. A la descente, on compte surtout sur le produit des mines, mais, d'après nos renseignements, les prospections auxquelles vient de se livrer le syndicat du Yunnan sont encore loin d'être concluantes en ce qui concerne les richesses minières de la province.

Il convient de remarquer d'ailleurs que, quoi qu'il en soit, il s'agit de desservir une province qui se remet rapidement des ruines de la grande rébellion musulmane, qui peut se repeupler et aux hautes régions salubres de laquelle il importait beaucoup de relier le Tonkin.

LES RUSSES

ET

LA CULTURE DU COTON

Les lecteurs du *Bulletin de l'Asie Française* n'ont pas oublié le rapport de M. Vitte, publié quelques mois après son retour d'Extrême-Orient par l'ex-ministre des finances de Russie. Ce rapport, nous le disions alors, était un document historique de premier ordre, le compte rendu des travaux exécutés depuis vingt ans par la Russie et le programme même de l'expansion russe en Asie. M. Vitte y réclamait entre autres choses la création « dans le plus bref délai possible » d'une voie ferrée nouvelle qui réunirait Tomsk et Tachkent, le Transsibérien et le Transcaspien. Le projet du ministre était très intéressant et les arguments donnés par lui semblaient sans réplique : la Sibérie devient en effet de plus en plus chaque année le grenier de céréales pour une partie de l'Asie et même de l'Europe; par contre, le coton qu'on a tenté de cultiver au Turkestan a admirablement réussi au Ferghana surtout. Une voie ferrée devrait donc traverser la steppe kirghize, elle faciliterait non seulement les échanges et les communications, mais aussi l'écoulement du blé sibérien qui manque de débouchés : la Sibérie serait en quelque sorte chargée de nourrir le Turkestan dont les habitants, assurés d'avoir désormais du blé en abondance, négligeraient complètement la culture des céréales pour se consacrer uniquement à celle du coton. Le plan de l'ancien ministre des Finances ne semble pas avoir été désavoué par ses successeurs.

Depuis quelques années on s'est occupé, dans

tous les pays d'Europe, de la question du coton. L'industrie cotonnière y fait vivre de nombreuses fabriques comprenant des millions d'ouvriers : c'est à bon droit que l'on s'inquiète du développement que la consommation du coton prend en Amérique et des difficultés qu'il y aura peut-être plus tard pour l'Europe, désireuse de recevoir de ce pays autant de coton que par le passé. La France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Hollande ont donc cherché à trouver dans leurs colonies le moyen de remédier aux dangers futurs; la Russie, dont la Sibérie et le Turkestan peuvent passer pour les colonies, a étudié les moyens d'exploiter et de produire du coton de façon suffisante pour sa propre consommation.

Le gouvernement russe a prouvé récemment encore combien la question lui semblait importante et, il y a quelque temps une assemblée extraordinaire, réunie par les soins et sous le patronage du ministère des Domaines, se réunissait à Tachkent : elle était composée de savants, d'industriels, de commerçants, de délégués de toute sorte qui s'occupèrent exclusivement de la question du coton : elle constata les résultats acquis, reconnut les défauts de l'exploitation, auxquels elle s'efforça de remédier, et discuta des moyens de donner à cette exploitation le développement et l'importance que nécessitent et les besoins du moment et plus encore les besoins de l'avenir.

La culture du coton au Turkestan a donné à ceux qui s'en sont occupés de tels bénéfices, qu'aujourd'hui les paysans et les colons sont convaincus, et qu'il n'est pas nécessaire, nous dit le *Messenger officiel du ministère des Finances*, de tenter par des primes ou des encouragements les nouveaux cultivateurs. Il n'y a pas une seule culture au Turkestan qui ait donné de meilleurs rapports que celle du coton, et le ministre des Domaines a fait dresser des statistiques qui le prouvent surabondamment : les bénéfices produits par le blé, le seigle, le lin, le millet ou la luzerne ont été très inférieurs depuis plusieurs années à ceux qu'a rapportés le coton. Tout cela est très beau, mais nous avons lieu de nous défier un peu de toutes ses affirmations, car nous avons appris par l'expérience que le colon russe devient très rarement riche et qu'une statistique russe même, j'allai dire surtout, officielle est toujours portée à l'exagération.

Cependant il est impossible de ne pas reconnaître que la culture du coton a réussi au Turkestan ; elle ne compte pourtant en ce pays que quinze années d'existence ; il est vrai que l'idée de cultiver le coton était plus ancienne en Russie et que des essais de culture y avaient été déjà fait. Schtoukenberg, dans son livre sur le gouvernement de Tauride, nous apprend que déjà en 1795 des essais furent faits à Kertch ; en 1840, on chercha à acclimater le coton dans les environs de Simféropol, puis en 1860 et 1865 de nouvelles tentatives eurent lieu tour à tour au Caucase et en Crimée. Tous ces essais n'avaient été faits ni pratiquement ni rationnellement, et l'on ne saurait dire que le succès vint couronner

les efforts des premiers cultivateurs. L'œuvre fut utile pourtant, car les gens qui la protégeait tinrent à vulgariser leurs efforts; des brochures nombreuses furent publiées, et l'idée que les provinces du Sud pouvaient produire du coton à bon compte pénétra peu à peu dans les différentes classes de la population. Enfin, comme on était persuadé que le Turkestan pouvait devenir un excellent producteur de coton, on distribua aux colons des manuels pratiques de culture. On songe même aujourd'hui à traduire dans différentes langues parlées par les indigènes.

Malheureusement ces efforts ne pouvaient suffire, et il reste à faire beaucoup plus qu'on a fait déjà. Les habitants des provinces du Turkestan, Russes ou Sartes, Khiviens ou Boukhariens, auraient besoin d'apprendre les moyens les plus élémentaires, nécessaires pour réussir dans la culture du coton : la routine est déjà grande, et irrationnellement cultivé, le coton ne donne pas toujours les bénéfices espérés. Des maladies terribles existent pour le coton comme pour la vigne, et il serait indispensable aujourd'hui de faire connaître aux paysans et aux indigènes les moyens d'y remédier.

Le Turkestan a envoyé en Russie :

En 1898.....	60.800.000	kilogrammes de coton.		
— 1899.....	80.000.000	—	—	
— 1900.....	121.600.000	—	—	
— 1901.....	89.600.000	—	—	
— 1902.....	80.000.000	—	—	

La culture se répartissait de la façon suivante :

Provinces	Dessiatines ensemencées.			
	1899	1900	1901	1902
Ferghana.....	147.700	188.700	222.500	148.600
Syr-Daria.....	35.300	43.000	34.900	21.800
Samarcande...	23.090	21.700	23.600	16.000
Caspieune.....	14.000	11.600	9.700	10.300
Khiva.....	35.000	65.000	40.000	50.000
Boukhara.....	40.000	51.000	60.400	70.000
	295.000	381.000	390.000	316.700

Si nous commentons un peu ces tableaux, nous voyons que la province de Ferghana occupe toujours le premier rang : la moitié environ des dessiatines ensemencées se trouve en effet dans cette province. Je rappelle ici qu'une dessiatine est un peu supérieure en étendue à un hectare. Au point de vue de la production, le Ferghana tient plus brillamment encore le premier rang, car il a donné, en 1899, 45.000.000 de kilogrammes de coton, 60.000.000 en 1900, 50.000.000 en 1901; en 1902, la production a baissé, beaucoup moins de terres ont été ensemencées et la production n'a été que de 36.000.000 de kilogrammes.

Il faut noter que le Turkestan n'est pas le seul centre russe de la culture du coton, mais il est certes le plus important, car le Caucase ne peut lui faire une grande concurrence, bien que la production y ait très bien réussi.

Production au Caucase.

	Dessiatines ensemencées	Production en kilogr.
Erivane.....	30.000	8.000.000
Elisabetopol..	8.000	1.800.000
Bakou.....	3.000	480.000
Tiflis.....	4.000	160.000
Koutaïs.....	3.000	960.000

Le *Messenger officiel du ministère des Finances* ne donne pas les chiffres pour 1903 : il nous apprend pourtant qu'au Ferghana on ensemença seulement 400 dessiatines de plus qu'en 1902, mais que la production très brillante passa de 36.000.000 à 56.000.000 de kilogrammes. Il y eut sur 1902 une plus-value de 20 millions de kilogrammes et l'on prévoit que les producteurs ont eu des bénéfices considérables.

En résumé, on peut dire que la Russie reçoit d'Asie une moyenne de 110.000.000 de kilogrammes de coton produits par environ 400.000 dessiatines. Les cinq septièmes de la production proviennent du coton américain, le reste est du coton indigène. Le coton indigène est presque seulement cultivé dans les pays de Khiva et de Boukhara; quelques colons russes s'en occupent pourtant, mais au Caucase et dans la province caspienne on peut dire que le coton est exclusivement d'espèce américaine. Le coton indigène est le « *Gossypium herbaceum* »; l'américain, le « *Gossypium hirsutum Upland* ». Il y avait de très beaux exemplaires des deux espèces à la section russe de l'exposition de 1900.

Le coton américain a admirablement réussi au Turkestan et il donne lorsque l'année est favorisée par la température qui lui convient, des résultats supérieurs même à ceux d'Amérique. On peut évaluer au Turkestan et au Caucase la production du coton américain, lorsque les conditions ont été favorables, à 240 et 280 kilogrammes de fibres pures par dessiatine, mais très souvent on a à constater des résultats bien meilleurs encore. On a vu ce chiffre en effet doubler parfois au Ferghana (480 à 560 kilogrammes), et on a obtenu des bénéfices presque comparables dans la province caspienne (480 kilogrammes) et dans celle d'Elisabetopol (480).

Le climat de l'Asie centrale convient merveilleusement au coton. Nulle part, paraît-il, le cotonnier — cet « enfant du soleil (Sun's child) », comme se plaisent à l'appeler les Américains — ne vient aussi bien qu'au Ferghana. Il pousse sous le soleil ardent qui lui est nécessaire et sous un ciel qui reste sans nuages le plus souvent pendant des mois entiers. Au Caucase, les conditions climatiques sont peut-être inférieures, mais cependant dans les parties basses des provinces de Bakou et d'Elisabetopol, le coton croît à l'aise sous une température très chaude. Dans d'autres provinces dans celle de Tiflis au Caucase et dans celle de Syr-Daria au Turkestan, il y a quelquefois, mais rarement des années malheureuses : il arrive parfois en effet dans ces deux provinces que le printemps est tardif ou l'hiver trop hâtif,

et la production du coton se ressent toujours très sensiblement de ces deux phénomènes.

Il semblerait donc évident que la culture du coton présente les plus grands avantages et qu'elle est appelée à se développer aussi rapidement que brillamment au Turkestan; malheureusement toute médaille a son revers: dans la plupart des régions des provinces du Sud, l'humidité est peu grande et ne tombe qu'en quantité tout à fait insuffisante. Le développement de la culture du coton a donc une limite et on ne peut l'entendre que sur des terres que l'on peut facilement irriguer. On a vu bien souvent dans les chroniques publiées par notre Bulletin sous la rubrique « Asie russe » combien la Russie attache d'importance à l'irrigation de la steppe: elle a, dans ce but, envoyé déjà en Asie plusieurs missions comprenant un nombreux personnel. De toutes les provinces du Turkestan, la province Caspienne seule offre dans sa partie occidentale des terres excellentes pour la culture du coton: là, le cotonnier peut vivre et croître sans qu'aucun travail d'irrigation ne soit nécessaire: malheureusement dans toute cette région, les pluies sont trop fréquentes en automne au moment même de la maturité du coton, de telle façon que les cotons ont à lutter contre un nouveau danger, plus terrible parfois que le premier.

On l'a bien compris en Russie et l'avenir de la production et partant de l'industrie cotonnière dépend uniquement de l'irrigation des terrains. A vrai dire, les missions qui se sont succédé en Asie centrale, missions dont nous parlions tout à l'heure, n'ont pas donné encore les résultats qu'on espérait et qu'on était en droit d'attendre. On a fait surtout des projets et les résultats sont encore lointains. La Russie, malgré sa vaste production, reçoit encore par an 160 millions de kilogrammes de coton: elle pourra facilement ne pas les acheter et les produire dans quelques années. On peut dire que les productions moyennes par dessiatine est de 256 kilogrammes; pour obtenir les 160 millions de kilogrammes dont elle a besoin, la Russie devrait ensemercer encore 600.000 dessiatines de terrains; en admettant que la culture ne puisse s'effectuer que sur 25 % des terrains irrigués, il serait nécessaire d'avoir à la disposition des colons une étendue d'environ 2.400.000 dessiatines de terrains. Ce chiffre peut sembler énorme, mais à la réflexion il ne semble plus si considérable, car il s'agit de la Russie d'Asie, du Turkestan où les provinces très vastes ont parfois une superficie égale à celle de la France. On cherchera aussi des terrains dans la région du Caucase. Facilement ces terrains seront trouvés dans les bassins de Syr et de l'Amou-Daria, de la Koura et de l'Araxe. Les missions et les travaux des spécialistes le prouvent déjà surabondamment.

Beaucoup d'ingénieurs pensent qu'une région immense et irrigable pourrait être trouvée dans le pays qui forme la rive gauche du Syr-Daria, dans le district de Khodjent de la province de

Samarkand. Il y a là, dans la steppe si tristement célèbre qu'elle a été nommée « Steppe de la Faim », un espace de plus de 500.000 dessiatines qui s'étend entre le Syr-Daria et les montagnes du Turkestan. Toute cette vaste région se trouve dans des conditions climatiques favorables et le sol possède les qualités nécessaires à la production d'un excellent coton. Une assez grande quantité de colons pourront par la suite s'y établir, tant il est vrai que, grâce à l'irrigation, on peut facilement transformer les terres de l'Asie centrale qu'il y a quelques années encore on disait infertiles et impropres à toute colonisation. Partout où dans la steppe on a fait, en effet, des travaux rationnels d'irrigation, des oasis ondoyantes se sont formées et des villages se sont établis. Grâce aux bons soins du ministère des Domaines, on a décidé la construction d'un grand canal long de 56 kilomètres sur la rive gauche du Syr-Daria au-dessus du village de Begovat: un territoire de 45.000 dessiatines en profitera: on sait d'ailleurs que la nouvelle ligne d'Orenbourg à Tachkent va changer du tout au tout la steppe déserte qu'il traversera et amènera des colons dans les pays irrigués. On consacra au canal une somme de 2.250.000 roubles, ce qui constituera une dépense de 50 roubles, c'est-à-dire de 145 francs par dessiatine de terrain irrigué.

Outre ce territoire de 45.000 dessiatines sur lequel les travaux d'irrigation commencent, on pourrait, dans la partie située au sud-est de la Steppe de la Faim, irriguer encore un territoire de 50.000 dessiatines: des études ont été entreprises déjà. Il s'agirait de faire venir encore de l'eau du Syr-Daria en construisant un autre canal dont la longueur serait de 65 kilomètres. La somme à dépenser serait pour la construction de ce second canal de 2.487.664 roubles, parmi lesquels 63.250 roubles seraient destinés à l'expropriation de terres appartenant à des particuliers. Enfin on a reconnu que deux autres territoires, situés l'un au nord, l'autre à l'ouest de la Steppe de la Faim, pourraient être irrigués de telle façon que 300.000 dessiatines encore profiteraient des travaux accomplis. En ajoutant à ce chiffre le nombre des dessiatines irriguées par les deux précédents canaux, on obtiendrait un chiffre de 395.000 dessiatines où la colonisation et partant la culture du coton pourraient être immédiatement entreprises.

Quand on parle de l'irrigation de la Steppe de la Faim, où des canaux seraient chargés d'amener l'eau sur de vastes étendues, il est nécessaire de constater la perte que feront subir au volume d'eau transporté l'évaporation dans l'air et l'infiltration dans le sol; il serait donc nécessaire de faire appel à l'aide de forces mécaniques et de machines à vapeur. Ce dernier moyen est peu connu au Turkestan, il a pourtant parfois employé, mais de façon peu pratique et insuffisante dans le khanat de Khiva et dans quelques parties de la province Caspienne. Des spécialistes ont pensé que l'on pourrait employer à cet effet et de façon

très satisfaisante le naphte qu'on a depuis peu découvert au Ferghana. Reste à savoir si les sources de naphte du Turkestan ont l'importance que leur donnent les journaux russes : certains spécialistes ont émis des doutes à ce sujet et personnellement j'attends plus ample information pour prendre parti. Si l'on s'en rapportait aux journaux du Turkestan, les résultats découlés par ces sources sont si beaux, qu'on ne peut jusqu'à présent les accepter que sous bénéfice d'inventaire.

En face de la Steppe de la Faim, sur la rive droite du Syr-Daria, se trouveraient plus de 40.000 dessiatines de terrains qu'un projet récent a décidé d'irriguer : on ferait venir du fleuve de l'eau par un canal long de 67 kilomètres et la dépense atteindrait 2.117.000 roubles.

Dans le Ferghana, dans le territoire de Oulougnar-Aryk, on a trouvé 100.000 dessiatines, appartenant à la Couronne, qui après l'exécution de travaux nécessaires, conviendraient admirablement à la culture du coton. Des recherches et des études ont été commencées, mais le projet actuel ne semble s'occuper en ce moment que du territoire de Bousse (16.250 dessiatines), situé dans le district d'Andijane. Pour irriguer ce territoire, on amènerait l'eau du Kara-Daria par un canal de 82 verstes et l'on consacrerait à ce travail une somme de 1.154.247 roubles. Dans le même district, on a décidé d'employer 51.980 roubles pour irriguer à Kougart-Sai 2.700 dessiatines. Des travaux d'irrigation avaient été entrepris jadis en cet endroit, mais ils furent en partie détruits et la population qui s'opposait à leur exécution la réclame aujourd'hui, depuis qu'elle a compris par l'exemple tout le profit qu'elle en pourrait tirer.

De même, toujours dans la province du Ferghana, on a constaté qu'on pourrait irriguer grâce au Syr-Daria 50.000 dessiatines du district de Kokand, 40.000 dans celui de Marguelan, 40.000 au sud de celui de Namangansk, 15.000 dans la partie nord-ouest de celui d'Och : au total 115.000 dessiatines.

Citons rapidement d'autres projets. Tout d'abord et en premier lieu dans la province du Syr-Daria 22.000 dessiatines à 30 kilomètres au nord de Tachkent dans la vallée de la Kélesse où les frais atteindraient 1.715.000 roubles ; dans le district de Tchimkent, grâce à la rivière Arys, près des ruines de l'ancienne cité de Otrara, on pourrait irriguer 18.800 dessiatines pour un prix de 1.182.000 roubles. Il y aurait enfin lieu de profiter des étangs et des marais qui existent dans le pays sur les rives du Syr-Daria. On a dit, non sans raison, que le sol de cette région n'est pas le meilleur pour la production du coton, les cultures qu'on y a pourtant entreprises ont donné de bons résultats et le coton qu'elles ont produit était d'excellente qualité.

En résumé, dans le bassin du Syr-Daria, il serait possible d'irriguer en vue de la culture du coton 728.500 dessiatines, et déjà pour 194.750 d'entre elles les projets sont définitivement arrêtés et 10.933.791 roubles ont été alloués.

L'Amou-Daria, au point de vue de l'irrigation du Turkestan, n'est pas appelé à jouer un moindre rôle que le Syr-Daria. C'est moins dans le Turkestan russe proprement dit que dans les territoires de Khiva et de Boukhara qu'on pourra tirer grand parti de ses eaux et de celles de ses affluents. Si l'on en croit le rapport de l'ingénieur Helmann, il y a dans le khanat de Khiva un territoire de 100.000 dessiatines qui serait facilement irrigué moyennant une somme d'un million de roubles. D'après le même ingénieur, des eaux prises au delta même de l'Amou-Daria pourrait fertiliser un territoire de même étendue que le précédent. Chose étrange, on a moins de renseignements sur les travaux qui seront nécessaires dans le pays de l'émir de Boukhara : on n'y a fait que très peu de recherches et bien rares sont les questions qu'on y a mises à l'étude. Il n'est pas douteux pourtant que des travaux relativement faciles pourraient être entrepris dans ce pays, en profitant des eaux des affluents de droite de l'Amou-Daria, c'est-à-dire des rivières Chirabane-Daria, Sourkhane, Bakch et Kafirngane.

Dans la province Caspienne, où la réserve d'eau est toujours assez maigre, on ne saurait compter sur un développement de la culture du coton comparable à celui que l'avenir lui réserve au Ferghana et dans les bassins du Syr et de l'Amou-Daria. Près de l'oasis de Merv, on pourrait pourtant cultiver le coton sur un territoire de 90.000 dessiatines. On n'a pas encore les renseignements nécessaires sur le bassin de l'Araxe, on croit cependant que ces renseignements seront bons, et il semble que la région arrosée par l'Araxe et la Koura soit excellente pour la culture qu'on cherche à développer dans tout le pays que traverse aujourd'hui le Transcaspien et dans la région du Caucase. Du côté de Bakou, d'Erivane et d'Elisabetopol, on espère que la culture du coton prendra une large extension, et là aussi d'importants projets sont à l'étude.

Au total, d'après les renseignements officiels communiqués par le *Messenger des Finances* sous la signature de M. Massalski, on pourrait consacrer à la culture du coton 2.615.500 dessiatines.

M. Massalski ainsi que tous les spécialistes qui s'occupent des questions concernant le Turkestan sont unanimes sur un point. Ils prétendent que l'émigration russe a été insuffisante dans tout le pays et que si l'on veut faire œuvre sérieuse de colonisation, il faudra faire appel aux paysans émigrants. On sait le succès qu'a eu l'émigration en Sibérie ; pourquoi le paysan ne se porterait-il pas vers le Turkestan si on l'y engageait ? Il n'y a pas au Turkestan de territoires où se pressent des villages de colons tels qu'on en voit dans les provinces de Tomsk, d'Akmolinsk et de Tobolsk. Les premiers villages cosaques apparurent dans la province de Samarkande en 1848. Et aujourd'hui, c'est-à-dire cinquante-six années plus tard, c'est à peine si, dans cette province, les Russes forment les 15 0/0 de la population totale. Dans tout le Turkestan, pays immense dont la superficie est

égale à celle de la France, de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne réunies, il n'y a en tout que 230.000 Russes. Or, le travail que la Russie veut entreprendre est colossal, et elle aura besoin de beaucoup d'hommes pour le mener à bien. La vie d'ailleurs est facile au Turkestan, et on espère que peu à peu le pays s'assainira davantage et qu'on saura vaincre les fièvres qui, dans certains districts, sont tenaces et pernicieuses pour les Européens. Les salaires depuis dix ans ont rapidement augmenté, ils ont doublé dans certains districts et triplé parfois dans d'autres.

Les cotonniers du Turkestan n'ont pas enrichi seulement les vendeurs de coton, ils ont aussi fait la richesse des gens qui ont su tirer parti des graines. On utilise quelquefois jusqu'à 150.000.000 de kilos de graines par an. L'utilisation de ces graines a pris, on le voit, une très grande importance. Tout d'abord on les donnait aux bestiaux, on les employait même au chauffage : elles étaient en effet pour le bétail un aliment excellent et très nourrissant, mais bientôt une nouvelle industrie apparut et l'on tira des graines l'huile qu'elles renfermaient. Près d'une station du Transcaspien, à Katta-Kourgane, une fabrique fut construite qui prépare aujourd'hui environ 1.100.000 kilos de ces graines, et qui en tire une huile qu'elle vend en partie aux parfumeurs de Moscou et de Saint-Petersbourg. D'autres fabriques furent construites ensuite, qui travaillent les graines du coton : en outre, chaque année, environ 16 millions de kilos de graines brutes sont expédiées du Turkestan en Russie.

Le ministère des Domaines, désireux de voir le paysan russe tirer tout le parti possible des produits du coton, envoya coup sur coup plusieurs missions en Amérique pour étudier ce que les Américains savaient en faire. Il y eut ensuite au Turkestan des établissements appartenant à la Couronne qui firent à l'américaine des expériences pour employer les produits du coton de toutes les façons possible, établissements dont le sort et la réussite ont été très adhérents.

Malgré le succès qu'a eu le coton en Turkestan, il ne faudrait pas croire, quoi qu'on en dise, qu'il ait enrichi tous ceux qui s'en sont occupés. J'ai personnellement connu des gens qui, bien que travailleurs résolus, ont été ruinés rapidement dans leurs entreprises trop inconsidérément engagées. Je ne saurais dire pourtant que le cultivateur fut seul responsable de son échec. En effet, en Turkestan comme partout en Russie et surtout en Asie russe, le colon a besoin d'aide et même d'argent. S'il débute pendant une année malheureuse, ses économies sont vite épuisées et il doit s'adresser à un prêteur. Dans tous les villages, on trouve des prêteurs. Le plus souvent pourtant ces gens-là aiment la solitude : ils ne se font pas concurrence, on en trouve alors un seul établi dans un village qu'il considère en quelque sorte comme son apanage et où il tourne la loi avec une incomparable maëstria. De même près des indigènes demeurent des usuriers de la même espèce et j'en ai connu qui parlaient de leurs

méfais avec un cynisme prodigieux de naïveté. Le taux de l'intérêt exigé par eux était énorme et il semblait qu'un malheureux colon qui s'adressait à eux et se mettait en leurs mains était un homme fini et resterait pour la vie entière sous leur dépendance. Si un usurier russe prête un peu d'argent à un colon, il exigera toujours au moins 20 ou 30 0/0. Pour faire comprendre par un fait jusqu'où va l'impudence des prêteurs, je n'aurais qu'à chercher dans mes souvenirs.

Un jour, au Turkestan, un guide indigène que j'avais me raconta en pleurant qu'il venait de perdre son cheval. Je le questionnai : il avait emprunté sans réfléchir, en demi-sauvage qu'il était, quelques roubles à un usurier russe qui habitait au village voisin : le prêt devait être rendu au bout d'un mois ; si l'engagement n'était pas tenu par l'indigène, l'usurier devenait propriétaire du cheval du débiteur. J'allais trouver le créancier, qui m'accueillit fort mal quand il vit que je lui apportais l'argent dû par mon guide. Il recouvrait la somme prêtée, mais sans aucun intérêt : il avait fait le prêt avec cette idée que, pour quelques roubles, il gagnerait un cheval. Ce fut tout au plus s'il ne m'appela pas voleur. Il se calma cependant et me dit :

« J'avais compté sans vous, je ne pouvais pas supposer que cet imbécile deviendrait votre domestique. J'y perds aujourd'hui, mais je le rattraperai plus tard ! »

Et malgré les bons conseils que j'ai donnés ensuite à l'indigène, je ne doute pas que le créancier n'ait eu sa revanche.

Un usurier de village me racontait que jadis il avait été maître d'école :

« Mauvais métier, celui que je fais aujourd'hui est bien plus lucratif et bien plus intelligent ! »

L'an dernier, les questions de crédit furent à l'ordre du jour à l'assemblée, sorte de congrès, qui se réunit en automne à Tachkent et où se trouvèrent des représentants des producteurs de coton des provinces Caspienne, du Ferghana, du Syr-Daria, de Samarkande et même des provinces d'Erivane, de Bakou, de Tiflis, de Koutaïs et d'Elisabetopol.

On s'y occupa aussi d'une question importante entre toutes et dont un mot a été dit plus haut : de la question de la main-d'œuvre. Les territoires du Turkestan sont immenses, ainsi que nous l'avons déjà montré, mais ils sont à peine peuplés : on ne trouve souvent ni la main-d'œuvre nécessaire pour exécuter des travaux d'irrigation, ni celle dont ont besoin les paysans pour les aider dans leurs cultures. Les producteurs espèrent que la ligne d'Orenbourg-Tachkent facilitant les communications amènera dans le pays des travailleurs nouveaux qu'ils sauront employer. Ils souhaitent en outre que le projet de M. Vitte soit mis à l'étude et promptement à exécution : la ligne de Tachkent à Tomsk leur semble devoir être pour eux de la plus grande utilité. Il n'est pas probable que cette ligne aille jusqu'à Tomsk. Elle passera sans doute par Tchimkent, Aoulé-Ata, Vierny et Semipalatinsk d'où elle gagnera le Transsibérien soit par Pavlo-

dar, soit par Barnaoul, ce qui serait mieux encore, car elle traverserait alors les plus riches régions de la Sibérie, celles qui, au point de vue de l'agriculture, tiennent le premier rang.

Cette ligne transporterait du coton partout en Sibérie : en ce moment, seule la ligne du Transcaspien se charge des transports, elle conduit les ballots jusqu'à Krasnovodsk ; là où il y a transbordement, on met les marchandises sur un bateau qui les mène à Bakou et à Petrovsk. La ligne nouvelle, dont nous avons parlé, entre Tachkent et Orenbourg et par conséquent Moscou et Petersbourg, allégera le travail du Transcaspien et évitera les deux transbordements de la Caspienne.

Le Transcaspien ne transporte pas seulement du coton russe ; il en reçoit de Perse, et les habitants du Turkestan sont en désaccord à ce sujet : les uns se plaignent de la concurrence que leur fait le pays voisin, les autres se réjouissent de ce que la Perse septentrionale est obligée de faire transporter son coton par le chemin de fer russe. A la vérité, ce sont ces derniers qui ont raison, puisque les statistiques établissent que la Russie est très loin de produire le coton nécessaire à ses besoins. Ce n'est pas encore aujourd'hui qu'il faut parler d'une concurrence, qui plus tard seulement pourra devenir dangereuse.

Les bateaux de la mer Caspienne qui transportent le thé appartiennent à diverses compagnies « Caucase-Mercure », « Nadiejda » et « Vostotchny ». Ils prennent ordinairement 13 kopeks par poud.

S'il n'y a pas encore de ligne à travers l'Asie centrale, il y existe pourtant un chemin : au point de vue du transport du coton, la route ne peut pas avoir une très grande importance, mais on ne saurait ne pas le mentionner et il faut reconnaître qu'en hiver elle rend de grands services. C'est en hiver quand le trainage est établi que les transports sont les plus faciles : on y passe cependant sans trop de difficultés en été et je l'ai faite tout entière pendant la saison chaude. Le transport du riz, des fruits et du coton commence en général à la fin de septembre et dure jusqu'en avril : la fonte des neiges l'arrête complètement, car le plus souvent à cette époque les ponts sont emportés par les rivières changées en infranchissables torrents.

En résumé, on voit qu'au Turkestan, comme en Sibérie, la Russie a fait une grande œuvre de géographie économique. D'après les lettres que nous recevons du Turkestan, nous voyons que, malgré la guerre, on parle toujours des travaux en voie d'exécution ; reste à savoir si, après les rudes épreuves que traverse la Russie, elle trouvera l'argent nécessaire pour tous les grands travaux qu'elle voudrait entreprendre. Il lui faudra tout d'abord reconstruire ce qui aura été détruit et parer au plus pressé. Ce n'est que dans un avenir plus lointain peut-être que la Russie pourra continuer les grandes choses commencées, et qu'elle montrera ce qu'on peut faire du merveilleux pays qui s'appelle le Turkestan.

PAUL LABBÉ.

LES GUINÉES DE L'INDE ET L'INDO-CHINE

Nous recevons la lettre suivante qui montre à quel point on peut appliquer à ceux qui veulent protéger la métropole contre les colonies, et ces dernières les unes contre les autres, le vieux proverbe : « On ne peut contenter tout le monde et son père. » Il va sans dire, d'ailleurs, que si nous publions cette lettre, ce n'est pas pour nous associer, dès à présent et sans examen plus approfondi, à ses conclusions.

A plusieurs reprises (1) la question des guinées de l'Inde vous a préoccupé et un de vos collaborateurs a très justement dénoncé le péril créé par la nouvelle loi du 19 avril 1904 (2). Le protectionnisme à outrance dont M. Méline et ses partisans se sont faits les promoteurs à la Chambre a remporté une victoire éclatante, mais la cause coloniale a subi une grave défaite. Votre collaborateur a très justement indiqué combien était illégale et dangereuse l'entrave que la nouvelle loi apportait à l'industrie des guinées, je voudrais attirer aujourd'hui votre attention sur un autre point : en faisant enlever aux guinées de l'Inde l'avantage qui leur avait été concédé par la loi de douanes de 1892 de pénétrer en franchise sur le territoire français, les protectionnistes à outrance ont donné satisfaction aux filateurs du Nord et de l'Est qui pourtant ne couraient pas un grave danger, mais ils ont laissé subsister, en la tempérant, il est vrai, l'ancienne concession en ce qui concerne les colonies françaises.

Il est dit en effet dans la loi :

« Toutefois l'Inde française aura le droit d'importer annuellement en franchise de droit sur les colonies françaises :

« Deux millions de kilogrammes de tissus de coton de toute nature jusqu'au numéro 26 français ;

« Un million cinq cent mille kilogrammes de filés en les limitant au numéro 20 »

Cette loi aurait tout d'abord besoin de quelques éclaircissements, car on ignore en Indo-Chine ce que le législateur a voulu dire en limitant les tissus au numéro 26 ; seule la limitation des filés au numéro 20 est compréhensible. De plus, s'il y avait un danger à conjurer, il me semble qu'il concernait bien plutôt l'Indo-Chine que la métropole. En effet, les tissus provenant de l'Inde sont grossiers et ne trouvent pas leur utilisation en France, ils sont au contraire employés en Indo-Chine où existent plusieurs filatures très importantes et vous avez dénoncé ici même (3) la concurrence dangereuse qui était ainsi faite à cette industrie naissante.

Il y a lieu de se demander, dans ces conditions et puisqu'il a semblé à nos législateurs qu'il était temps de mettre fin au régime de faveur concédé à l'Inde française, pourquoi la réforme a été faite dans un sens contraire aux intérêts de l'Indo-Chine, mais le Parlement ne s'est pas préoccupé des vœux émis par les Chambres de commerce de la colonie, et il n'a eu véritablement en vue que les intérêts métropolitains.

Il me paraît, la loi étant muette à ce sujet, que le règlement d'administration publique à intervenir, dont il est parlé au dernier paragraphe de la loi, fixera la répartition entre les différentes colonies françaises des quantités accordées en franchise à l'Inde. Comment ce règlement interviendra-t-il ? Consultera-t-on, comme cela me paraît

(1) *Bulletin du Comité de l'Asie française*, mai 1901, juillet 1902, novembre 1903, mars et avril 1904.

(2) Une entrave légale à l'essor de l'industrie des guinées, par E. P. (*Bulletin du Comité de l'Asie française*, avril 1904).

(3) Les produits de l'Inde française en Indo-Chine (*Bulletin du Comité de l'Asie française*, juillet 1902).

juste, les intéressés, c'est-à-dire les différentes colonies? Le Sénégal, ne possédant pas de filatures, doit avoir intérêt à importer, la totalité de ses cotonnades en franchise et ces quantités atteindront-elles le *quorum* fixé?

Dans tous les cas, les cotonnades entrant en franchise en Indo-Chine sur la simple présentation d'un certificat d'origine, il me semble normal d'exiger de ceux qui délivrent ces certificats qu'ils ne le fassent qu'à bon escient, c'est-à-dire pour des produits provenant d'usines véritablement et uniquement françaises.

Voilà ce qui me semble juste de demander au règlement d'administration publique si on ne veut pas perpétuer, voire même aggraver le danger qui menace les filatures de l'Indo-Chine.

UN COLON.

SIR FRANCK YOUNGHUSBAND

SUR LE THIBET

Sir Franck Younghusband a récemment été reçu par la Société de Géographie de Londres et lui a donné ses impressions sur le Thibet où il a récemment pénétré à la tête de l'expédition anglaise dont il a souvent été question dans ce Bulletin.

« Rien n'est plus faux, a-t-il dit, que l'impression répandue en Europe que le Thibet est un affreux pays, pauvre, des moins hospitaliers.

« Le Thibet est assurément aussi riche que le Cachemire ou le Népal; la vallée dans laquelle Lhassa, Gyangtsé et Chigatsé sont situées et la vallée du Brahmapoutre ne sont ni des plateaux déserts, ni des gorges en forme de V; ce sont des vallées plates de 6 à plus de 16 kilomètres de largeur dont le sol est bon, bien irrigué et admirablement cultivé. Certains des paysages sont même admirables, sous un ciel si transparent et si lumineux qu'il éclipserait même ceux de la Grèce et de l'Italie.

« Au moment où l'expédition approchait de Lhassa, des députations de toutes sortes se portèrent au-devant d'elle. Le Dalaï-Lama lui-même, dit Sir Franck Younghusband, m'écrivit : acte de condescendance sans précédent de sa part; et il m'envoya son chambellan pour me dire que si nous allions à Lhassa, sa religion serait perdue et il mourrait. Je dus lui faire comprendre, en répondant, la situation délicate et pénible dans laquelle je me trouvais moi-même; j'apprenais que si j'allais à Lhassa, Sa Sainteté mourrait, tandis que si je restais où j'étais, je mourrais moi-même; car, sans aucun doute, on me couperait la tête si je manquais d'obéir aux ordres que l'on m'avait donnés de négocier le traité dans la ville même de Lhassa. Malgré toutes les répugnances que m'inspirait l'idée de causer la mort prématurée du Dalaï-Lama, je vis que je n'avais d'autre alternative, comme je le fis comprendre au grand chambellan, que celle d'aller à Lhassa. Cette ville se trouve dans une

magnifique vallée couverte d'arbres, riche de cultures et arrosée par une rivière aussi large que la Tamise à Westminster. Là, cachée par des chaînes et encore des chaînes de montagnes neigeuses, git la mystérieuse cité qu'aucun Européen vivant n'avait vue avant nous. Pour tous ceux qui avaient espéré, parce qu'elle était ainsi interdite, qu'elle devait être une sorte de cité du pays des rêves, elle a été, je dois le dire, une déception : ses rues ne sont pas pavées d'or ni ses portes faites de perles; ses rues, au contraire, sont horriblement boueuses, et les habitants semblables en tout à tous ceux que j'avais vus ailleurs jusque-là. Mais le Potala, le palais du grand Lama, est une masse imposante, solidement construite, et pittoresquement située sur une éminence rocheuse qui domine toute la plaine et la ville; à sa base se trouve un grand nombre de maisons bien construites et souvent entourées d'arbres qui les abritent. C'est aux habitants bien plus qu'aux constructions de la ville que je dus consacrer mon attention pendant que je restais à Lhassa. Tous les personnages dirigeants, aussi bien laïques qu'ecclésiastiques, vinrent devant moi, et pendant des jours et des semaines je discutai avec eux. Ils sont d'une ignorance absolue et absolument dépourvus d'esprit pratique; aucun de ces hommes n'avait l'autorité supérieure nécessaire pour négocier avec moi en toute responsabilité. Un conseil passait pour être l'autorité exécutive supérieure; mais il ne pouvait rien faire sans le consentement de l'assemblée nationale. Quant à cette dernière, sans avoir aucun président pour diriger ses débats et aucune conscience de sa responsabilité, elle se contentait de censurer au lieu de sanctionner ce qu'avait fait le conseil exécutif qui, de son côté, n'avait pas droit d'être représenté dans l'assemblée nationale pour y soutenir son point de vue. Il est impossible d'imaginer une organisation plus désespérément inapte à répondre à une crise extérieure. Mais ces gens, malgré leur ignorance et leur bigoterie, ne manquaient pas de bonnes qualités; ils étaient presque tous polis et d'humeur joyeuse, les plus pauvres plaisanteries suffisaient à les faire rire; et je ne me rappelle pas m'être séparé d'eux après un seul des nombreux entretiens que j'ai eus avec eux à Lhassa en emportant le moindre sentiment de mauvaise humeur. Je dois cependant avouer qu'il m'arrivait de me sentir exaspéré lorsque je pensais que la convention devait être conclue en un temps si court et que, pendant plusieurs semaines, il semblait n'y avoir aucune fissure dans le nuage incessant de l'obstructionnisme thibétain. Mais, après tout, c'était leur rôle de faire avec moi un marché aussi favorable que possible, et l'obstination est un don qu'il ne faudrait pas trop mépriser. C'était du reste un travail difficile et épuisant : ils venaient huit ou dix à la fois; chacun avait quelque chose à dire, si bien que lorsqu'ils retournaient chez eux, ils pouvaient se vanter d'avoir parlé chacun pour sa part, au commissaire britannique. Je les écoutais patiemment, je leur répon-

dais à tous ; et, de cette manière, comme chaque jour il arrivait quelque personnage nouveau, je fus en relations avec presque tous les hommes marquants de Lhassa. Pendant ce temps, je dus me faire une très médiocre opinion de leur portée mentale : il est impossible de les considérer comme beaucoup au-dessus des enfants. Mes conversations avec eux ne portaient pas seulement que sur les affaires à traiter, mais sur beaucoup d'autres choses, et en particulier sur la religion. Le Ti Rimpochi, auquel le Dalai-Lama laissa son sceau en fuyant de Lhassa, quelques jours avant mon arrivée, occupait une chaire de théologie au monastère de Gaden, et il était universellement révérendé comme le principal lama de la capitale. On reconnaissait en lui le chef et il a été le principal meneur des négociations avec moi. Mais lui-même fut un monsieur agréable, bienveillant et d'humeur heureuse. Il avait en réalité très peu de force intellectuelle et un bien petit bagage de spiritualité. A tous égards, il était fort inférieur aux brahmanes ordinaires de l'Inde ; il était attaché à ses petites niaiseries et restait absolument convaincu que la terre est triangulaire. Intellectuellement il ne connaissait guère autre chose qu'une quantité prodigieuse de vers tirés des livres sacrés ; les discussions avec lui sur le pourquoi et le comment des choses se terminaient toujours par la simple citation des Ecritures et sa religion consistait presque uniquement dans le rituel. La masse des monastères et le nombre des moines sont remarquables ; un des monastères de Lhassa ne contenait pas moins de 10.000 moines et un autre 7.000. Je ne crois pas qu'il fût possible de regarder ces moines sans remarquer quel troupeau d'hommes médiocres, mauvais et d'apparence sensuelle ils composent. C'est absolument une erreur que de supposer qu'au Thibet on trouve une forme pure et élevée du bouddhisme. Sûrement le bouddhisme et la civilisation chinoise ont réussi à élever les idées des sauvages qui habitaient le Thibet il y a sept ou huit siècles jusqu'à un niveau beaucoup plus élevé que celui qu'elles atteignaient autrefois. Mais la vie intellectuelle et spirituelle est étouffée par les rigueurs de la vie monastique dont les idées étrangères et la moindre originalité individuelle ont été jusqu'ici écartées. Toutes les innovations sont rigoureusement refusées à ce peuple d'une raideur inflexible, incapable de s'adapter aux changements et sans aucune force intellectuelle ni aucune inspiration spirituelle. Aussi, tout en ne refusant pas au bouddhisme d'avoir beaucoup fait pour civiliser la race thibétaine barbare, adoratrice des mauvais esprits, je donnerais pour conseil à ceux qui auraient l'idée de trouver à Lhassa certaine élévation intellectuelle ou spirituelle de chercher plus près de chez eux ce dont ils ont besoin. Si imbus que soient les Thibétains de l'idée qu'ils sont les meilleurs représentants du bouddhisme, ils sont encore en réalité des adorateurs de démons ; leur religion est grotesque et dégradée et ne ressemble en rien aux formes les plus pures encore existantes du bouddhisme.

« Heureusement nous étions en situation de surmonter les habitudes d'obstruction que les moines de l'église thibétaine avaient jusqu'ici opposées aux étrangers : nous parvinmes même à obtenir l'accès de tous les temples et de tous les monastères ; et avant de quitter Lhassa, les officiers anglais les parcouraient aussi facilement qu'ils auraient pu le faire de Saint-Paul de Londres.

« J'insistais pour que la convention fût signée dans le Potala et dans la plus belle salle de ce palais. Une fois que les lamas se furent aperçus que nous ne voulions pas leur faire de mal et que nous les traitions avec considération, ils renoncèrent à toutes leurs interdictions, et lorsque, juste au moment de quitter Lhassa, je vis arriver un des principaux officiers de la grande cathédrale appelée Jo Khang, je fus étonné de le trouver désireux de me faire pénétrer dans le sanctuaire et de faire le tour de la magnifique statue de Bouddha, une liberté que je ne me suis jamais permise dans aucun temple de l'Inde.

« Ces monastères sont, au dehors, de grandes constructions solides et massives, plutôt dépourvues de beauté ; à l'intérieur, ils sont bizarres et sombres, quelquefois même ridicules. Je me rappelle d'immenses figures impassibles de Bouddha regardant éternellement devant elles avec tranquillité, le haut de murs couvert d'images et de figures grotesques, des colonnes et des toits habilement décorés, mais aussi de la saleté, du beurre où une mèche brûlait nuit et jour comme des cierges sont brûlés dans les églises catholiques devant les figures de saints.

« La convention fut signée plus tôt que je ne l'aurais espéré, et nous nous préparâmes à retourner dans l'Inde. Une fois les affaires terminées et la paix rétablie, les Thibétains étaient aussi heureux que possible : personne n'était responsable, tout le monde avait pu parler, et si quelqu'un devait être blâmé, tout le monde devrait partager son blâme. Mais, au fond de leur cœur, ils savaient très bien qu'ils s'en étaient tirés à bon compte ; et nous eûmes même la joie de le leur faire reconnaître. Le matin de notre départ, le régent descendit à notre camp et nous fit cadeau d'images de Bouddha ; il nous remercia d'avoir sauvé les monastères et les temples et, en me présentant l'image, il me dit : « Lorsque le « bouddhiste regarde ceci, il met de côté les pen- « sées de lutte et ne songe qu'à la paix ; j'espère « que lorsque vous regarderez cette image, vous « penserez avec bienveillance au Thibet. » Assurément je quittai Lhassa avec des pensées bienveillantes. Tout le conseil avec son secrétaire marcha un mille avec nous pour nous offrir la dernière coupe de thé et nous souhaiter bon voyage. Leurs derniers mots furent qu'ils avaient l'intention de respecter le traité et de rester nos amis dans l'avenir. Tout ce qui s'est passé depuis fait croire qu'ils parlaient sérieusement. Le conseil avait volontiers donné permission à un groupe d'officiers de remonter le Brahmapoutre jusqu'à Gartok dans le Thibet occidental et de descendre dans l'Inde

par Simla. Cette petite expédition, dans laquelle chaque officier n'était accompagné que par un seul soldat et sans aucune escorte armée, a parcouru un millier de milles au Thibet et fut bien reçue partout. Le capitaine Rayder a relevé 40.000 milles carrés, y compris tout le cours du Brahmapoutre, de Chigatsé à sa source, le Manseraouar et le lac voisin, le cours de l'Indus et du Sutledj et il a prouvé sans aucune espèce de doute qu'il n'existe pas, derrière l'Himalaya, de montagne plus haute que le mont Everest. Tous ces voyageurs souffrirent terriblement du froid en franchissant ces hautes régions durant le mois de décembre, mais ils n'ont rencontré aucune hostilité de la part des Thibétains. »

Quelques jours plus tard, M. Percival Landon a fait à l'Académie britannique une conférence sur le Thibet et ajouté un certain nombre d'observations intéressantes à celles qui avaient été présentées à la Société de Géographie par sir Frank Younghusband.

Pour donner une idée de l'ignorance tranquille des lamas thibétains, M. Landon a raconté que, dans une conversation, l'abbé d'un des grands monastères déclara au capitaine O'Connor que la terre n'était pas ronde comme ce dernier le prétendait ; il affirma, au contraire, qu'elle a la forme de l'os d'une épaule de mouton et que le Thibet couvre la moitié de sa surface entière. L'abbé, d'ailleurs, eut la charité de dire aux Anglais de ne pas se décourager de leur ignorance, de lire des livres meilleurs et il voulut bien reconnaître, en entendant certaines déclarations sur les progrès de la science occidentale, que les connaissances intellectuelles faisaient réellement quelques progrès dans les coins éloignés et obscurs de la terre.

ASIE FRANÇAISE

Le monopole du sel. — Les journaux du Tonkin sont remplis de doléances au sujet du régime du sel. Le *Courrier de Haïphong* a publié une correspondance de Ha-giang dans laquelle on signalait que les indigènes étaient venus en grand nombre, un jour de marché, manifester devant les bureaux de la douane pour obtenir qu'on leur vendit du sel. Le représentant de l'administration a fait droit à la requête des indigènes à qui le débitant a vendu une minime quantité de cette denrée. *L'Avenir du Tonkin* de son côté proteste contre ce fait que l'administration des Douanes et Régies force toute une population à consommer du sel, dit de Baria, sel à gros grains et noirâtre qui répugne aux Annamites, habitués au sel blanc, dit de four. Les Européens eux-mêmes ont à pâtir de cette situation. A l'heure actuelle, dit le même journal, le sel blanc se vend 5 et 6 piastres les 50 kilos, bien que les magasins du fermier général soient approvisionnés largement de sel gris. Les Annamites préfèrent se priver et

avoir un produit de leur choix. *L'Avenir du Tonkin* rappelle à ce propos que l'installation du nouveau régime du sel a causé d'abord des mécontents parmi les sauniers qui se virent refuser le droit de garder chez eux le sel nécessaire à leur consommation et à celle de leur famille, et qui durent racheter ce produit de leur industrie à un prix quintuplé par les diverses manipulations. Les mécontents sont aujourd'hui parmi les consommateurs. La réglementation sur le sel aurait pu, semble-t-il, être imposée avec plus de doigté, en faisant la part moins belle aux intermédiaires et en accordant un peu plus aux producteurs. En ne ménageant pas certains intérêts et en agissant d'une façon qui est quelque peu étonnante de la part d'administrateurs non ignorants des méfaits de la gabelle sous l'ancien régime, on a mécontenté les populations indigènes et il y a là une question qui sollicite très vivement l'attention du gouverneur général.

Les piastres de commerce. — Sur la proposition du directeur des douanes, l'exportation de l'Indo-Chine des piastres françaises, dites de commerce, et des barres et lingots d'argent est prohibée jusqu'à nouvel ordre. Toutefois cette interdiction ne s'applique pas aux sorties du Cambodge à destination de Battambang, ni à celles du Tonkin à destination du Yunnan. Ces deux exceptions risquent de rendre à peu près vaine cette mesure qui se rattache à la question de la circulation monétaire en Indo-Chine, question dont nous avons eu l'occasion de parler naguère lorsqu'elle fut mise à l'ordre du jour par la dépréciation du métal-argent et la baisse de la piastre. Depuis cette époque la piastre s'est relevée, et, sans prendre toutes les mesures qu'on avait préconisées dans certaines sociétés savantes, notamment à la Société d'économie politique de Paris, on s'est préoccupé d'assainir la circulation monétaire de notre possession indo-chinoise. La mesure qu'on prit tout d'abord fut, on s'en souvient, de supprimer par un décret du 3 juin 1903 le droit de 3 % qui frappait l'exportation des piastres mexicaines afin de laisser s'écouler cette monnaie qui était en assez grande quantité dans notre possession. Le même décret prohibait l'importation de ces piastres. Aujourd'hui on veut conserver et les piastres françaises dites de commerce et les barres et lingots d'argent ; mais la prohibition n'est pas assez complète peut-être pour empêcher les Asiatiques d'exporter en Chine, où elles sont appréciées pour leur titre, les piastres françaises.

Les colons et les indigènes. — Nous avons signalé déjà à divers reprises les difficultés que les colons ont à se procurer la main-d'œuvre indigène ou plutôt à la conserver sur leurs domaines. Le problème se pose avec toutes ses difficultés non pas seulement en Annam et au Tonkin, mais surtout en Cochinchine où la population est plus riche et moins dense. Les journaux de

Saigon nous ont apporté le texte d'une lettre adressée par un colon cochinchinois au président du syndicat des planteurs de Cochinchine qui montre à quelles difficultés ces colons peuvent être aux prises en ce qui concerne ce point spécial. Voici le principal passage de cette lettre :

Malgré la certitude d'une récolte presque nulle, j'ai, écrit ce colon, M. Guéry, continué à donner du paddy de nourriture à mes ta-diên. Je crois être à peu près le seul dans la région. J'ai fait mieux. J'ai acheté pour 2.500 piastres de lua Dan (paddy de trois mois) pour tâcher de réparer les pertes dans une certaine mesure. La semence a été distribuée, les ma ont parfaitement poussé. Quand le moment du repiquage est arrivé, moment qui coïncidait avec la moisson de Soctrang, une centaine de mes ta-diên ont pris la fuite, abandonnant leurs ma et me causant un préjudice de plus de 15.000 piastres. Tous sont partis sans cartes, aucun n'a été arrêté que je sache, et je suis dans l'impossibilité d'en retrouver un seul.

Eh bien ! je dis que dans un pays où pareil fait peut se passer, il n'y a rien à faire et je vous assure bien que si je n'avais pas des engagements auxquels il ne m'est pas permis de ne pas faire face, j'enverrais tout promener et je crierais à mes collègues : « Casse-cou ! nous sommes victimes d'un guet-apens. »

A la réception de cette lettre, le président du syndicat des planteurs de Cochinchine s'est adressé à M. Rodier, lieutenant-gouverneur, pour lui souligner la nécessité d'une législation spéciale qui permettrait de châtier d'une façon effective les Asiatiques engagés au service des cultivateurs européens et qui prennent la fuite en emportant les avances faites par ceux-ci.

Il est évident qu'il y a là un problème à résoudre, mais dont la solution ne va pas sans difficultés. Dans une lettre adressée au procureur général, MM. Chesnay et de Boisadam demandaient comme conditions d'une main-d'œuvre offrant toutes les garanties désirables : 1° une justice appliquée par des magistrats offrant toutes garanties par leur connaissance réelle et approfondie des mœurs, des coutumes et de la langue indigène ; 2° un état civil ; 3° un cadastre, « base de la réforme nécessaire sans laquelle la colonisation aura définitivement vécu d'ici peu ». Or, l'état civil et le cadastre existent depuis déjà assez longtemps en Cochinchine et ils n'y empêchent pas des faits analogues à ceux qui se produisent au Tonkin et pour lesquels on croit qu'ils constitueraient des remèdes efficaces. Il est vrai qu'on pourra dire que le mal réside dans l'application qui a été faite des mesures édictées par les arrêtés ou règlements et que si l'état civil, le cadastre et la justice eussent été mieux établis ou rendus, on aurait obtenu plus d'obéissance de la part des Annamites parce qu'on aurait pu plus facilement punir leur manque de bonne foi dans l'exécution du contrat.

Nous posons aujourd'hui le problème en indiquant les difficultés que présente sa solution et nous y reviendrons plus tard quand on aura des données sur l'étude que M. le procureur général Dubreuil a promis d'en faire. Nous ajouterons seulement, à titre de document, ces deux analyses

d'articles de journaux de la colonie articles se rapportant à cette question :

Le *Courrier saïgonnais* répond à l'accusation de paresse portée contre les Annamites par des concessionnaires qui demandent des mesures spéciales pour les forcer au travail, « que la principale liberté que nous ayons reconnue aux Annamites, c'est la liberté de vivre, en payant toute la série d'impôts prévus pour l'exercice de ce droit ».

Le *Moniteur des provinces* dit : « Nous ne voyons pas l'intérêt bien précis de l'indigène à travailler pour les Européens quand il peut obtenir gratuitement des terres en concession. Le capital initial, que nous aurions dû mettre à sa portée par une organisation méthodique du crédit agricole, il le trouve, onéreusement, il est vrai, mais enfin il peut l'obtenir, du prêteur rural. La population annamite grâce à ses goûts agricoles, peut donc, à elle seule, mettre en valeur toute la terre de Cochinchine, au fur et à mesure de sa natalité croissante. Le gouvernement a tout intérêt à avoir en elle une population de propriétaires fonciers, au lieu d'un « prolétariat agricole » qui peut devenir un danger. »

Les travailleurs du chemin de fer du Yunnan. — Les journaux du Tonkin ont beaucoup parlé de la situation qui était faite aux coulis employés sur les travaux du chemin de fer du Yunnan et nous avons fait allusion à ces polémiques dans notre dernier numéro. Aujourd'hui il est institué une commission, à l'effet de surveiller l'exécution des mesures prescrites en vue d'assurer : 1° le paiement de leurs salaires aux coulis recrutés par l'administration locale pour les travaux du chemin de fer (partie comprise entre Trai-hut et Lao-kay, 2° le paiement des secours auxquels peuvent prétendre les familles des coulis décédés, et de statuer sur les contestations qui pourraient se produire à ce sujet.

Cette commission est composée : de MM. Groleau, inspecteur des services civils de l'Indo-Chine, président ; du Pac de Marsouliers, délégué du secrétariat général de l'Indo-Chine ; Colard, délégué du directeur du Contrôle financier ; Carreau, ingénieur de 1^{re} classe des travaux publics ; Robin, chef du 2^e bureau de la résidence supérieure.

Cette commission se réunira à Hanoï sur la convocation de son président.

Le concours agricole de Pnom-penh et la situation du Cambodge. — Un concours général agricole s'est tenu récemment à Pnom-penh et le gouvernement général de l'Indo-Chine a profité de cette occasion pour se rendre dans la capitale du Cambodge. Il a à cette occasion prononcé un discours que nous croyons devoir reproduire parce qu'il contient sur la situation actuelle de ce pays et sur l'avenir qui est possible pour lui des renseignements très intéressants.

« M. le Président de la Chambre mixte du commerce et de l'agriculture vient de rappeler, a dit M. Beau, des déclarations que j'ai eu l'occasion de faire au sujet du Cambodge et il a

appelé à nouveau mon attention sur la nécessité de doter ce pays trop négligé jusqu'ici des instruments essentiels du progrès économique, des routes, des canaux, des chemins de fer.

« Je suis tout à fait de son avis : des routes et de l'eau voilà ce que le gouvernement de ce pays doit s'efforcer de lui donner. M. le résident supérieur Morel, dont je ne saurais trop louer le sens pratique et l'activité, a déjà commencé à recueillir les renseignements qui sont indispensables pour établir un plan d'ensemble. J'ai la ferme conviction que, avec le concours des résidents, des agents du service des travaux publics, du cadastre, des forêts, il sera en mesure avant longtemps de me soumettre un programme dont nous aurons à chercher ensemble les moyens d'exécution. Soit que nous recourions à l'emprunt ainsi que cela a été fait pour l'Annam-Tonkin, soit que nous puissions dans la caisse de réserve comme le bon état des finances du Protectorat permet de le faire sans crainte, il sera facile de donner au Cambodge les ressources qui sont indispensables pour la création de son outillage économique.

« Mais à côté de l'effort gouvernemental, je dois faire l'appel le plus énergique à l'initiative privée.

« Ce qui m'a le plus frappé dans la visite des divers pavillons de l'Exposition c'est, à côté d'une matière première tout à fait remarquable, une main-d'œuvre tout à fait primitive ou barbare. Les cambodgiennes des environs de Pnom-penh qui tissent la soie ou le coton ne paraissent pas avoir subi l'influence européenne et leurs procédés de travail sont presque aussi primitifs que ceux des Koys du Pnom-deck qui travaillent le fer sous l'inspiration de leur sorcier.

« Il y a là un premier effort qui s'impose non seulement à l'Administration, mais aux colons. Sans aller jusqu'à la ferme modèle ou l'école professionnelle, il est possible partout où se trouve un fonctionnaire ou un colon français d'organiser sous sa surveillance le champ ou l'atelier de démonstration, et je souhaite vivement que dans la prochaine exposition il soit placé sous les yeux des visiteurs tous les éléments de comparaison entre l'industrie primitive et l'industrie perfectionnée. Une exposition doit servir à encourager, non la routine mais le progrès.

« Je n'ai parlé comme agents actifs de ce progrès que des fonctionnaires et colons français. J'ai eu tort, car j'ai constaté avec grand plaisir que les hauts fonctionnaires cambodgiens et les princes eux-mêmes ne dédaignaient pas de prendre part aux diverses manifestations de la vie économique du pays. C'est un gage précieux de succès, et je demande à Sa Majesté Sicawath d'encourager par tous les moyens les princes et les autres fonctionnaires dans cette voie. Ils peuvent être mieux encore que les fonctionnaires et colons français les initiateurs du peuple cambodgien dans la voie du relèvement économique.

« J'adresserai le même appel au chef des bonzes dont l'esprit est, je le sais, largement ou-

vert au progrès et qui saura, j'en suis sûr, trouver une place à l'enseignement professionnel à côté de l'enseignement moral donné dans les innombrables pagodes du Cambodge.

« Je me garderais de donner des conseils aux agriculteurs en général et aux colons en particulier; il me semble qu'il se dégage nettement de votre exposition que l'avenir appartient aux textiles et à l'élevage. »

« Parmi les textiles, le coton a une valeur reconnue et il sera possible soit par l'hybridation, soit par la sélection d'obtenir un produit capable de rivaliser les meilleurs cotons d'Amérique.

« La soie est d'excellente qualité; il suffira d'améliorer les conditions d'élevage de la race du ver indigène et d'apporter quelques perfectionnements très simples aux méthodes de dévidage des cocons pour que le Cambodge produise une soie supérieure à celle de la Chine méridionale.

« Si les Expositions du coton et de la soie sont des promesses plutôt que des réalités, l'exposition des animaux témoigne en revanche d'une situation relativement favorable en ce qui concerne l'élevage.

« J'ai été en particulier agréablement surpris de constater le nombre de chevaux et juments réunis à l'exposition et de la beauté d'un certain nombre de ces animaux. Le Cambodgien a le goût du cheval et peut faire un excellent éleveur. Il semble qu'il soit plus facile ici que partout ailleurs en Indo-Chine de créer une réglementation simple et pratique pour encourager la production du cheval. Ici encore le concours des princes et des hauts fonctionnaires cambodgiens ne nous fera pas défaut, si j'en juge par l'ardeur avec laquelle quelques-uns d'entre eux prennent part à vos réunions hippiques.

« J'emporterai donc de cette visite le meilleur souvenir et je tiens à adresser toutes mes félicitations aux organisateurs dévoués du concours agricole de 1905. »

Rattachement du plateau des Bolovens à la province de Saravane. — Continuant le programme de remaniements territoriaux qu'il avait indiqué dans son discours au Conseil supérieur de l'Indo-Chine, le gouverneur général vient de prendre un arrêté aux termes duquel les parties du plateau, dit des Bolovens, dépendant actuellement des provinces de Bassac et d'Attopeu sont distraites des territoires de ces circonscriptions administratives et rattachées au territoire de la province de Saravane.

Des considérations d'ordre budgétaire ont empêché la formation d'une nouvelle province autonome englobant le plateau tout entier : la dépense consécutive à l'installation d'un organisme administratif complet au centre de la région habitée par les tribus Kha eût été en effet disproportionnée avec les avantages immédiats qui en seraient résultés.

Cette mutation provisoire a du reste le précieux avantage de grouper sous une même direc-

tion les tribus Kha qui n'ont que peu d'affinités avec les aborigènes des régions mitoyennes.

L'administration sera d'ailleurs facile, les communications entre les villages du plateau et le chef-lieu de Saravane étant relativement aisées.

CHINE

Les relations avec l'Allemagne. — Nous avons donné, dans notre dernier Bulletin, une dépêche du correspondant du *Times* à Pékin, disant que l'Allemagne intervenait dans le gouvernement de la Chine en exigeant que le choix des gouverneurs du Chantoung fût soumis à sa sanction et que le baron Mumm de Schwarzenstein, ministre allemand à Pékin, avait affirmé cette prétention en obligeant Yang-Chinh-Hsiang, le nouveau gouverneur, à lui rendre visite à Pékin avant de se rendre dans sa province.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* dément absolument cette nouvelle en publiant la dépêche suivante du baron Mumm de Schwarzenstein : « Je n'ai fait aucune objection à la nomination de Yang ni de Hou. Je n'ai jamais émis la prétention au droit de ratifier la nomination des gouverneurs. Si j'ai eu une entrevue avec Yang, c'était pour répondre à notre désir commun d'établir des relations personnelles. Les déclarations reproduites, de source chinoise, par les journaux anglais sur l'établissement de troupes allemandes le long du chemin de fer de Chantoung et sur des demandes que j'aurais adressées à Yang relativement à sa province, sont de pure invention. »

Et l'organe officieux de la chancellerie allemande ajoute : « Il existe des preuves qu'on a essayé de faire servir ce télégramme à provoquer, au Japon et aux Etats-Unis, de la défiance envers les intentions de l'Allemagne. »

Il est très difficile de savoir qui a raison, du *Times* ou du baron Mumm de Schwarzenstein, bien que, en y réfléchissant, on ne soit guère porté à croire que l'Allemagne désire trop s'engager au Chantoung au point où sont les choses en Extrême Orient. Mais un fait est certain c'est que, à chaque instant, surgissent des manifestations de mauvaise humeur entre l'Allemagne et l'Angleterre. Rien ne serait, d'ailleurs, plus déraisonnable que de nous laisser entraîner dans cette voie, comme certains Anglais sembleraient désireux de le faire. Ce serait donner à l'« entente cordiale » l'extension la plus injustifiée et la plus décevante.

CORÉE

Une conspiration anti-japonaise. — D'après des dépêches arrivées par la voie de Tokyo, une conspiration anti-japonaise aurait été récemment découverte à Séoul. Son plan aurait été de permettre à l'empereur de répudier la convention ja-

ponaise en se réfugiant dans une légation étrangère. C'eût été le pendant de ce que l'empereur de Corée fit, en 1896, lorsqu'il se réfugia à la légation de Russie pour fuir l'insupportable tyrannie de ses conseillers japonais.

Les conjurés ont été arrêtés. Parmi eux figurait Li-Il-Sik qui prit part au complot en exécution duquel Kim-Yok-Kyoun fut assassiné à Changhaï peu de temps avant la guerre sino-japonaise. Kim-Yok-Kyoun était, on se le rappelle, un réformateur et il avait l'appui du Japon.

La conjuration qui vient d'être déjouée prouve que le régime japonais n'est pas plus agréable cette fois aux Coréens qu'il ne le leur fut en 1895.

Chemins de fer. — Les Japonais, qui ont presque achevé la ligne Séoul-Fousan, viennent d'achever un chemin de fer qui relie Fousan au port voisin, qu'ils fortifient d'ailleurs, de Mamsampo.

JAPON

Le commerce extérieur. — Nous avons déjà donné un certain nombre de statistiques montrant que le commerce extérieur du Japon n'avait pas été beaucoup entravé par la guerre. Les chiffres complets du commerce japonais en 1904 confirment cette impression. Il ne faut pas oublier d'ailleurs que la guerre n'enlève au travail que 3 0/0 environ de la population masculine au Japon et que l'élément féminin contribue pour beaucoup à la production nationale de ce pays.

Le commerce extérieur du Japon a porté, en 1904, sur 1.726 millions de francs environ contre 1.566 environ en 1903, c'est-à-dire que la première année de la guerre a marqué le plus haut point atteint jusqu'ici par le commerce japonais. Il est vrai que ce dernier a été favorisé, à l'exportation, par une récolte exceptionnelle et que, malgré cela, le Japon a importé sept fois et demie plus de riz que l'année précédente (près de 160 millions contre 20 environ, en 1903), les exigences de la guerre ayant absolument faussé les chiffres de son commerce d'importation.

ASIE RUSSE

Le Transsibérien. — Le *Novoié Vrémia* et le *Journal de Saint-Petersbourg* donnent des renseignements sur le Transsibérien qu'il est utile de résumer ici.

Le ministre des Voies et communications pense qu'il faudra deux ou trois ans pour dédoubler le Transsibérien. 46 paires et demie de trains pouvaient circuler par jour sur la ligne sibérienne, dont 42 de troupes et de marchandises ; grâce à de nouvelles voies de garage, le chiffre est porté

à 19. Chaque wagon peut porter 10.400 kilogrammes. 2.400 wagons Arbel ont été commandés; leur capacité sera trois fois plus grande; les plaques d'acier et les parties forgées seront faites en France. On espère que les wagons seront prêts en août ou en septembre, ainsi que 500 locomotives. On croit qu'alors, sans augmenter le nombre des trains, on transportera ce que pourraient transporter 22 paires de trains semblables à ceux qui servent aujourd'hui.

L'émir de Boukhara. — L'émir de Boukhara a, au commencement de la guerre contre le Japon, versé un million de roubles au Comité institué par l'empereur pour le renforcement de la marine. Au mois de janvier dernier, un nouveau croiseur l'*Emir de Boukhara* a été lancé par la Russie.

Au moment où la Russie passe par de très pénibles épreuves, il est intéressant de noter de tels faits qui prouvent quelles sont les relations qui règnent entre le gouvernement russe et les princes qui lui sont soumis.

Commerce aux frontières russo-chinoises en 1902. — Nous empruntons au Bulletin russe de statistique financière et de législation les très intéressants chiffres suivants concernant le commerce aux frontières russo-chinoises en 1902. On remarquera que nous ne donnons pas le total des chiffres cités, car, certains articles ne figurant pas encore dans ce tableau, nous n'aurions pas le chiffre exact des importations et exportations aux frontières russo-chinoises.

EXPORTATIONS DE RUSSIE		IMPORTATIONS EN RUSSIE	
	roubles.		roubles.
Froment.....	4.000	Coton.....	81.000
Orge.....	14.000	Thé.....	41 114.000
Avoine.....	14.000	Laine et poil....	742.000
Farine de seigle..	18.000	Soie brute.....	710.000
Farine de froment.	4.000	Coprah.....	424.000
Planches.....	6.000	Fer, fonte.....	13.000
Poutres.....	74.000	Etain.....	6.000
Huiles, benzine..	802.000	Café.....	2.000
Beurre.....	5.000	Machines à coudre et tricoter.....	10.000
Sucre.....	2.000	Fichus, rubans..	208.000
Tissus.....	6.404.000	Jute.....	7.000
Peaux.....	30.000	Raisins secs.....	8.000
Poissons.....	33.000	Peaux.....	143.000
Thé.....	35.000	Epices.....	26.000
Pavot, tournesol..	2.000	Riz mondé.....	175.000
Fruits secs.....	6.000	Pelletteries et peaux	980.000
Cigarettes.....	8.000	Tissus et cotonna- des.....	2.150.000
Tabac en feuilles..	9.000	Tabac.....	15.000
		Bétail.....	758.000
		Tapis.....	197.000
		Poisson.....	24.000
		Noix, noisettes...	32.000
		Grasse.....	11.000
		Divers.....	80.000

Colons allemands en Sibérie. — Depuis l'inauguration du Transsibérien, beaucoup d'émigrés allemands affluent dans la Sibérie occidentale, pour y fonder des colonies industrielles et agricoles. Ils s'établissent de préférence dans la steppe située entre Pétropavlovsk et Omsk; c'est

une région très favorable à l'agriculture en grand. Quoique de date toute récente, ces colonies, savamment aménagées, ont été dès le début un modèle pratique, activement étudié par les colonisateurs russes. La colonie la plus populaire en ce sens est *La Réussie* (Oudatchnaïa), située à 4 verstes de la gare de garage de Gorki, entre les stations Issyl-Koul et Kotchoubaév.

Cette colonie, fondée par les frères Sch., occupe deux énormes lots de terrain, de 4.000 dessiatines chacun, disposés sur les deux côtés de la voie du chemin de fer.

Le terrain, pris à bail pour vingt-cinq ans, à raison de 5 à 8 copeks de rente annuelle par dessiatine, offre des avantages qui garantissent aux colons une prospérité facile, sans risque aucun.

La population, y compris les femmes et les enfants, se compose de quatre-vingt-dix personnes, dont une vingtaine environ sont des manœuvres russes, et 5 ou 6, des bouviers kirghizes.

Dès sa fondation, la colonie a été dotée d'une école, dirigée par un maître expert, licencié en pédagogie. Le programme embrasse toutes les branches élémentaires, y compris l'étude du russe.

Les colons reçoivent fréquemment la visite de leurs voisins désireux de s'instruire; ils leur donnent leur avis et les font profiter avec la plus grande complaisance de leur savoir pratique.

Exploration et exploitation de la Sibérie.

— Outre les explorations dont a parlé déjà le Bulletin de l'Asie, on organise une expédition scientifique composée d'un géologue, d'un botaniste, d'un zoologue et d'un ethnographe qui se prépare à aller étudier la région de Touroukhansk dans la partie septentrionale du gouvernement de l'Iénisséï. Aux dernières nouvelles, d'ailleurs, on apprenait que cette région était cruellement frappée; les rennes sont la seule richesse des sauvages, et cet hiver l'anthrax leur a enlevé des millions de bêtes.

Le Comité du Transsibérien, qui a toujours été à la tête de l'émigration et de la colonisation sibérienne, vient d'être chargé d'une mission nouvelle. Une institution centrale relevant du Comité va être créée pour étudier scientifiquement le pays et la situation économique: elle se rendra compte des besoins de la population. On veut aussi faire comprendre aux paysans de Russie, maintenant que les terres disponibles reconnues cultivables ont été distribuées, que la Sibérie n'est pas le pays de l'or que s'imaginent tant d'émigrants, que, terre vierge, elle impose aux cultivateurs de très pénibles travaux, et que si elle récompense largement ceux qui la cultivent, elle exige que les richesses qu'elle promet soient payées d'avance par de longs et opiniâtres efforts.

Main-d'œuvre en Sibérie. — M. Claudius Aulagnon a donné sur la main-d'œuvre en Sibérie de très précieux renseignements. La classe des artisans, nous dit-il, ne forme pas à proprement

parler une classe ouvrière, mais c'est chez elle que se recrutera la main-d'œuvre dont auront besoin les industries à naître. Ces travailleurs, nombreux en Sibérie Occidentale, se contentent de salaires modiques de 19 à 55 francs par mois, et si l'instruction primaire ou technique leur fait souvent défaut, ils y suppléent par des qualités de travail acquises dans un apprentissage familial. En Sibérie Centrale, la main-d'œuvre est plus chère et plus difficile à trouver, et un ouvrier se paie de 55 à 135 francs par mois.

La rareté des écoles primaires, l'absence d'écoles professionnelles font que les industries exigeant une main-d'œuvre spéciale ne peuvent être encore créées en Sibérie. Il faut faire venir les contremaîtres de Russie d'Europe; la Sibérie peut fournir les manœuvres.

M. Aulagnon tire les conséquences suivantes : il y a en Sibérie des matières premières abondantes et très bon marché, une main-d'œuvre inexpérimentée, mais nombreuse et peu coûteuse, des débouchés intérieurs croissants, un écart énorme entre le prix des produits bruts et celui des produits fabriqués, mais une concurrence extérieure active, retenue, il est vrai, par des tarifs de douane et par la lenteur des moyens de communications.

Transport économique du pétrole du Caucase en Perse et en Russie d'Europe. — La Société des frères Nobel organise en ce moment un mode de transport d'un nouveau genre, s'opérant moitié par voitures, moitié à dos d'hommes, dans le but d'expédier en Perse le pétrole de la région du Caucase avec le moins de frais possible. Les autorités locales comprenant l'importance de la vente du naphte et des produits du naphte ont cédé aux frères Nobel des lots de terrains aux stations principales de Douchak, Méana et Tchaatcha; la Société y construira sans tarder des caravansérails avec logements, écuries, hangars, dépôts, etc.

On sait qu'une grande partie du naphte est expédiée en Russie par les bateaux qui traversent la Caspienne et remontent la Volga. On s'est inquiété récemment de savoir s'il n'était pas indispensable pour l'avenir de remplacer les bateaux-transports qui sont en bois, et qui ont pour cette raison causé d'assez nombreux accidents, par des navires en fer. Une commission a été nommée, qui s'est déclarée hostile aux bateaux en fer.

Foire d'Irbit. — La foire d'Irbit a été ouverte cette année le 6 février. Les événements d'Extrême-Orient ont produit un revirement complet dans les opérations commerciales. Jamais les achats d'articles non ouvrés, de cordonnerie et de pelleterie n'avaient été si considérables. Les demandes ont été si nombreuses que le prix de ces articles ont augmenté considérablement.

La voie ferrée qui dessert la foire est encombrée par les trains et les retards sont fréquents. Les

prix par cet effet ont subi et subiront une hausse importante.

La *Gazette du commerce et de l'industrie*, qui nous donne ces premiers détails, nous promet pour bientôt les statistiques de la foire. On sait que la foire d'Irbit est la plus importante avec celle de Nijni-Novgorod en Russie et Sibérie où les grandes foires sont cependant si fréquentes.

Découverte d'antimoine. — Des paillettes d'antimoine ont été découvertes depuis peu dans le bassin du fleuve Amour dont on connaît bien mal encore les richesses minérales qui doivent être considérables. L'antimoine a été trouvé dans la montagne de Bikoutchane, près de la colonie de Saguibovsk à 354 kilomètres environ de Blagovestchensk. Les mines d'antimoine se présentent ici, tantôt comme des masses compactes, tantôt sous l'aspect de cristaux aigus, d'une couleur gris plomb. Cette découverte est d'une grande importance au point de vue pratique parce qu'on n'avait jamais trouvé d'antimoine en Russie, ou, pour mieux dire, de mines qui valussent la peine d'être exploitées. L'importation de l'antimoine augmente chaque année en Russie.

La navigation dans les mers de Barents et de Kara. — Nous avons donné des explications sur la nouvelle voie de mer sibérienne et parlé de l'expédition du vapeur *Pastoukhov*. Cette expédition, on s'en souvient, a relevé le rivage occidental de la presqu'île de lamala, qui sépare la mer de Kara de l'estuaire de l'Ob, et reconnu navigable la voie maritime depuis Arkhangelsk jusqu'à l'Énisséi. Il est bon de revenir sur ces régions, étant donné leur importance économique future.

Le savant spécialiste des régions polaires, M. Charles Rabot, vient de publier dans la *Géographie* des renseignements d'un haut intérêt, relatifs aux travaux de M. Varnek. Il rappelle que les explorateurs ont toujours été d'avis différents : les uns ont trouvé libres de glaces, les autres encombrés la mer de Kara et les détroits qui conduisent à la mer de Barents.

Depuis longtemps — car les premières tentatives faites par les navigateurs pour gagner les bouches des grands fleuves sibériens datent de plus de deux cents ans — les bateaux suivaient le Iougor-Char, quoique cette route méridionale ne soit pas plus facile que les autres. Pour aller à l'embouchure de l'Ob, la route méridionale et la plus septentrionale de toutes, c'est-à-dire celle qui passe au nord de la Nouvelle-Zemble, sont sensiblement de la même longueur : or, en 1899, les voiliers norvégiens ont suivi cette dernière sans y trouver de glaces, tandis que des vapeurs anglais essayaient sans succès de passer par le Iougor-Char. M. Varnek a recueilli d'autres exemples analogues et, grâce à ses propres observations à bord du *Pastoukhov*, il a pu donner pour 1901 la distribution mensuelle des glaces.

Du 22 mars au 7 avril 1901, de la glace flot-

tante se trouvait sur la côte mourmane ; jusqu'en juillet la limite de la glace polaire variait entre le 74°20' et le 75°23'. En juin, la glace est encore épaisse sur la côte occidentale de la Nouvelle-Zemble jusqu'au 71° de latitude Nord. En juillet, les côtes de la Nouvelle-Zemble se trouvent dégagées au Sud du 72°, mais au Nord du 73°, il y a encore beaucoup de glaces. Les détroits de la mer de Kara restent obstrués jusqu'à la fin du mois.

Au mois d'août, la mer de Barents est dégagée au Sud du 73° de latitude Nord, sauf du Sud-Est de la baie de Khaïnpoudir.

Le résultat des observations de M. Varnek est le suivant : une fois encore on a vu en 1901 qu'on ne saurait recommander le passage méridional, le Iougor-Char ; la Porte de Kara, ouverte le 22 août, était le passage le meilleur ; quant au passage par le nord de la Nouvelle-Zemble, fermé jusqu'au 27 août, il semble qu'on aurait pu le pratiquer en contournant l'île en suivant le canal laissé par les glaces qui s'écartaient du rivage.

TURQUIE

Les troubles du Yémen. — Les dépêches anglaises continuent à signaler avec complaisance les progrès de l'insurrection dans le Yémen. D'après le correspondant du *Times* à Constantinople, tout le pays au sud de Sana est soulevé ; les villes de Kataba, de Taïs, d'Aab et de Hidjeh sont tombées entre les mains des rebelles. La ville de Hidjeh était, paraît-il, défendue par 2.000 soldats et 4 canons, mais les troupes ottomanes déserteraient en masse, ou refuseraient le combat, préférant se rendre à la première sommation. La ville de Sana, dont la garnison compte, dit-on, 5.000 hommes, serait dans une situation très précaire ; les Arabes en pressent le siège avec une grande énergie, très impatients de s'assurer le succès moral d'une capture aussi importante ; ils auraient repoussé les propositions de capitulation faites par le gouverneur turc de la ville ; une dépêche d'Aden, du 18 mars, annonçait même que le bruit courait avec persistance de la chute de Sana.

Ce pendant, le gouvernement ottoman active l'envoi de renforts sérieux dans la région soulevée. Ali Riza Pacha a quitté Hodeida avec sept bataillons, une batterie d'artillerie et d'abondantes munitions ; il a pu atteindre Menaka sans encombre ; mais là, il a été arrêté par l'insurrection. D'autre part, de nombreux transports ont été mobilisés pour déverser dans le Yémen d'importants effectifs d'infanterie, d'artillerie en même temps que de grandes quantités de ravitaillements et de munitions ; on parle d'un total de 32 bataillons de troupes de renforts qui seraient parties ou en partance pour le Yémen.

Naturellement, dans toutes ces nouvelles, il faut tenir un large compte de l'exagération des correspondants anglais dont l'esprit tendancieux

s'explique facilement. Il semble bien, en somme, que la situation ne se soit pas sensiblement modifiée. Il y a trois mois que l'on nous annonce que Sana est définitivement investie et à la veille de succomber : nous aurions dû recevoir depuis longtemps la nouvelle certaine de sa chute ; si la résistance dure encore, cela prouve bien que la poussée des Arabes n'est pas aussi irrésistible qu'on voudrait le croire et aussi que les troupes ottomanes consentent quelquefois à se battre.

Construction du chemin de fer de l'arrière-pays d'Aden. — La construction du chemin de fer projeté par le gouvernement des Indes pour relier Aden à Dhalaa, station frontière de l'arrière-pays d'Aden, est, paraît-il, en bonne voie d'exécution.

D'après une correspondance de Djibouti au *Journal des Débats*, la concession de ce chemin de fer a été accordée, sur leur demande, à MM. Cawadjee, Dinshow et frères, riches négociants indiens établis à Aden depuis de nombreuses années, et qui connaissent bien toutes les ressources de l'Arabie méridionale. Ces messieurs ont conclu un accord avec le sultan de Lahadj, Seyyid Ahmed Fadhel, qui s'est engagé à leur donner toutes facilités pour mener à bien leur entreprise sur son territoire, en retour d'une indemnité de 4 0/0 des recettes nettes de l'exploitation de la ligne, et d'un revenu annuel d'environ 10 centimes par pied carré anglais du terrain couvert par la voie. Cette première section du chemin de fer ira d'Aden à Nobet-Dukein et aura une longueur d'environ 60 kilomètres. Le second tronçon, de même longueur environ, traversera des territoires montagneux occupés par des populations guerrières qui susciteront probablement de grosses difficultés aux concessionnaires ; les autorités d'Aden ont d'ailleurs pris des mesures pour le maintien de l'ordre parmi ces tribus turbulentes : 200 hommes ont été installés à Essili et 900 à Dahlaa avec deux batteries de canon de montagne.

D'ailleurs, le correspondant des *Débats* estime que l'exemple donné par le sultan de Lahadj sera suivi par les autres chefs arabes de la région et croit que la Compagnie Cawadjee Dinshow obtiendra facilement tous les territoires dont elle aura besoin, pour la construction de son chemin de fer.

L'établissement définitif de cette voie ferrée semble donc prochain, et l'on parle même déjà de son prolongement jusqu'à Sana.

La situation économique des vilayets arméniens en 1903 et 1904. — Il n'est pas sans intérêt de relever dans les derniers rapports de nos agents consulaires quelques indications sur la situation économique des vilayets arméniens, si éprouvés, d'autre part, par la persistance des crises politiques.

Le vilayet d'Erzeroum est, à cet égard, le plus important, quoique le moins touché, car ceux de Bitlis et de Van dépendent en partie de lui pour

leur commerce. Sa situation géographique le place en effet entre les montagnes du Taurus arménien, où s'étend la circonscription de ces vilayets, et la mer Noire, où se trouve, dans le port de Trébizonde, leur débouché commun.

Or, l'année 1903 marque pour le vilayet d'Erzeroum une diminution sensible. L'année 1902 n'avait pas été bonne ; celle de 1903 est plus mauvaise encore. Le total des transactions du vilayet avec l'extérieur s'est élevé à 20.930.000 francs, en diminution de 2.370.000 francs sur 1902, et de 6.690.000 francs sur 1901.

La différence porte presque exclusivement sur les importations, qui n'ont atteint que 11.278.000 francs contre 13.490.000 francs. Les exportations n'ont baissé d'une année à l'autre que de 9.810.000 à 9.650.000 francs.

Si l'on déduit de ces chiffres la part représentant la réexportation de produits provenant de Van ou de Bitlis, ou s'y dirigeant, le commerce spécial du vilayet d'Erzeroum n'a été que de 9.188.000 francs à l'importation, et de 7.560.000 francs à l'exportation.

La diminution a frappé à peu près de façon équivalente tous les pays importateurs. Cependant, la France est passée du quatrième rang au cinquième, avec un chiffre de 1.070.000 francs, contre 1.470.000 francs, l'année précédente. Cet abaissement des ventes de l'article français vient surtout de la concurrence faite à nos sucres de Marseille par les sucres de Trieste, qui coûtent moins cher, et auxquels on donne, à défaut de la qualité, une apparence identique. Les autres pays ont importé dans les proportions suivantes : Angleterre, 3.580.000 francs, dont 2.250.000 francs de cotonnades ; Turquie, 1.665.000 francs ; Autriche-Hongrie, 1.580.000 francs ; Russie, 1.110.000 francs, dont 610.000 francs de pétrole ; Allemagne, 730.000 francs ; Italie, 510.000 francs ; Perse, 410.000 francs, etc.

L'exportation est presque tout entière dirigée sur les autres provinces de l'Empire Ottoman. Seules la Russie, pour 1.450.000 francs, et la France, pour 435.000 francs, y figurent de façon appréciable. Les deux principales productions du pays sont les céréales et les moutons.

Les troubles d'Arménie sont une des causes principales de la décadence économique d'Erzeroum. La Porte a enlevé, en effet, aux Arméniens qui allaient autrefois travailler dans le Caucase et à Constantinople, la liberté d'aller et de venir. De là une diminution des gains de la population, qui a amené la décroissance progressive de la richesse générale de la province, du numéraire et du crédit. Le moyen de remédier à cet état de choses serait de renoncer à la prohibition qui frappe les Arméniens, et de construire une voie ferrée reliant Erzeroum à la mer Noire. Il est vrai qu'un projet de route d'Erzeroum à Rozeh a été établi ; mais quand sera-t-il réalisé ?

Mais, ce qui est plus intéressant et plus grave, c'est que les Russes s'efforcent, en ce moment, de profiter de cette situation pour détourner d'Erzeroum, sur Bayazid et Erivan, le commerce des

vilayets montagneux de Bitlis et de Van. De ce côté, ils ont pour eux l'avantage des distances. Il faut actuellement dix à quatorze jours aux marchandises pour Erzeroum à Van, et 32 heures seulement pour aller d'Erivan à Van, en passant par Arditch, et en traversant le lac. Le pétrole russe va directement à Van sans passer à Erzeroum. La Russie gagne donc ainsi dans ses transactions avec les districts arméniens proprement dits, ce qu'elle perd du côté d'Erzeroum. On peut même dire que, grâce à cette facilité relative des communications, ses produits tendront à se substituer peu à peu à ceux de l'Europe occidentale, pour les populations de Van et de Bitlis. Il est inutile d'insister sur l'importance politique de ce fait économique.

Les transactions dans le vilayet de Van se ressentent néanmoins des troubles de la région. L'année 1903 avait été cependant très favorable. Les importations s'élevant à 7.370.000 francs, avaient dépassé de 2.000.000 environ celles de l'année précédente, et les exportations avaient plus que doublé, passant de 2.263.000 à 4.544.000. Mais les prévisions pour 1904 sont si peu favorables, qu'on s'attend à des chiffres inférieurs même à ceux de l'année 1902. Ici, et pour cet exercice, ce résultat serait la conséquence directe des événements sanglants qui se sont déroulés au printemps dernier dans le Sassoun et les montagnes du vilayet.

L'établissement de quelques primes à la sortie, et le remaniement des tarifs des chemins de fer, dans de pareilles conditions, ne manqueraient pas d'accélérer la tendance qui porte le commerce de ces vilayets vers la frontière russe, et de faire délaisser aux marchandises arméniennes la route turque d'Erzeroum et de la mer Noire, puis celle d'Erivan et du Caucase, au moins pour toutes celles qui peuvent venir de Russie ou s'y rendre.

PERSE

La mission commerciale anglaise en Perse.

— Une dépêche de Calcuta au *Times*, en date du 6 mars, annonce que la mission commerciale anglaise en Perse est arrivée à Kerman le 17 décembre ; de là, la mission s'est rendue à Bam, Larmashir, Jiruft et Rami et est rentrée à Kerman le 20 février. La mission revient à la côte par Yezd et Chiraz ; elle sera à Bouchir le 20 avril.

Nous ne pouvons, à ce propos, nous empêcher d'insister encore sur l'activité avec laquelle les Anglais profitent de la situation actuelle pour faire leurs affaires dans l'Asie occidentale ; sur certains points, cette activité s'affirme même par des entreprises sur la situation déjà occupée par d'autres puissances. Nous n'en pouvons d'ailleurs citer de meilleur exemple que l'arbitrage qu'ils ont réussi à nous faire accepter pour les boutriers de Mascate, arbitrage dont nous parlons longuement plus haut.

ASIE ANGLAISE

La production de l'indigo. — On lit dans un journal belge que, d'après le memorandum final que le gouvernement indien vient de publier, la culture de l'indigo aurait encore rétrogradé pendant l'exercice 1904.

La superficie consacrée à cette plante dans le Behar septentrional, Monghyr, Bhagalpur, Purnea et les autres districts du Bengale atteindrait à peine 223.000 acres, contre 249.700 acres en 1903. Quant à la production de la province, elle est estimée à 33.040 maunds, soit 8.500 maunds de moins qu'en 1903.

De leur côté, MM. Moran et C^{ie}, courtiers à Calcutta, évaluent le rendement du Bengale à 35.000 maunds, le maund valant les deux tiers d'un hundredweight.

Dans les Provinces-Unies d'Agra et Oudh, la superficieensemencée serait tombée de 140.800 à 74.200 acres, et la production de 19.000 à 12.000 maunds.

Le déclin est également sérieux dans le Penjab, où l'indigo n'aurait été cultivé cette année que sur 53.000 acres, contre 74.200 acres en 1903, et dont le rendement se monterait seulement à 9.872 cwts.

On estime, enfin, à 123.500 acres (241.900 en 1903) l'ensemble des terres sous indigo dans la Présidence de Madras, et à 16.260 cwts (45.900 en 1903) la production de ladite province.

De ce qui précède, il semble résulter que le produit naturel soutient de plus en plus difficilement la concurrence de l'article synthétique.

AUSTRALASIE

Les Etats-Unis et les Philippines. — Un sénateur de l'Iowa ayant déclaré que lorsque le Japon en aurait fini avec la Russie, il s'attaquerait aux Philippines, le ministre du Japon à Washington a énergiquement répudié cette idée et ajouté les phrases de rigueur sur les beautés du commerce et les bienfaits de la paix. Mais, au Sénat américain, cet incident a amené une discussion qui a fourni au gouvernement une occasion d'affirmer sa volonté de maintenir le régime américain aux Philippines. Comme on rappelait que les Etats-Unis avaient dit qu'ils donneraient la liberté aux Philippines : « Oui, a dit M. Taft, membre du cabinet, peut-être finirons-nous par le faire, mais pas avant que les Philippines soient aptes à se gouverner eux-mêmes comme nous le comprenons. Ce sera peut-être seulement dans longtemps, certainement pas après une seule génération, et probablement pas même après beaucoup. »

NÉCROLOGIE

C'est avec un vif regret que nous avons appris la mort de M. Georges Brenier, chevalier de la Légion d'honneur,

inspecteur honoraire de la Compagnie des Messageries maritimes, décédé à Paris dans sa soixante-douzième année.

M. Brenier avait fait toute sa carrière aux Messageries maritimes où il allait achever sa cinquantième année de service. Ayant longuement représenté la Compagnie en Chine, il s'intéressait vivement aux affaires d'Asie.

M. Brenier était le père de M. Henri Brenier, qui dirigea avec la distinction que l'on sait la mission lyonnaise en Chine et qui est aujourd'hui sous-directeur du service de l'Agriculture et du Commerce en Indo-Chine. Nous adressons à M. Henri Brenier nos sincères compliments de condoléance.

NOMINATIONS OFFICIELLES

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'exequatur a été accordé à MM. :
 Charles-C. Crôdel, *consul* de Panama à Marseille ;
 Hans Hamilton, *consul* de Cuba à la Rochelle ;
 Le marquis Alexis-Albert-Ernest de Dax, *consul* de l'Uruguay à Toulouse ;
 Maximo-Botel Bullrich, *consul* de la République Argentine à Boulogne-sur-Mer ;
 Angel e Castello, *consul* de l'Uruguay à Marseille ;
 Marc Carriac, *consul* de la République Argentine à Tarbes ;
 Alexandre-Marie Langlois, *agent consul.* d'Autriche-Hongrie à Cherbourg ;
 Esteban Jaramillo, *consul* de Colombie au Havre ;
 Louis Goldschmidt, *consul* des Etats-Unis d'Amérique à Nantes ;
 Etienne Guary, *consul* de Honduras à Toulouse ;
 Carlos G. Estenos, *consul* du Pérou à Bordeaux.

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Troupes métropolitaines.

SERVICE VÉTÉRINAIRE

Tonkin. — MM. les *vétérin.* en 1^{er} Camboulives et Kœrper sont désig. pour servir à Hanoi ;
 M. le *vétérin.* en 1^{er} Huber est désig. pour servir à Lao-kay ;
 M. le *vétérin.* en 2^e Goubinat est désig. pour servir à Quang-yen, et M. le *vétérin.* en 2^e Pradet pour servir à Dap-cau.

INTERPRÈTES MILITAIRES

Nouvelle-Calédonie. — M. Lefèvre, *interprète de 2^e cl.*, est désig. pour servir à l'administ. pénitent. de la Nouvelle-Calédonie.

Troupes coloniales.

INFANTERIE

Chine. — MM. le *chef de bat.* Ricour et le *lieut.* Estaque sont désig. pour servir au 16^e rég.
Cambodge. — M. le *lieut.* Albrecht est désig. pour le bataill. de tirailleurs cambodgiens.
Cochinchine. — Sont affectés :
 Au 11^e rég., MM. les *lieut.* Vauge, Gauthier et Berger et le *sous-lieut.* Pancrazi ;
 Au 12^e rég., MM. les *capit.* Letord et Rignot ;
 Au 1^{er} annamites, MM. le *capit.* Pereyre, le *lieut.* Castinetti et le *sous-lieut.* Baude,
 Au 2^e annamites, MM. le *capit.* Rabonneau et le *lieut.* Robert ;
 MM. les *capit.* Marcajour et Verhaeghe et les *sous-lieut.* Boulay et Pirault sont désig. pour servir en Cochinchine.
Tonkin. — M. le *lieut.-col.* Virgitti est affecté au 9^e rég. ;
 MM. le *chef de bat.* Chanzy ; le *capit.* Stauber ; les *lieut.* Fenodot et Sommé et le *sous-lieut.* Porquet sont désig. pour le 18^e rég. ;
 M. le *capit.* Paul est placé au 2^e tonkinois ; M. le *capit.* Vanwtberghe, au 4^e tonkinois et M. le *sous-lieut.* Brunet, au 5^e tonkinois.
 Sont désig. pour servir au Tonkin :
 MM. les *capit.* Amélineau, Calendini, Tref, Maury et Hugues ;
 les *lieut.* Julien, Masson, Imbert, Santucci, Rouyer et Princet ;
 les *sous-lieut.* Grosmanin, Surre, Maugard et Charles.
 M. le *capit.* Marx est nommé chancelier du cercle de Ha-giang ;
 M. le *lieut.* Gagin est placé à l'état-maj. partic.

Sont désig. pour servir :
 Au 9^e rég., MM. le *chef de bat.* Perrin; les *capit.* Desaulty et Gayda; les *lieut.* Revot et Imbert et le *sous-lieut.* Abric;
 Au 10^e rég., MM. les *capit.* Vial et Baudot; les *lieut.* Thibault, Dessemond et Ringue;
 Au bataill. chinois, M. le *capit.* de l'Orza de Montorso-Reichenberg et M. le *lieut.* Coville;
 Au 1^{er} tonkinois, MM. le *capit.* Raulin et les *lieut.* Ferrand, Dionis du Séjour, de Choiseul-Praslin et Pinot de Moirat;
 Au 2^e tonkinois, MM. les *capit.* Vitart et Blanc; les *lieut.* De-liberos, Dolmaire et Tastet et les *sous-lieut.* Batut et Sajot;
 Au 3^e tonkinois, MM. les *chefs de bat.* Ansaldi et Bocquet; les *capit.* Roure et Richard; les *lieut.* Tirveillot, Chenet et de Chauvenet et le *sous-lieut.* Coudert;
 Au 4^e tonkinois, MM. le *chef de bat.* Bertrand; les *capit.* Forestier et Debay; les *lieut.* Dasque, Pravaz, Rieu et Ryckelynck et le *sous-lieut.* Savoye.

ARTILLERIE

Indo-Chine. — M. le *lieut.* Barbier est désig. pour servir aux travaux publics de l'Indo-Chine.
Cochinchine. — M. le *lieut.* Le Huby est désig. pour servir au 5^e rég. à Saïgon.
Tonkin. — M. le *capit.* Glandu est désig. pour servir à la direct. du Tonkin à Haïphong;
 MM. les *capit.* Raynal et Delorme et les *sous-lieut.* Epiard et Lavarde sont affectés au 4^e rég.;
 MM. le *capit.* Aulard et le *lieut.* Candelot sont désig. pour servir à la brigade de réserve de Chine.

Officiers d'administration.

Cochinchine. — M. Brest, *offic. d'admin. de 3^e cl.*, est désig. pour servir en Cochinchine;
 M. Guermeur, *conduct. de travaux stagiaire*, est désig. pour servir en Cochinchine.
Nouvelle-Calédonie. — M. Dumas, *offic. d'admin. de 1^{re} cl.*, est désig. pour servir en Nouvelle-Calédonie;
 M. Viard, *conduct. de travaux stagiaire*, est désig. pour servir en Nouvelle-Calédonie.

CORPS DU COMMISSARIAT

Indo-Chine. — M. le *commiss. ppal de 3^e cl.* Blineau est désig. pour servir en Indo-Chine.
Cochinchine. — MM. le *commiss. ppal de 2^e cl.* Pous et le *commiss. de 1^{re} cl.* Lauret sont désig. pour servir à Saïgon.
Tonkin. — Sont désig. pour servir :
 A Hanoï, M. les *commiss. ppaux de 3^e cl.* Delavau et Montarou; les *commiss. de 1^{re} cl.* Cornet et Lacouture; le *commiss. de 2^e cl.* Douvion;
 A Haïphong, MM. les *commiss. ppaux de 2^e cl.* Augé; de 3^e cl. Varangot; et le *commiss. de 1^{re} cl.* Lamothe;
 A Dap-cau, M. le *commiss. de 2^e cl.* Douvion;
 A Ha-giang, M. le *commiss. de 2^e cl.* Copin.
Nouvelle-Calédonie. — M. le *commiss. ppal de 3^e cl.* Lièvre est désig. pour servir en Nouvelle-Calédonie.

Officiers d'administration.

Chine. — M. l'*offic. d'admin.* Lemoy est désig. pour servir au corps d'occupat.
Indo-Chine. — M. l'*offic. d'admin. de 2^e cl.* Morel est désig. pour servir en Indo-Chine.
Cochinchine. — MM. les *offic. d'admin. de 1^{re} cl.* Secco et de 3^e cl. Berrard et Dourthe sont désig. pour servir à Saïgon.
Tonkin. — M. l'*offic. d'admin. de 1^{re} cl.* Camouilly est désig. pour servir à Hanoï;
 M. l'*offic. d'admin. de 1^{re} cl.* Charles-Marie est désig. pour servir à Haïphong et M. l'*offic. d'admin. de 3^e cl.* Neyret, pour servir à Dap-cau.

SERVICE DE SANTÉ

Indo-Chine. — M. le *méd.-maj. de 1^{re} cl.* Lévrier est désig. pour servir à l'assistance médicale indigène de l'Indo-Chine;
 MM. Henric et Audiau, *méd.-maj. de 2^e cl.*, sont désig. pour servir en Indo-Chine.
Cochinchine. — MM. Lidin, *méd. ppal de 1^{re} cl.*, et Le Hardy, *méd. aide-maj. de 1^{re} cl.*, sont désig. pour servir à Saïgon;
 M. Montel, *méd. aide-maj. de 1^{re} cl.*, est désig. pour servir à Tay-ninh.
Tonkin. — MM. Marty, *méd.-maj. de 2^e cl.*, et Legault, *pharm. aide-maj. de 1^{re} cl.*, sont désig. pour servir à la brigade de réserve de Chine;
 M. Savignac, *méd.-maj. de 2^e cl.*, est désig. pour servir à Hanoï;
 M. Léger, *méd. aide-maj. de 1^{re} cl.*, est désig. pour servir à Quang-yen;
 M. Bernoud, *méd. aide-maj. de 1^{re} cl.*, est désig. pour servir à Yen-bay.
Nouvelle-Calédonie. — M. Mille, *méd.-maj. de 2^e cl.*, est désig. pour servir à la Nouvelle-Calédonie.

Océanie. — Sont désig. pour servir à Tahiti :
 MM. Violle, *méd.-maj. de 2^e cl.*, comme chef du service de santé et Le Strat, *méd. aide-maj. de 1^{re} cl.*

MINISTÈRE DE LA MARINE

Extrême-Orient. — M. le *capit. de fréq.* Parfait est désig. pour embarq. comme second sur le *Gueydon*;
 M. le *lieut. de vaiss.* Vedel est nommé au command. d'un torpilleur des mers de Chine.
 Sont désig. pour embarq. : sur le *Montcalm*, M. le *lieut. de vaiss.* Lapointe; sur le *Redoutable*, M. le *lieut. de vaiss.* Tadié; sur la *Surprise*, M. l'*enseig. de vaiss.* Valensi;
 M. l'*enseig. de vaiss.* Mercier est désig. pour embarq. sur la *Fronde*;
 M. l'*enseig. de vaiss.* Winter est désig. pour embarq. sur le *Gueydon*;
 M. l'*enseig. de vaiss.* Théron est désig. pour embarq. sur la *Fronde*.
Levant. — M. le *capit. de fréq.* Grasset est nommé au command. du *Vautour* à Constantinople.

SERVICE DE SANTÉ

Levant. — M. le *méd. de 1^{re} cl.* Audiat est désig. pour embarq. sur le *Vautour* à Constantinople.

MINISTÈRE DES COLONIES

M. Le Chevert, *capit. de port de 2^e cl.*, est désig. pour servir à Pondichéry (Inde);
 M. Boyron est nommé greffier de la justice de paix à compétence étendue de Tay-ninh (Indo-Chine);
 M. Monteilhet est nommé juge suppléant au tribunal de première instance de Long-xuyen (Indo-Chine).

Bibliographie

L'expédition de Chine de 1857-1858. Histoire diplomatique. Notes et documents, par H. CORDIER, professeur de l'École des Langues orientales, président de la Société de Géographie. 1 vol. in-8^o de la Bibliothèque d'Histoire contemporaine, (Félix Alcan, éditeur.)

Dans son *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales (1860-1902)*, M. Henri Cordier a retracé les événements qui se sont déroulés dans l'Empire du Milieu depuis 1860 jusqu'à nos jours. Il paraît ainsi à ce qui était le plus urgent, l'histoire diplomatique de l'Extrême-Orient n'ayant pas encore été écrite; mais il fallait remonter à l'origine des relations de la Chine avec les étrangers. C'est le but que maintenant poursuit M. Cordier. Il publiera *L'Expédition de Chine de 1860* et il nous donne aujourd'hui *L'Expédition de Chine de 1857-58*. Les pourparlers qui ont précédé et accompagné cette guerre, terminée par les traités si importants signés à Tientsin en juin 1858, sont peu connus. Grâce aux facilités qui lui ont été accordées par les pouvoirs publics et les renseignements qui lui ont été fournis par les particuliers M. Cordier a pu raconter en détail les négociations qui ont été alors conduites par le baron Gros et lord Elgin, pour la France et l'Angleterre, conjointement avec le comte Poutiatine et M. Ward, pour la Russie et les États-Unis.

L'incendie des factoreries de Canton, l'occupation de cette ville par les alliés, la prise des forts de Takou, sont les principaux sujets traités dans ce volume qui, plein de documents pour la plus grande part inédits, prendra place avec ses aînés parmi les ouvrages indispensables à consulter par tous ceux qui veulent connaître l'histoire devenue si actuelle de l'Empire chinois.

Le Gérant : A. MARTIAL.